



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC.

QUÉBEC, SAMEDI, 22 MARS 1873.

Nominations.

BUREAU DU SECRÉTAIRE,
Québec, 17 mars 1873.

Il a plu à Son Excellence le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de nommer MM. Thomas McCaig et Edward Damage, conseillers municipaux pour le township de Wickham. 1065

Proclamation.

CANADA, PROVINCE DE QUÉBEC. }
[L. S.] R. ED. CARON.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.
A nos très-aimés et fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et aux Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature ou Parlement de notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en notre cité de Québec, le DIX-SEPTIÈME jour du mois de MARS, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante et treize, et à chacun de vous.—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature ou Parlement de la Province de Québec, se trouve convoquée pour le DIX-SEPTIÈME jour du mois de MARS, mil huit cent soixante-treize, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec.

SACHEZ MAINTENANT, que pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de nos bien-aimés sujets, Nous avons cru conve-

PROVINCE OF QUEBEC.

QUEBEC, SATURDAY, 22nd MARCH, 1873.

Appointments.

SECRETARY'S OFFICE.
Québec, 17th March, 1873.

The LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to appoint Messrs. Thomas McCaig and Edward Damage, municipal councillors for the township of Wickham. 1066

Proclamation.

CANADA, PROVINCE OF QUÉBEC. }
[L. S.] R. ED. CARON.

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.
To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a meeting of the Legislature or Parliament of Our said Province, at Our City of Québec, on the SEVENTEENTH day of the month of MARCH, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and seventy-three, to have been commenced and held, and to every of you—GREETING :

PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature or Parliament of the Province of Quebec stands called for the SEVENTEENTH day of the month of MARCH, one thousand eight hundred and seventy-three, at which time, at Our City of Québec, you were held and constrained to appear.

NOW KNOW YE, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the ease and convenience of Our Loving Subjects, We have thought fit,

nable, par et de l'avis de notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous de vous trouver avec nous, en notre Législature ou Parlement de notre dite Province, en notre cité de Québec, LUNDI, le CINQUIÈME jour du mois de MAI prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMON, Notre Très-Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable RENÉ EDOUARD CARON, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce TREIZIÈME jour de MARS, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante-treize, et de Notre Règne la trente-sixième.

Par ordre,

H. CYRIAS PELLETIER,

Greffier de la Couronne en Chancellerie, Québec
465 8

by and with the advice of Our Executive Council, of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on MONDAY, the FIFTH day of the month of MAY next, you meet Us, in Our Legislature or Parliament of the said Province, at Our City of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HERRIN FAILNOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable RENÉ EDOUARD CARON, Lieutenant Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this THIRTEENTH day of MARCH, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and seventy-three, and in the thirty-sixth year of Our Reign.

By Command,

H. CYRIAS PELLETIER,

Clerk of the Crown in Chancery, Québec.
466 8

Avis du Gouvernement.

Bureau du Secrétaire,
Québec, 18 mars 1873.

Avis est par le présent donné qu'une demande a été présentée à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, par le conseil de la municipalité du village de Bryson, dans le comté de Pontiac, pour obtenir l'autorisation de ne publier qu'en anglais seulement, tous avis, règlements ou résolutions faits ou passés par le dit conseil. Toutes représentations à ce contraire, devront être produites dans le délai des deux mois qui suivront la seconde et dernière publication du présent avis.

GEDEON OUMET,

1067

Secrétaire.

PROVINCE DE QUÉBEC,
CHAMBRE DU PARLEMENT.

Québec, 1er février 1873.

Toutes les demandes de Bills privés, qui sont proprement du ressort de la législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'un aqueduc, ou d'une usine à gaz, l'incorporation de professions ou métiers, de compagnies à fonds sociale; l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; le prélèvement d'une taxe locale, la division d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation parlementaire, ou celle d'un township; le changement d'un chef-lieu de comté ou d'un bureau local, le règlement d'une commune; le nouvel arpentage d'un township, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou pour le permission de faire quoi que ce soit, qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature de l'objet de la demande,—comme suit, savoir:

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une et l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal; ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle*, et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant

Government Notices.

SECRETARY'S OFFICE.
Québec, 18th March 1873.

Notice is hereby given that application has been made to His Excellency the Lieutenant-Governor, by the council of the municipality of the village of Bryson, in the county of Pontiac, for leave to publish in the english language only, all notices, by-laws and resolutions made or passed by the said council. All oppositions to the granting of the same must be produced within two months from the second and last insertion of the present notice.

GEDEON OUMET,

1068

Secretary.

PROVINCE OF QUEBEC,
PARLIAMENT HOUSE.

Québec, 1st February, 1873.

All applications for Private Bills properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the Act of British North America, 1867, whether for the construction of a Bridge, a Railway, a Turnpike road or Telegraph line, Canal, Lock, Dam or Slide, or other like works; the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water; the incorporation of any particular profession or trade, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a city, town, village or other municipality; the levying of any local assessment; the division of any County for purposes other than that of representation in Parliament, or of any township; the removal of the site of any County, town or of any local Offices; the regulation of any Common; the survey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals, any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any former Act,—shall require a notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz:

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the English and French languages, and in one newspaper in the English, and one in the French language, in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a

une période d'au moins trente jours, durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition devront, en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière, donner aussi avis des peages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont tournant ou non, et les dimensions de ce pont tournant.

BOUCHER DE BOUCHERVILLE,
Greffier, Conseil Législatif.
G. M. MUIR,
Greffier de l'Assemblée Législative.

435 8

period of at least thirty days during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the House, the person or persons intending to petition for such bill, shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also, at the same time and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments, or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same

BOUCHER DE BOUCHERVILLE,
Clerk, Legislative Council.

G. M. MUIR,
Clerk, Legislative Assembly.

436 8

Avis Divers.

AVIS.

L'assemblée annuelle de la compagnie dite "The Escott Mining Company of Canada," sera tenue à son bureau, No. 80, rue Washington, Boston, Mass, mercredi, le deuxième jour d'avril prochain, à midi.

S. CUSHING, jr.,
Commis.
1151

Boston, 15 mars 1873.

AVIS.

La société qui existait ci-devant entre les soussignés sous les nom et raison de "I. A. Beauvais & Cie.," a été dissoute depuis le 18 février courant (1873).

M. Beauvais est autorisé à régler toutes les affaires concernant la dite société.

M. H. BRISSETTE,
I. A. BEAUVAIS.
963 2

Montréal, 23 février 1873.

Province de Québec, }
District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*
No. 1358.

AVIS est donné que Dame Henriette Watts C. Wurtele, de la paroisse de Saint-Michel d'Yamaska, dans le district de Richelieu, épouse de Roch Fortier, commerçant, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, institué une action en séparation de corps et de biens contre son dit mari.

CHARLES GILL,
Procureur de la Demanderesse.
977 2

Sorel, 5 mars 1873.

Avis public est par le présent donné que sous un mois après la dernière publication du présent avis, demande sera faite à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur en conseil pour obtenir des lettres-patentes en vertu des dispositions de "l'acte d'incorporation des compagnies à fonds social," pour incorporer une compagnie sous le grand sceau de la province de Québec.

1. Le nom collectif proposé de la compagnie est "The Steam Laundry Company."

2. L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est de laver, blanchir et repasser toutes sortes de vêtements et autres effets et généralement tout ouvrage ordinairement fait dans une buanderie à vapeur et de teindre toutes sortes de marchandises et effets.

3. Les affaires de la dite compagnie seront transigées dans le district de Montréal et dans la cité de Montréal, ayant sa principale place d'affaires dans la dite cité de Montréal, dans la province de Québec.

4. Le montant du capital souscrit de la dite compagnie est de vingt cinq mille piastres.

5. Le nombre d'actions est de deux cent cinquante, et le montant de chaque action est de cent piastres.

6. Les requérants sont Donald McLean, marchand; Francis Edward Gilman, avocat; John Peter Peavey, surintendant des chars; Frederick Geriken, propriétaire d'hôtel; et Charles Edward Peavey, agent, tous de la cité de Montréal, dans la province de Québec, et sujets de Sa Majesté, excepté Charles Edward Peavey.

Miscellaneous Notices.

NOTICE.

The annual meeting of the Escott Mining Company of Canada, will be held at their office, No. 80, Washington street, Boston, Mass, on Wednesday, the second day of April next, at 12 o'clock noon.

S. CUSHING, jr.,
Clerk.
1152

Boston, 15th March, 1873.

NOTICE.

The partnership heretofore existing between the undersigned, under the name and firm of "I. A. Beauvais & Co.," has been dissolved since the 18th of February instant (1873).

Mr. Beauvais is authorized to settle all matters relating to the late firm.

M. H. BRISSETTE,
I. A. BEAUVAIS.
964 2

Montreal, 23rd February, 1873.

Province of Québec, }
District of Richelieu. } *In the Superior Court.*
No. 1358.

NOTICE is given that Dame Harriett Watts C. Wurtele, of the parish of St. Michel d'Yamaska, in the District of Richelieu, wife of Roch Fortier, trader, of the same place, duly authorised so to do, has, this day, instituted an action for separation from bed and board against her said husband.

CHARLES GILL,
Attorney for Plaintiff.
978 2

Sorel, 5th March, 1873.

Public notice is hereby given that within one month after the last publication of this notice, application will be made to His Excellency the Lieutenant-Governor in council for letters-patent under the provisions of "the joint stock companies incorporation act," to incorporate a company under the great seal of the province of Québec.

1. The proposed corporate name of the company is "The Steam Laundry Company."

2. The object for which the incorporation is sought is the washing, cleansing and ironing of all kinds of clothing and other articles and generally such work as is usually done in a steam laundry, and dyeing of all kinds of goods and effects.

3. The business of said company to be carried on in the district of Montreal, and in the city of Montreal, having its office and principal place of business in the said city of Montreal, in the province of Québec.

4. The amount of the capital stock of said company is twenty-five thousand dollars.

5. The number of shares is two hundred and fifty, and the amount of each share is one hundred dollars.

6. The applicants are Donald McLean, merchant; Francis Edward Gilman, advocate; John Peter Peavey, car superintendent; Frederick Geriken, hotel-proprietor; and Charles Edward Peavey, agent, all of the city of Montreal, in the province of Québec, and subjects of Her Majesty, except Charles Edward Peavey.

Les dits requérants Donald McLean, Francis Edward Gilman, John Peter Peavey, Frederick Geriken et Charles Edward Peavey sont les premiers directeurs de la dite compagnie.

F. E. GILMAN,
Solliciteur des requérants.
Montréal, 15 mars 1873. 1023 2

AVIS.

La société qui existait ci-devant entre les soussignés comme petits merciers sous les nom et raison de R. J. Tooke & Cie., a été dissoute de consentement mutuel, le premier jour de février courant.

R. J. Tooke, qui continue les mêmes affaires dans le même établissement, sous les mêmes nom et raison, est dûment autorisé à régler tous comptes tant actifs que passifs.

RICHARD J. TOOKE,
J. W. MILLS,
B. TOOKE.

LEMUEL CUSHING,
Témoin.
Montréal, 13 février 1873. 983 2

LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DU SUD-EST

AVIS est par le présent donné qu'une assemblée spéciale et générale de la compagnie du chemin de fer du Sud-Est sera tenue au bureau d'icelle, rue Saint-Jacques, dans la cité de Montréal, à onze heures de l'avant-midi, mercredi, le vingt-sixième jour de mars prochain, pour l'élection en premier lieu des directeurs élus aux termes de l'acte passé durant la dernière session de la Législature de la Province de Québec, intitulé : Acte pour amender les actes concernant la compagnie du chemin à lisses des comtés de Richelieu, Drummond et Arthabaska, pour ratifier certains actes faits entre la dite compagnie et la compagnie du chemin de fer de jonction des comtés du Sud-Est et pour autres fins, lesquels actes ont été dûment acceptés réciproquement par les dites deux compagnies.

E. L. CHANDLER,
Secrétaire-trésorier de la dite compagnie.
Knowlton, 27 février 1873. 885 3

Province de Québec, } Cour Supérieure.
District de Montréal, } No. 1241.
Dame Eleonore Doucet, de la cité et du district de Montréal, épouse de Etienne Cyrille Couturier *alias* Coturier dit Lajoie, entrepreneur, du même lieu, dûment autorisée à *ester en justice*,
Demanderesse.

vs.

Le dit Etienne Cyrille Couturier *alias* Coturier dit Lajoie,
Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée ce jour devant cette cour dans la susdite cause.

T. & C. C. DE LORIMIER,
Avocats de la Demanderesse.
Montréal, 12 mars 1873. 1051 2

Canada, }
Province de Québec, } Cour Supérieure.
District de Kamouraska, } No. 58.
Dame Marie Danjou, épouse de Augustin Anctil, fils, de la paroisse Sainte-Anne de Lapocatière, dans le district susdit, Demanderesse; contre Augustin Anctil, cultivateur, du même lieu, Défendeur.
Avis public est donné, qu'une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur, son mari.

Z. PERRAULT,
Procureur de la demanderesse.
Kamouraska, 25 février 1873. 891 3

PROVINCE DE QUEBEC.

Avis public est par le présent donné que les soussignés, l'honorable Charles Cormier, sénateur, Stanislas Doucette, mécanicien, Jean-Baptiste Mercure, cultivateur, Octave Ouellette, syndic officiel, et Napoléon Charles Cormier, marchand, tous du village de Plessisville, dans le canton de Somerset-Sud, dans le comté de Mégantic, demandent, en temps et lieu, en vertu des dispositions de l'acte d'incorporation des compagnies à fonds social, à Son Excellence l'hono-

The said applicants Donald McLean, Francis Edward Gilman, John Peter Peavey, Frederick Geriken and Charles Edward Peavey, are the first directors of said company.

F. E. GILMAN,
Solicitor for applicants.
Montreal, 15th March, 1873. 1024 2

NOTICE.

The partnership heretofore existing between the undersigned as haberdashers under the name and style of R. J. Tooke & Co., was dissolved by mutual consent on the first day of February instant.

R. J. Tooke, who continues the same business in the same premises, and under the same name and style, is duly authorized to settle all accounts due to and by the said firm.

RICHARD J. TOOKE,
J. W. MILLS,
B. TOOKE.

LEMUEL CUSHING,
Witness.
Montreal, 13th February, 1873. 984 2

SOUTH EASTERN RAILWAY COMPANY.

NOTICE is hereby given that a special general meeting of the South Eastern Company, will be held at the office thereof in St. James street, in the city of Montreal, at the hour of eleven of the clock in the forenoon of Wednesday, the twenty-sixth day of March next, for the election in the first instance of elected directors thereof in terms of the act passed during the last session of the Legislature of the Province of Quebec, intituled : An act to amend the acts respecting the Richelieu Drummond and Arthabaska Counties Railway Company, to confirm certain agreements between the said company and the South Eastern Counties Junction Railway Company and for other purposes, which act has been duly accepted by both of the said two companies.

E. L. CHANDLER,
Secretary Treasurer of said Company.
Knowlton, 27th February, 1873. 886 3

Province of Quebec, } Superior Court.
District of Montreal, } No. 1241.
Dame Eleonore Doucet, of the city and district of Montreal, wife of Etienne Cyrille Couturier *alias* Coturier dit Lajoie, of the same place, builder, duly authorized to *ester en justice*,
Plaintiff.

vs.

The said Etienne Cyrille Couturier *alias* Coturier dit Lajoie,
Defendant.

An action for separation as to property, as this day been instituted before this court, in the above cause.

T. & C. C. DE LORIMIER,
Attorneys for Plaintiff.
Montreal, 12th March, 1873. 1052 2

Canada, }
Province of Quebec, } Superior Court.
District of Kamouraska, } No. 58.
Dame Marie Danjou, wife of Augustin Anctil, junior, of the parish of Ste. Anne de Lapocatière, of the above named district, Plaintiff; against Augustin Anctil, farmer, of the same place, Defendant.
Public notice is hereby given, that an action *en séparation de biens* has been instituted by the plaintiff against the defendant in this cause.

Z. PERRAULT,
Atty. for Plaintiff.
Kamouraska, 25th February, 1873. 892 3

PROVINCE OF QUEBEC.

Public notice is hereby given that the undersigned the Honorable Charles Cormier, senator, Stanislas Doucette, mechanic, Jean Baptiste Mercure, farmer, Octave Ouellette, official assignee, and Napoléon Charles Cormier, merchant, all of the village of Plessisville, in township Somerset South, in the county of Mégantic, will apply, in due time and place, pursuant to the provisions of the Joint Stock Companies Incorporation Act, to His Excellency the lieutenant-gover-

nable lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres-patentes pour l'incorporation d'une compagnie devant être appelée : « la Compagnie de la Fonderie de Plessisville. » L'objet pour lequel telle incorporation est demandée, est la fonte de poêles, charrues, chaudrons, mouvements de moulins, etc., etc. et fabriquer des machines à battre et à faucher, râpeaux, mouvements de moulins à scies et à bardeaux, et faire généralement toute espèce d'ouvrage en fonte, fer, bois et du ressort d'une fonderie et d'atelier de mécanisme.

La principale place d'affaires sera dans le village de Plessisville susdit, où ses opérations seront poursuivies.

Le fonds social de la dite compagnie sera de dix mille piastres, divisé en cent actions de cent piastres chacune.

Les noms, domiciles et professions des requérants sont ceux tel que donné ci-haut, et les dits honorable Charles Cormier, Stanislas Doucette, Jean-Baptiste Mercure, Octave Ouellette et Napoléon Charles Cormier, seront les premiers directeurs de la dite compagnie.

CHARLES CORMIER,
STANISLAS DOUCETTE,
JEAN-BAPTISTE MERCURE,
OCTAVE OUELLETTE,
N. C. CORMIER. 721 5

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. }

AVIS est par les présentes donné que les soussignés ont l'intention de s'adresser à son Excellence le Lieutenant-Gouverneur en conseil pour en obtenir des lettres-patentes sous le grand sceau de la province, leur accordant une charte d'incorporation comme une compagnie à fonds social.

Suivant les dispositions des statuts faits et pourvus en pareil cas, ils déclarent :

1. Le nom corporatif proposé de la dite compagnie est : La Tannerie de Tingwick.

2. L'objet pour lequel l'incorporation de la compagnie est demandée, est de tanner et corroyer du cuir.

3. La principale place d'affaires de la dite compagnie sera au township de Tingwick, dans le comté d'Arthabaska, où ses opérations seront poursuivies.

4. Le montant du fonds social est de quinze mille piastres, divisé en cent cinquante actions de cent piastres chacune.

5. Les noms au long, le domicile et la profession des requérants soussignés sont : Basile Théroux, fils, du village d'Arthabaskaville, protonotaire, du district d'Arthabaska, Onésime Tessier, du village de Warwick, notaire, Elisée Noël, du township de Tingwick, notaire, Philippe Hébert, du dit township de Tingwick, marchand, et Wilfrid Laurier, du village d'Arthabaskaville, avocat et membre du parlement de la province de Québec.

6. Les requérants sont tous sujets de Sa Majesté, et seront les premiers directeurs de la compagnie.

B. THEROUX, FILS,
O. TESSIER,
ELISEE NOEL,
P. HEBERT,
WILFRID LAURIER.

Tingwick, 17 février 1873. 817 4

Canada, }
Province de Québec; }
District de Beauce. }

Cour Supérieure.

Marie Nolin, veuve en première noce de Jean Bourassa, en son vivant de la paroisse de Notre-Dame de Lévis, maintenant épouse de Charles Carrier, cultivateur, de la paroisse de Saint-Isidore, dans le district de Beauce,

Demanderesse ;

vs.

Le dit Charles Carrier,

Défendeur.

Avis est par le présent donné que la demanderesse a institué devant cette cour une action en séparation de corps et de biens contre le défendeur.

LARUE & LEMIEUX,
Procureurs de la Demanderesse.
Saint-Joseph de la Beauce, 20 février 1873. 793 5

nor of the province of Quebec, for letters-patent incorporating a company to be called « La Compagnie de la Fonderie de Plessisville. » The object for which incorporation is sought is casting stoves, plough shares, kettles, &c., machinery for mills, and making threshing machines, moving machines, rakes, machinery for saw mills and shingle mills, and generally for making all sorts of casting, iron and wooden work, and such articles as can be made in a foundry and machine shop.

Its principal place of business will be in the village of Plessisville aforesaid, where its operations will be carried on.

The capital stock of the said company, will be ten thousand dollars, divided into one hundred shares of one hundred dollars each.

The names, domiciles and professions of the petitioners are such as mentioned above, and the said Honorable Charles Cormier, Stanislas Doucette, Jean Baptiste Mercure, Octave Ouellette and Napoleon Charles Cormier, will be the first directors of the said company.

CHARLES CORMIER,
STANISLAS DOUCETTE,
JEAN BAPTISTE MERCURE,
OCTAVE OUELLETTE,
N. C. CORMIER. 722 5

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. }

NOTICE is hereby given that the undersigned intend to apply to His Excellency the Lieutenant-Governor in council, for Letters-Patent under the great seal, granting them a charter incorporating them a joint stock company.

Pursuant to the provisions of the Statutes in such case made and provided, they declare :

1. The corporate name which it is proposed to give to the company is « The Tingwick Tannery. »

2. The purpose for which such incorporation is sought is tanning and currying leather.

3. The business of the said company will be carried on at the township of Tingwick, in the district of Arthabaska, where its principal place of business will be.

4. The amount of the company's capital stock will be fifteen thousand dollars, divided into one hundred and fifty shares of one hundred dollars each.

5. The names at full length, the domiciles and professions of the undersigned petitioners are : Basile Théroux, junior, of the village of Arthabaskaville, protonotary of the district of Arthabaska, Onésime Tessier, of the village of Warwick, notary, Elisée Noël, of the township of Tingwick, notary, Philippe Hébert, of the township of Tingwick, merchant, and Wilfrid Laurier, of the village of Arthabaskaville, advocate and member of the parliament of the province of Quebec.

6. The petitioners are all subjects of Her Majesty, and will be the first directors of the said company.

B. THEROUX, FILS,
O. TESSIER,
ELISEE NOEL,
P. HEBERT,
WILFRID LAURIER.

Tingwick, 17th February, 1873. 818 4

Canada, }
Province of Quebec. }
District of Beauce. }

Superior Court.

Marie Nolin, widow by her first marriage of the late Jean Bourassa, in his lifetime of the parish of Notre Dame de Lévis, now wife of Charles Carrier, yeoman, of the parish of St. Isidore, in the district of Beauce,

Plaintiff ;

vs.

The said Charles Carrier,

Defendant.

Notice is hereby given that the plaintiff has instituted in this court an action for separation from bed and board against the defendant.

LARUE & LEMIEUX,
Plaintiff's Attorneys.
St. Joseph de la Beauce, 20th February, 1873. 794 5

Avis de Faillite.

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Canada,
Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Binet & Laroche, faillis.

Les soussignés ont déposé au bureau de cette cour un consentement de leurs créanciers à leur décharge, et, le premier jour de mai prochain, ils s'adresseront à la dite cour pour en obtenir une ratification de la décharge effectuée en leur faveur.

BINET & LAROCHE,
Par JOS. G. BOSSE,
Leur procureur.

Québec, 17 mars 1873. 1053

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869 ET SES AMENDEMENTS.

Dans l'affaire de Michael O'Heir, de la paroisse de Saint-Gabriel de Brandon, marchand, failli.

Le failli m'a fait une cession de ses biens, et les créanciers sont notifiés de se réunir à sa place d'affaires, au dit lieu de Saint-Gabriel de Brandon, jeudi, le troisième jour d'avril prochain, à onze heures du matin, pour recevoir un état de ses affaires et nommer un syndic.

J. O. CHALUT,
Syndic provisoire.

Berthier, 14 mars 1873. 1069

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Dans l'affaire de Walter Dufour, de la cité de Montréal, et y faisant affaires sous la raison sociale de W. Dufour & Cie, encanteur, failli.

Je, soussigné, L. Jos. Lajoie, de la cité et du district de Montréal, ai été nommé syndic dans cette affaire.

Les créanciers sont requis de produire leurs réclamations à mon bureau sous un mois, et sont aussi par le présent notifiés de se réunir à mon bureau, No 97, rue Saint-Jacques, en la cité de Montréal, jeudi, le dix-septième jour d'avril 1873, à 3 heures P. M., pour l'examen du failli et pour l'arrangement des affaires de la faillite en général.

L. JOS. LAJOIE,
Syndic.

Montréal, 17 mars 1873. 1061

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Dans l'affaire de Dame Emelie V. Moffatt, de Shipton, faillie.

Une première et dernière feuille de dividende a été préparée et restera ouverte aux oppositions jusqu'au premier jour d'avril prochain, après lequel les dividendes seront payés.

F. A. BRIEN,
Syndic.

Danville, 20 mars 1873. 1063

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869 ET SES AMENDEMENTS.

Dans l'affaire de Théophile Gosselin, hôtelier, de Québec, failli.

Le failli m'a fait une cession de ses biens, et les créanciers sont notifiés de se réunir à mon bureau, Bâtisse du Télégraphe, rue St. Pierre, à Québec, lundi, le 7ème jour d'avril 1873, à 11 heures A. M., pour recevoir un état de ses affaires, et nommer un syndic.

OWEN MURPHY,
Syndic provisoire.

Québec, 15 mars 1873. 1071

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Dans l'affaire de Dosithé C. Simon, failli.

Je, soussigné, Edward Evans, de la cité de Montréal, ai été nommé syndic dans cette affaire.

Les créanciers sont priés de produire entre mes mains leurs réclamations sous un mois.

EDWARD EVANS,
Syndic.

Montréal, 15 mars 1873. 1077

Bankrupt Notices.

INSOLVENT ACT OF 1869.

Canada,
Province of Québec, }
District of Québec. } *Superior Court.*

In the matter of Binet & Laroche, Insolvents.

The undersigned have filed in the office of this court a consent by his creditors to his discharge, and, on the first day of May next, they will apply to the said court for a confirmation of the discharge thereby effected.

BINET & LAROCHE,
By JOS. G. BOSSE,
Their Attorney.

Québec, 17th March, 1873. 1084

INSOLVENT ACT OF 1869 AND AMENDMENTS THERETO.

In the matter of Michael O'Heir, of the parish of St. Gabriel de Brandon, trader, an Insolvent.

The insolvent has made an assignment of his estate to me, and the creditors are notified to meet at his place of business, at St. Gabriel de Brandon aforesaid, on Thursday, the third day of April next, at eleven o'clock, in the forenoon, to receive a statement of his affairs, and to appoint an assignee.

J. O. CHALUT,
Interim Assignee.

Berthier, 14th March, 1873. 1070

INSOLVENT ACT OF 1869.

In the matter of Walter Dufour, of the city of Montreal and there doing business under the name and firm of W. Dufour & Co., auctioneer, an Insolvent.

I, the undersigned, L. Jos. Lajoie, of the city of Montreal, have been appointed assignee in this matter.

Creditors are requested to file their claims before me within one month, and are hereby notified to meet at my office, No. 97, St. James street, in the city of Montreal, on Thursday, the seventeenth day of April, 1873, at 3 o'clock P. M., for the examination of the insolvent and for the ordering of the affairs of the estate generally.

L. JOS. LAJOIE,
Assignee.

Montreal, 17th March, 1873. 1062

INSOLVENT ACT OF 1869.

In the matter of Dame Emelie V. Moffatt, of Shipton, an Insolvent.

A first and last dividend sheet has been prepared open to objection until the first day of April next.

F. A. BRIEN,
Assignee.

Danville, 20th March 1873. 1064

INSOLVENT ACT OF 1869 AND AMENDMENTS.

In the matter of Théophile Gosselin, hotel keeper, of Québec, an Insolvent.

The insolvent has made an assignment of his estate to me, and the creditors are notified to meet, at my office, Telegraph Building, St. Peter street, Québec, on Monday, the 7th day of April, 1873, at 11 o'clock A. M., to receive statements of his affairs and to appoint an assignee.

OWEN MURPHY,
Interim Assignee.

Québec, 15th March, 1873. 1072

INSOLVENT ACT OF 1869.

In the matter of Dosithé C. Simon, an Insolvent.

I, the undersigned, Edward Evans, of the city of Montreal, have been appointed assignee in this matter.

Creditors are requested to file their claims before me within one month.

EDWARD EVANS,
Assignee.

Montreal, 15th March, 1873. 1078

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Dans l'affaire de Wentworth F. Wood, orfèvre et bijoutier, faisant affaires comme tels sous les noms et raison de John Wood et fils, failli.

Je, soussigné, James Riddell, syndic officiel, de la cité de Montréal, ai été nommé syndic dans cette affaire. Les créanciers sont priés de produire entre mes mains leurs réclamations, sous un mois, et sont par le présent notifiés de s'assembler à mon bureau, North British Chambers, 11, rue de l'Hôpital, jeudi, le dix-septième jour d'avril prochain, à quatre heures de l'après-midi, pour l'examen du failli et pour le règlement des affaires de la faillite en général.

JAMES RIDDELL,
Syndic.
1075

Montréal, 17 mars 1873.

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Dans l'affaire de Onésime Latreille, de la cité de Trois-Rivières, failli.

Les créanciers du failli sont notifiés de se réunir au siège d'affaires du failli, coin des rues Notre-Dame et du Platon, en la cité de Trois-Rivières, mardi, le 1er jour d'avril prochain, à 3 heures de l'après-midi, pour l'arrangement des affaires de la faillite en général.

L. JOS. LAJOIE,
Syndic.
1073

Montréal, 18 mars 1873.

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Dans l'affaire de Peter Browne, failli.

Je, soussigné, James Riddell, syndic officiel de la cité de Montréal, ai été nommé syndic dans cette affaire. Les créanciers sont priés de produire entre mes mains leurs réclamations, sous un mois.

JAMES RIDDELL,
Syndic.
1079

Montréal, 18 mars 1873.

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Province de Québec, }
District de Richelieu, } *Cour Supérieure.*

In re : Amand Mondor, de Saint-David, failli.

Mercredi, le quatorzième jour de mai prochain, le soussigné s'adressera à cette cour pour obtenir sa décharge sous le dit acte.

AMAND MONDOR,
Par T. & C. C. DE LORIMIER,
Ses procureurs *ad litem*.
1083

Sorel, 17 mars 1873.

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Province de Québec, }
District de Richelieu, } *Cour Supérieure.*

In re : Cléophas Champagne et Amand Mondor, tous deux de St. David, faillis.

Mercredi, le quatorzième jour de mai prochain, les soussignés demanderont à cette cour leur décharge sous le dit acte.

C. CLEOPHAS CHAMPAGNE,
AMAND MONDOR,
Par T. & C. C. DE LORIMIER,
Leurs procureurs *ad litem*.
1087

Sorel, 17 mars 1873.

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Province de Québec, }
District de Richelieu, } *Cour Supérieure.*

In re : Olivier Houde, commerçant de Saint-David, failli.

Mercredi, le quatorzième jour de mai prochain, le soussigné demandera à cette cour sa décharge sous le dit acte.

OLIVIER HOUDE,
Par T. & C. C. DE LORIMIER,
Ses procureurs *ad litem*.
1089

Sorel, 17 mars 1873.

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Province de Québec, }
District de Montréal, } *Dans la Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Dame Catherine Julia Champlin, épouse dument séparée de biens de son mari John G. Lynn, tant individuellement que comme membre

INSOLVENT ACT OF 1869.

In the matter of Wentworth F. Wood, watchmaker and Jeweller, carrying on business as such under the name and firm of John Wood and son, an insolvent.

I, the undersigned, James Riddell, of the city of Montreal, official assignee, have been appointed assignee in this matter. Creditors are requested to file their claims before me within one month, and are hereby notified to meet at my office, North British Chambers, 11, Hospital street, on Thursday, the seventeenth day of April next, at four o'clock in the afternoon, for the purpose of examining the insolvent and for the ordering of the affairs of the estate generally.

JAMES RIDDELL,
Assignee.
1076

Montreal, 17th March, 1873.

INSOLVENT ACT OF 1869.

In the matter of Onésime Latreille, of the city of Three Rivers, an insolvent.

The creditors of the insolvent are notified to meet at the place of business of the insolvent, corner Notre Dame and of Platon streets, in the city of Three-Rivers, on Tuesday, the 1st day of April, at 3 o'clock in the afternoon, for the ordering of the affairs of the estate generally.

L. JOS. LAJOIE,
Assignee.
1074

Montreal, 18th March, 1873.

INSOLVENT ACT OF 1869.

In the matter of Peter Browne, an insolvent.

I, the undersigned, James Riddell, of the city of Montreal, official assignee, have been appointed assignee in this matter. Creditors are requested to file their claims before me, within one month.

JAMES RIDDELL,
Assignee.
1080

Montreal, 18th March, 1873.

INSOLVENT ACT OF 1869.

Province of Québec, }
District of Richelieu, } *Superior Court.*

In re : Amand Mondor, of St. David, an insolvent.

Wednesday, the fourteenth day of May next, the undersigned will apply to this court for his discharge under the said act.

AMAND MONDOR,
By T. & C. C. DE LORIMIER,
His Attorneys *ad litem*.
1084

Sorel, 17th March, 1873.

INSOLVENT ACT OF 1869.

Province of Québec, }
District of Richelieu, } *Superior Court.*

In re : Cléophas Champagne & Amand Mondor, both of St. David, insolvents.

Wednesday, the fourteenth day of May next, the undersigned will apply to this court for their discharge under the said act.

C. CLEOPHAS CHAMPAGNE,
AMAND MONDOR,
By T. & C. C. DE LORIMIER,
Their Attorneys *ad litem*.
1088

Sorel, 17th March, 1873.

INSOLVENT ACT OF 1869.

Province of Québec, }
District of Richelieu, } *Superior Court.*

In re : Olivier Houde, of St. David, trader, an insolvent.

Wednesday, the fourteenth day of May next, the undersigned will apply to this court, for his discharge under the said act.

OLIVIER HOUDE,
By T. & C. C. DE LORIMIER,
His Attorneys *ad litem*.
1090

Sorel, 17th March, 1873.

INSOLVENT ACT OF 1869.

Province of Québec, }
District of Montreal, } *Superior Court.*

In the matter of Dame Catherine Julia Champlin, wife duly separated as to property from her husband John G. Lynn, individually and as a member and

et associée avec Michaël Ronayne et William O. Farmer, commerçant, dans la cité de Montréal, sous le nom de M. Ronayne et Cie., faillis.

La soussignée a déposé au bureau de cette cour un consentement de ses créanciers à sa décharge, et samedi, le vingt-sixième jour d'avril prochain, elle s'adressera à la dite cour pour en obtenir une ratification de la décharge effectuée en sa faveur.

CATHERINE JULIA CHAMPLIN,

Par A. & W. ROBERTSON,

Ses procureurs *ad litem*.

Montréal, 19 mars 1873.

1105

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Province de Québec, }
District de Richelieu } *Cour Supérieure.*

In re: Louise Carrier, de la Baie du Febvre, faillie.

Mercredi, le quatorzième jour de mars prochain, la soussignée demandera à cette cour sa décharge, sous le dit acte.

LOUISE CARRIER,

Par T. & C. C. DE LORIMIER,

Ses procureurs *ad litem*.

Sorel, 17 mars 1873.

1085

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Dans l'affaire de James H. Booth, marchand, du village de Waterloo, dans le comté de Shefford, tant en son nom propre, que comme ayant été en société avec John M. Parker, jr., et George W. Booth, à Waterloo susdit, sous les nom et raison de "Booth, Parker & Co." failli.

Je, soussigné, Thomas Brassard, du village de Waterloo susdit, ai été nommé syndic dans cette affaire. Les créanciers sont requis de me produire leurs réclamations sous un mois; et sont aussi notifiés par le présent de se réunir à mon bureau, au village de Waterloo susdit, mardi, le vingt-deuxième jour du mois d'avril prochain, à deux heures de l'après-midi, pour l'examen du failli et pour l'arrangement des affaires de la faillite en général.

THOS. BRASSARD,

Syndic.

Waterloo, 18 P. Q., mars 18.3.

1107

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Dans l'affaire de Thomas H. Cox, propriétaire de moulin, du township et comté de Brome, failli.

Je, soussigné, Thomas Brassard, du village de Waterloo, dans le comté de Shefford, ai été nommé syndic dans cette affaire. Les créanciers sont requis de me produire leurs réclamations sous un mois.

THOS. BRASSARD,

Syndic.

Waterloo, 10 mars 1873.

1109

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Dans l'affaire de Louis Bland, commerçant, du village de Coaticook, failli.

Avis est par le présent donné que le failli a déposé dans mon bureau, un acte de composition et de décharge, portant avoir été exécuté par le nombre de ses créanciers voulu par la loi, et si aucune opposition au dit acte de composition et de décharge n'est faite sous trois jours juridiques après la dernière publication du présent avis, lesquels trois jours expireront mercredi, le deuxième jour d'avril prochain, 1873, le syndic soussigné agira en vertu du dit acte de composition et de décharge suivant ses termes.

H. C. H. CHAGNON,

Syndic.

Coaticook, 19 mars 1873.

1111

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869 ET SES AMENDEMENTS.

Dans l'affaire de John Lemesurier, de Québec, marchand en gros, failli.

Je, soussigné, Owen Murphy, syndic officiel, de Québec, ai été nommé syndic dans cette affaire. Les créanciers sont priés de produire entre mes mains leurs réclamations, sous un mois.

OWEN MURPHY,

Syndic.

Québec, 19 mars 1873.

1113

copartner with Michael Ronayne and William O. Farmer, trading in the city of Montreal, under the name of M. Ronayne and Co., Insolvents.

The undersigned has filed in the office of this court a consent by her creditors to her discharge, and on Saturday, the twenty-sixth day of April next, she will apply to the said court for a confirmation of the discharge thereby effected.

CATHERINE JULIA CHAMPLIN,

By A. & W. ROBERTSON,

Her Attorneys *ad litem*.

Montreal, 19th March, 1873.

1106

INSOLVENT ACT OF 1869.

Province of Québec, }
District of Richelieu } *Superior Court.*

In re: Louise Carrier, of La Baie du Febvre, an Insolvent.

Wednesday, the fourteenth day of May next, the undersigned will apply to this court for her discharge under the said act.

LOUISE CARRIER,

By T. & C. C. DE LORIMIER,

Her Attorneys *ad litem*.

Sorel, 17th March, 1873.

1086

INSOLVENT ACT OF 1869.

In the matter of James H. Booth, trader, of the village of Waterloo, in the county of Shefford, as well in his own name, as having been in partnership with John M. Parker, jr., and George W. Booth, at said Waterloo, under the name and style of "Booth, Parke & Co" an insolvent.

I, the undersigned, Thomas Brassard, of the village of Waterloo aforesaid, have been appointed assignee in this matter. The creditors are requested to file their claims before me within one month; and are hereby notified to meet at my office in the said village of Waterloo, on Tuesday, the twenty-second day of April next, at two o'clock P. M., for the public examination of the insolvent, and for the ordering of the affairs of the estate generally.

THOS. BRASSARD,

Assignee.

Waterloo, P. Q., 18th March, 1873.

1108

INSOLVENT ACT OF 1869.

In the matter of Thomas H Cox, mill owner, of the township of Brome, in the county of Brome, an Insolvent.

I, the undersigned, Thomas Brassard, of the village of Waterloo, in the county of Shefford, have been appointed assignee in this matter. The creditors are requested to file their claims before me within one month from date.

THOS. BRASSARD,

Assignee.

Waterloo, 10th March, 1873.

1110

INSOLVENT ACT OF 1869.

In the matter of Louis Bland, trader, of the village of Coaticook, an Insolvent.

Notice is hereby given that the insolvent has filed in my office a deed of composition and discharge, purporting to be executed by the proportion of his creditors as required by law, and that if no opposition is made to said deed of composition and discharge within three juridical days after the publication of this notice, said three days expiring on Wednesday, the 2nd day of April next (1873), the undersigned assignee will act upon the said deed of composition and discharge, according to the terms thereof.

H. C. H. CHAGNON,

Assignee.

Coaticook, 19th March, 1873.

1112

INSOLVENT ACT OF 1869 AND ITS AMENDMENTS.

In the matter of John Lemesurier, of Québec, wholesale grocer, an Insolvent.

I, the undersigned, Owen Murphy, official assignee, of Québec, have been appointed assignee in this matter. Creditors are requested to file their claims before me, within one month.

OWEN MURPHY,

Assignee.

Québec, 19th March, 1873.

1114

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Dans l'affaire de John Willis Gage, failli.
Je, Charles J. S. Bacon, de Sherbrooke, syndic officiel, ai été nommé syndic dans cette affaire.
Les créanciers sont priés de produire entre mes mains leurs réclamations, sous un mois.

CHS. J. S. BACON,
Syndic.
1115

Sherbrooke, 18 mars 1873.

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Dans l'affaire de William G. Pullan et William L. Maltby, faisant affaires à Montréal sous les nom et raison de Pullan et Maltby, faillis.

Les faillis m'ont fait une cession de leurs biens et effets, et les créanciers sont notifiés de se réunir à leur place d'affaires, No. 47, rue des Seigneurs, en la cité de Montréal, lundi, le septième jour d'avril, A. D. 1873, à onze heures de l'avant-midi, pour recevoir un état de ses affaires et nommer un syndic.

JAMES RIDDELL,
Syndic provisoire.
1117

Montréal, 19 mars 1873.

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Province de Québec, }
District de Montréal. }

Dans l'affaire de Lusk, Lough & Castle, faillis.
Avis est par le présent donné qu'une assemblée des créanciers des dits faillis aura lieu au bureau du syndic soussigné de la faillite des dits faillis, dans North British Chambers, rue de l'Hôpital, en la cité de Montréal, lundi, le dix-septième jour de mars dix-huit cent-soixante-et-treize, à onze heures de l'avant-midi, pour considérer et déterminer quant à la vente, en un seul lot, des biens et effets, propriété immobilière et personnelle du dit failli.

JAMES RIDDELL,
Syndic.
1119

Montréal, 24 février 1873.

P. S. L'assemblée mentionnée ci-dessus a été ajournée à lundi, le trente-unième jour de mars courant, au même lieu et à la même heure.

JAMES RIDDELL,
Syndic.
1120

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869
ET SES AMENDEMENTS.

Dans l'affaire de Gerald C. Egan et Luke J. Egan, tous deux de la cité de Montréal, commerçants en chaussures, et associés, faisant commerce comme tels dans la dite cité de Montréal, sous le nom de Egan Brothers & Company, individuellement et comme associés, faillis.

Je, soussigné, Thomas S. Brown, de la cité de Montréal, ai été nommé syndic dans cette affaire. Les créanciers sont priés de produire entre mes mains leurs réclamations sous un mois, et sont par le présent notifiés de se réunir à mon bureau, No. 1, Union Buildings, rue Saint-François-Xavier, dans la cité de Montréal, jeudi, le vingt-quatrième jour d'avril 1873, à trois heures de l'après-midi, pour l'examen public des faillis et pour le règlement des affaires de la faillite en général.

T. S. BROWN,
Syndic.
1121

Montréal, 19 mars 1873.

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Dans l'affaire de Gerald C. Egan et Luke J. Egan, tous deux de la cité de Montréal, commerçants en chaussures, et associés, faisant commerce, comme tels dans la dite cité de Montréal, sous le nom d'Egan Brothers and Company, individuellement et comme associés, faillis.

Avis est par le présent donné que les faillis susdits ont déposé à mon bureau un acte de composition et décharge portant avoir été exécuté par une majorité en nombre de leurs créanciers, représentant les trois-quarts en valeur de leurs dettes, sujet à être vérifié ou évaluant telle proportion; et si aucune opposition au dit acte de composition et décharge n'est faite sous

INSOLVENT ACT OF 1869.

In the matter of John Willis Gage, an Insolvent. I, Charles J. S. Bacon, of Sherbrooke, official assignee, have been appointed assignee in this matter. Creditors are requested to file their claims before me within one month.

CHS. J. S. BACON,
Assignee.
1116

Sherbrooke, 18th March, 1873.

INSOLVENT ACT OF 1869.

In the matter of William G. Pullan and William L. Maltby, carrying on business at the city of Montreal, under the name and firm of Pullan & Maltby, Insolvents.

The insolvents have made an assignment of their estate and effects to me, and creditors are notified to meet at their place of business, No. 47, Seigneurs street, in the city of Montreal, on Monday, the seventh day of April, A. D. 1873, at the hour of eleven o'clock in the forenoon, to receive statements of their affairs and to appoint an assignee.

JAMES RIDDELL,
Interim Assignee.
1118

Montreal, 19th March, 1873.

INSOLVENT ACT OF 1869.

Province of Québec, }
District of Montréal. }

In the matter of Lusk, Lough & Castle, Insolvents.

Notice is hereby given that a meeting of the creditors of the said insolvents will be held at the office of the undersigned assignee to the estate of the said insolvents, situate and being in the North British Chambers, in Hospital street, in the city of Montreal, on Monday, the seventeenth day of March, eighteen hundred and seventy-three, at the hour of eleven of the clock in the forenoon, to consider and determine as to the sale of the entire estate and effects of the said insolvents, real and personal, in one lot.

JAMES RIDDELL,
Assignee.
1120

Montreal, 24th February, 1873.

P. S.—The above meeting was adjourned to Monday, the thirty-first day of March instant, at the same place and hour.

JAMES RIDDELL,
Assignee.
1120

INSOLVENT ACT OF 1869 AND AMENDMENTS
THEREIN.

In the matter of Gerald C. Egan and Luke J. Egan, both of the city of Montreal, dealers in boots and shoes, and copartners, carrying on trade and business together as such, at the said city of Montreal, under the name, style and firm of Egan Brothers & Company, individually and as such copartners, Insolvents.

I, the undersigned, Thomas S. Brown, of the city of Montreal, have been appointed assignee in this matter. Creditors are requested to file their claims before me within one month, and are hereby notified to meet at my office, No. 1, Union Buildings, St. François-Xavier street, in the city of Montreal, on Thursday, the twenty-fourth day of April, 1873, at three o'clock in the afternoon, for the public examination of the insolvents and the ordering of the affairs of the estate generally.

T. S. BROWN,
Assignee.
1122

Montreal, 19th March, 1873.

INSOLVENT ACT OF 1869.

In the matter of Gerald C. Egan and Luke J. Egan, both of the city of Montreal, dealers in boots and shoes and copartners, carrying on trade and business together as such, at the said city of Montreal, under the name, style and firm of Egan Brothers and Company, individually and as such copartners, Insolvents.

Notice is hereby given, that the aboved named insolvents have deposited in my office a deed of composition and discharge, purporting to be signed by a majority in number of the Creditors of the said insolvents, representing three-fourths in value of their liabilities, subject to be computed in ascertaining such proportion; and if no opposition to said deed of

trois jours juridiques depuis le septième jour d'avril prochain, jour de la dernière publication du présent avis, je, le syndic, agirai en vertu du dit acte suivant ses termes.

T. S. BROWN,
Syndic.
1123

Montréal, 19 mars 1873.

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.
Dans l'affaire de Thomas Bell, de Morrisburgh, failli.

Je, soussigné, H. B. Picken, jr., de Montréal, ai été nommé syndic dans cette affaire. Les créanciers sont priés de produire entre mes mains leurs réclamations, sous un mois.

H. B. PICKEN, Jr.,
Syndic.
1125

Montréal, 15 mars 1873.

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869 ET SES AMENDEMENTS.

Dans l'affaire de Guillaume Laurencelle, de la cité de Montréal, marchand de chaussures et entrepreneur, tant en son propre nom que comme ayant fait des affaires en société avec Moïse Vary, du même lieu, sous les noms et raisons de Laurencelle et Vary, failli.

Le failli m'a fait une cession de ses biens, et les créanciers sont notifiés de se réunir au palais de justice, dans la chambre réservée pour les affaires de faillite, mercredi, le deuxième jour d'avril prochain, à onze heures A. M., pour recevoir un état de ses affaires et nommer un syndic.

A. B. STEWART,
Syndic provisoire.
1131

Montréal, 13 mars 1873.

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869 ET SES AMENDEMENTS.

Dans l'affaire de Charles Robitaille, commerçant et cordonnier, de la cité de Trois-Rivières, failli.

Le failli m'a fait une cession de ses biens, et les créanciers sont notifiés de se réunir à mon bureau, en cette cité, rue Craig, mercredi, le deuxième jour d'avril prochain, à midi, pour recevoir un état de ses affaires et nommer un syndic.

I. L. CLAIR,
Syndic provisoire.
1133

Trois-Rivières, 19 mars 1873.

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869 ET SES AMENDEMENTS.

Dans l'affaire de Napoléon Milette, commerçant, architecte et entrepreneur, de la cité des Trois-Rivières, failli.

Le failli m'a fait une cession de ses biens et les créanciers sont notifiés de se réunir à mon bureau, en cette cité, rue Craig, mardi, le 15ème jour d'avril prochain, à dix heures de l'avant-midi, pour recevoir un état de ses affaires et nommer un syndic.

I. L. CLAIR,
Syndic provisoire.
1135

Trois-Rivières, 19 mars 1873.

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869 ET SES AMENDEMENTS.

Dans l'affaire de Octave Caron, commerçant et ferblantier, de la cité de Trois-Rivières, failli.

Le failli m'a fait une cession de ses biens et les créanciers sont notifiés de se réunir à mon bureau, en cette cité, rue Craig, mardi, le 1er jour d'avril prochain, à 10 heures A. M., pour recevoir un état de ses affaires et nommer un syndic.

I. L. CLAIR,
Syndic provisoire.
1137

Trois-Rivières, 17 mars 1873.

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869 ET SES AMENDEMENTS.

Dans l'affaire de André Gingras, de Québec, entrepreneur et constructeur, failli.

Le failli m'a fait une cession de ses biens, et les créanciers sont notifiés de se réunir à mon bureau, à

composition and discharge be made to me in writing by a creditor or creditors within three juridical days next, after the last publication of this notice, which will be on the seventh day of April next, I, the official assignee, shall act upon said deed of composition and discharge according to its terms.

T. S. BROWN,
Official Assignee.
1124

Montreal, 19th March, 1873.

INSOLVENT ACT OF 1869.
In the matter of Thomas Bell, of Morrisburgh, an insolvent.

I, the undersigned, H. B. Picken, Jr., of Montreal, have been appointed assignee in this matter. Creditors are requested to file their claims before me within one month.

H. B. PICKEN, Jr.,
Assignee.
1126

Montreal, 15th March, 1873.

INSOLVENT ACT OF 1869 AND ITS AMENDMENTS.

In the matter of Guillaume Laurencelle, of the city of Montreal, shoe merchant and contractor, as well in his own name as having carried on business in partnership with Moïse Vary, of the same place, under the name and firm of 'Laurencelle & Vary,' an insolvent.

The insolvent has made an assignment of his estate to me, and the creditors are notified to meet at the court house, in the room reserved for proceedings in insolvency, on Wednesday, the second day of April next, at eleven o'clock A. M., to receive statements of his affairs and to appoint an Assignee.

A. B. STEWART,
Interim Assignee.
1132

Montreal, 13th March, 1873.

INSOLVENT ACT OF 1869 AND AMENDMENTS.

In the matter of Charles Robitaille, of the city of Three Rivers, trader and Shoemaker, an Insolvent.

The Insolvent has made an assignment of his estate to me, and the creditors are notified to meet in my office, in this city, Craig street, on Wednesday, the second day of April next, at noon, to receive statements of his affairs and to appoint an assignee.

I. L. CLAIR,
Interim Assignee.
1134

Three Rivers, 19th March, 1873.

INSOLVENT ACT OF 1869 AND AMENDMENTS.

In the matter of Napoléon Milette, of the city of Three Rivers, trader, architect and contractor, an Insolvent.

The Insolvent has made an assignment of his estate to me, and the creditors are notified to meet in my office, in this city, Craig street, on Tuesday, the fifteenth day of April next, at ten o'clock in the forenoon, to receive statements of his affairs and to appoint an assignee.

I. L. CLAIR,
Interim Assignee.
1136

Three-Rivers, 19th March, 1873.

INSOLVENT ACT OF 1869 AND AMENDMENTS THERETO.

In the matter of Octave Caron, of the city of Three-Rivers, trader and tinsmith, an Insolvent.

The insolvent has made an assignment of his estate to me, and the creditors are notified to meet in my office, in this city, Craig street, on Tuesday, the first day of April next, at ten o'clock in the forenoon, to receive statements of his affairs and to appoint an assignee.

I. L. CLAIR,
Interim Assignee.
1138

Three-Rivers, 17th March, 1873.

INSOLVENT ACT OF 1869 AND AMENDMENTS.

In the matter of André Gingras, of Quebec, contractor and builder, an Insolvent

The insolvent has made an assignment of his estate to me, and the creditors are notified to meet at my

titre du télégraphe, rue Saint-Pierre, Québec, mardi, le 8^{me} jour d'avril 1873, à 11 heures A. M., pour recevoir un état des affaires, et nommer un syndic.

OWEN MURPHY,
Syndic provisoire.
1143

Québec, 20 mars 1873.

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869 ET SES AMENDEMENTS.

Dans l'affaire de Fortin & Daly, commerçants, de Québec et Saint-Henri, et Charles Fortin, tant individuellement que comme ayant été membre de la raison sociale de Richard & Co., constructeurs de bâtiments, faillis.

Je, soussigné, Owen Murphy, de Québec, ai été nommé syndic dans cette affaire. Les créanciers sont priés de produire entre mes mains leurs réclamations, sous un mois.

OWEN MURPHY,
Syndic.
965 2

Québec, 10 mars 1873.

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Dans l'affaire de E. Charest & Co., faillis.
Je, soussigné, ai été nommé syndic dans cette affaire. Les créanciers sont requis de produire leurs réclamations sous un mois, à mon bureau, No. 5, rue Saint-Sacrement, et de s'y réunir le 11 avril prochain, à 10 heures A. M., pour l'examen des faillis, et pour l'arrangement des affaires de la faillite en général. Les faillis sont requis d'y assister.

G. H. DUMESNIL,
Syndic officiel.
1009 2

Montréal, 10 mars 1873.

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.
Dans l'affaire de James McClure, commerçant, à Montréal, sous le nom de James McClure & Co., failli.

Je, soussigné, James Court, syndic officiel, de la cité de Montréal, ai été nommé syndic dans cette affaire. Les créanciers sont priés de produire entre mes mains leurs réclamations, sous un mois.

JAMES COURT,
Syndic.
1011 2

Montréal, 12 mars 1873.

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869 ET SES AMENDEMENTS.

Dans l'affaire de Alexander Fraser Cockburn et Richard Huston Napier, tout deux de la cité de Montréal, associés faisant des affaires sous le nom de Cockburn et Napier, faillis.

Les créanciers des faillis sus-nommés sont par le présent notifiés de se réunir à mon bureau, No. 1, Union Buildings, 43, rue Saint-François Xavier, dans la cité de Montréal, lundi, le trente-unième jour de mars courant, à trois heures de l'après-midi, pour considérer, décider et ordonner concernant la vente de tous les fonds et effets des dits faillis dans un lot.

T. S. BROWN,
Syndic.
1013 2

Montréal, 12 mars 1873.

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869 ET SES AMENDEMENTS.

Dans l'affaire de François Viau, des district et paroisse de Montréal, failli.

Je, soussigné, John Whyte, de la cité de Montréal, syndic officiel, ai été nommé syndic dans cette affaire. Les créanciers sont priés de produire entre mes mains leurs réclamations sous un mois, et sont par le présent notifiés de se réunir à mon bureau, à Merchants' Exchange Building, rue Saint-Sacrement, dans la cité de Montréal, vendredi, le 4^e jour d'avril prochain, à 4 heures P. M., pour l'examen du failli et pour le règlement des affaires de la faillite en général.

JOHN WHYTE,
Syndic.
1015 2

Montréal, 11 mars 1873.

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869 ET SES AMENDEMENTS.

Dans l'affaire de Dame Malvina Adolphine Stein, épouse séparée de biens de Sieur Horace Edouard

office, Telegraph Building, St. Peter street, Québec, on Tuesday, 8th day of April, 1873, at 11 o'clock in the forenoon, to receive statements of his affairs, and to appoint an assignee.

OWEN MURPHY,
Interim Assignee.
1144

Quebec, 20th March, 1873.

INSOLVENT ACT OF 1869 AND ITS AMENDMENTS.

In the matter of Fortin & Daly, of Québec and St. Henri, dealers, and Charles Fortin, individually and as having been a partner in the firm of Richard & Co., shipbuilders, Insolvents.

I, the undersigned, Owen Murphy, of Québec, have been appointed assignee in this matter. Creditors are requested to file their claims before me, within one month.

OWEN MURPHY,
Assignee.
966 2

Quebec, 10th March, 1873.

INSOLVENT ACT OF 1869.

In the matter of E. Charest & Co., Insolvents.
I, the undersigned, have been appointed assignee in this matter. Creditors are requested to file their claims within one month, at my office, No. 5, St. Sacrement street, and to meet at my office, on the 11th day of April next, at 10 o'clock A. M., for the examination of the insolvent, and for the ordering of the affairs of the estate generally. The insolvents are requested to be present at said meeting.

G. H. DUMESNIL,
Official Assignee.
1010 2

Montreal, 10th march, 1873.

INSOLVENT ACT OF 1869.

In the matter of James McClure, trading at Montreal, under the firm of James McClure & Co., an Insolvent.

I, the undersigned, James Court, of the city of Montreal, have been appointed assignee in this matter. Creditors are requested to file their claims before me within one month.

JAMES COURT,
Assignee.
1012 2

Montreal, 12th March 1873.

INSOLVENT ACT OF 1869 AND AMENDMENTS THERETO.

In the matter of Alexander Fraser Cockburn and Richard Huston Napier, both of the city of Montreal, copartners carrying on trade under the firm of Cockburn and Napier, Insolvents.

The creditors of the above-named insolvents are notified to meet at my office, No. 1, Union Buildings, 43, St. François Xavier street, in the city of Montreal, on Monday, the thirty-first day of March 1873, at three of the clock in the afternoon, to consider, decide and order concerning a sale of the entire estate and effects of the said insolvents in one lot.

T. S. BROWN,
Assignee.
1014 2

Montreal, 12th March, 1873.

INSOLVENT ACT OF 1869, AND AMENDMENTS THERETO.

In the matter of François Viau, of the district and parish of Montreal, an Insolvent.

I, the undersigned, John Whyte, of the city of Montreal, official assignee, have been appointed assignee in this matter. Creditors are requested to file their claims before me, within one month, and are hereby notified to meet at my office, in Merchants' Exchange Building, St. Sacrement street, in the city of Montreal, on Friday, the 4th day of April next, at 4 o'clock P. M., for the examination of the Insolvent, and for the ordering of the affairs of the estate generally.

JOHN WHYTE,
Assignee.
1016 2

Montreal, 4th March, 1873.

INSOLVENT ACT OF 1869 AND ITS AMENDMENTS

In the matter of Dame Malvina Adolphine Stein, wife duly separated as to property of Horace Edouard

Delphos, faisant affaire sous les nom et raison de A. S. Delphos, marchande publique, de la cité de Trois-Rivières, faillie.

Je, soussigné, I. L. Clair, ai été nommé syndic dans cette affaire. Les créanciers sont priés de produire entre mes mains leurs réclamations, sous un mois, et sont par les présentes notifiés de se réunir à mon bureau, en cette cité, rue Craig, mercredi, le seizième jour d'Avril prochain, à dix heures A. M., pour l'examen public de la faillie et pour règlement de la faillite en général. La faillie est notifiée par le présent d'y assister.

I. L. CLAIR,
Syndic.

Trois-Rivières, 10 mars 1873.

999 2

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869

Dans l'affaire de A. Bergevin, failli.

Un dernier bordereau des dividendes a été préparé et ouvert aux oppositions, jusqu'au 31e jour de mars 1873, après lequel jour les dividendes seront payés.

WM. WALKER,
Syndic officiel.

Québec, 13 mars 1873.

1017 2

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Dans l'affaire de Napoléon Choquette, de la cité de Montréal, négociant, failli.

Avis est par le présent donné que le failli susdit a déposé à mon bureau un acte de composition et décharge, exécuté par ses créanciers, tel que requis par la loi, et à moins qu'opposition ne soit faite au dit acte de composition et décharge dans les trois jours juridiques après la dernière insertion de cet avis, les trois jours expirant jeudi, le vingt-septième jour de mars 1873, j'agirai d'après les clauses et conditions du dit acte.

LS. JOS. LAJOIE,
Syndic.

Montréal, 7 mars 1873.

961 2

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Murray et O'Neill, faillis.

Le soussigné, un des faillis, a déposé au bureau de cette cour un acte de composition et décharge exécuté par ses créanciers, et le dix-sept avril prochain, il s'adressera à la dite cour pour en obtenir une ratification de la décharge effectuée en sa faveur, en vertu du dit acte.

DAVID THOMAS O'NEILL,
Par DUHAMEL, RAINVILLE & RINFRET,
Ses procureurs *ad litem*

Montréal, 10 mars 1873.

967 2

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869

Dans l'affaire de Wm. Bertram & Cie., de Montréal, faillis.

Une première feuille de dividende a été préparée, sujette à objection, jusqu'au vingt-neuvième jour de mars 1873, après lequel jour le dividende sera payé.

JAMES TYRE,
Syndic officiel.

Montréal, 10 mars 1873.

969 2

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

En l'affaire de Jérôme Dangeville Tellier, commerçant, de la ville de Sorel, failli.

Le failli m'a fait cession de ses biens et effets, et les créanciers sont notifiés de se réunir au lieu d'affaires du dit failli, situé rue Augusta, en la dite ville de Sorel, lundi, le vingt-quatre mars courant, à dix heures de l'avant-midi, afin de recevoir un état de ses affaires et de nommer un syndic.

G. I. BARTHE,
Syndic provisoire.

Sorel, le 8 mars 1873.

971 2

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Canada }
Province de Québec, } *Dans la Cour Supérieure.*
District de Montréal. }

Dans l'affaire de François Duplantis, meublier, du village Saint-Jean-Baptiste, paroisse et district de

Delphos, carrying on business under the name of A. S. Delphos, of Three Rivers, public trader, an Insolvent.

I, the undersigned, I. L. Clair, have been appointed assignee in this matter. Creditors are requested to file their claims before me, within one month, and are hereby notified to meet at my office, Craig street, in this city, Wednesday, the sixteenth day of April next, at ten o'clock in the forenoon, for the public examination of the insolvent, and for the ordering of the affairs of the estate generally. The insolvent is hereby notified to attend.

I. L. CLAIR,
Assignee.

Three Rivers, 10th March, 1873.

1007 2

INSOLVENT ACT OF 1869.

In the matter of A. Bergevin, an Insolvent.

A final dividend sheet has been prepared, open to objection until the 31st day of March, 1873, after which dividend will be paid.

WM. WALKER,
Official Assignee.

Quebec, 13th March, 1873.

1018 2

INSOLVENT ACT OF 1869.

In the matter of Napoléon Choquette, of the city of Montreal, trader, an Insolvent.

Notice is hereby given that the insolvent filed in my office a deed of composition and discharge, executed by the proportion of his creditors, as required by law, and that if no opposition is made to said deed of composition and discharge within three juridical days after the last publication of this notice, said three days expiring on Thursday, the twenty-seventh day of March, 1873, the undersigned assignee will act upon the said deed of composition and discharge, according to the terms thereof.

LS. JOS. LAJOIE,
Official Assignee.

Montreal, 7th March, 1873.

962 2

INSOLVENT ACT OF 1869.

Province of Québec, }
District of Montréal. } *In the Superior Court.*

In the matter of Murray and O'Neill, Insolvents.

The undersigned, David Thomas O'Neill, one of the insolvents, has filed in the office of this court a deed of composition and discharge executed by his creditors, and on the seventeenth day of April next, he will apply to the said court for a confirmation of the discharge thereby effected.

DAVID THOMAS O'NEILL,
By DUHAMEL, RAINVILLE & RINFRET,
His Attorneys *ad litem*.

Montreal, 10th March, 1873.

968 2

INSOLVENT ACT OF 1869.

In the matter of Wm Bertram & Co., of Montreal, Insolvents.

A first dividend sheet has been prepared, subject to objection until the twenty-ninth day of March 1873, after which date dividend will be paid.

JAMES TYRE,
Assignee.

Montreal, 10th March, 1873.

970 2

INSOLVENT ACT OF 1869.

In the matter of Jérôme Dangeville Tellier, trader, of the town of Sorel, an insolvent.

The insolvent has made an assignment of his estate to me, and the creditors are notified to meet at said insolvent's place of business, situate Augusta street, in the said town of Sorel, on Monday, the twenty-fourth day of March instant, at ten o'clock, in the forenoon, to receive a statement of his affairs and to appoint an assignee.

G. I. BARTHE,
Interim Assignee.

Sorel, 8th March, 1873.

972 2

INSOLVENT ACT OF 1869.

Canada, }
Province of Québec, } *In the Superior Court.*
District of Montréal. }

In the matter of François Duplantis, upholsterer, of St. John Baptist Village, in the parish and district of

Montréal, tant en son propre nom que comme ayant fait affaires en société avec James McClay, sous les nom et raison de "Duplantis et McClay," et aussi comme ayant fait affaires en société avec Joseph Rousseau, comme meubliers, sous les nom et raison de "Duplantis et Rousseau," faillis.

Le soussigné a déposé au greffe de cette cour, un acte de composition et de décharge par ses créanciers, et le dix-septième jour d'avril prochain, il s'adressera à la dite cour pour obtenir une ratification de la décharge par là effectuée.

FRANÇOIS DUPLANTIS,
Par LUCIEN HUOT,
Son procureur *ad litem*.

Montréal, 10 mars 1873. 973 2

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Canada, }
Province de Québec, } *Dans la Cour Supérieure.*
District de Montréal. }

Dans l'affaire de Peter W. Wood, failli.

Le soussigné a déposé au bureau de cette cour un consentement de ses créanciers à sa décharge, et jeudi, le dix-septième jour d'avril prochain, il s'adressera à la dite cour pour en obtenir une ratification de la décharge effectuée en sa faveur.

PETER W. WOOD.
Par LEMUEL CUSHING,
Son procureur *ad litem*.

Montréal, 10 mars 1873. 979 2

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Dans l'affaire d'Eusèbe Lachambre, de Cowansville, P. Q., marchand, failli.

Le failli m'a fait une cession de ses biens, et les créanciers sont notifiés de se réunir à son magasin, à Cowansville, P. Q., vendredi, le 28e jour de mars courant, à 10 heures A. M., pour recevoir un état de ses affaires et pour nommer un syndic.

WM. MEAD PATTISON,
Syndic par Interim.

Frelighsburg, P. Q., 8 mars 1873. 987 2

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Dans l'affaire de Nelson Sweet, autrefois tanneur et maintenant cultivateur du canton de Brome, dans le district de Bedford, tant individuellement que comme ayant été autrefois en société avec Carpenter Sweet, absent aux Etats-Unis, comme tanneur, etc., sous les nom et raison de C. & N. Sweet, failli.

Le failli m'a fait une cession de ses biens, et les créanciers sont notifiés de se réunir à mon bureau, à Frelighsburg, P. Q., jeudi, le 27e jour de mars courant, à 2 heures P. M., pour recevoir un état de ses affaires et pour nommer un syndic.

WM. MEAD PATTISON,
Syndic par *interim*.

Frelighsburg, P. Q., 8 mars 1873. 989 2

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Dans l'affaire de Jackson, Gagnon & Cie., faillis. Un dernier bordereau des dividendes a été préparé, et ouvert aux oppositions jusqu'au 31e jour de mars 1873, après lequel jour les dividendes seront payés.

WM. WALKER,
Syndic officiel.

Québec, 12 mars 1873. 1001 2

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Canada, }
Province de Québec, } *Dans la Cour Supérieure.*
District de Bedford. }

Dans l'affaire de John Rosby, ci-devant de Frost Village, mais maintenant de Bedford, dans le dit district, failli.

Mercredi, le vingt-troisième jour d'avril prochain, le soussigné demandera à la dite cour sa décharge en vertu du d.t. acte.

JOHN ROSBY,
Par THOMAS R. ROBERTS,
Son procureur *ad litem*.

Sweetsburg, 12 mars 1873. 1003 2

of Montreal, as well in his own and proper name, as having done business in copartnership with James McClay, under the name and firm of "Duplantis & McClay," and also as having done business in copartnership with Joseph Rousseau, as upholsterers, under the name and firm of "Duplantis & Rousseau," an Insolvent.

The undersigned has filed in the office of this court a deed of composition and discharge duly executed by his creditors, and on the seventeenth day of April next, he will apply to the said court for a confirmation of the discharge thereby granted.

FRANÇOIS DUPLANTIS,
By LUCIEN HUOT,
His Attorney *ad litem*.

Montreal, 10th March, 1873. 974 2

INSOLVENT ACT OF 1869.

Canada, }
Province of Québec, } *In the Superior Court.*
District of Montreal. }

In the matter of Peter W. Wood, an Insolvent.

The undersigned has filed in the office of this court a consent by his creditors to his discharge, and on thursday, the seventeenth day of April next, he will apply to the said court for a confirmation of the discharge thereby effected.

PETER W. WOOD.
Per LEMUEL CUSHING,
His Attorney *ad litem*.

Montreal, 10th March, 1873. 980 2

INSOLVENT ACT OF 1869.

In the matter of Eusèbe Lachambre, of Cowansville, P. Q., trader, an Insolvent.

The insolvent has made an assignment of his estate to me, and the creditors are notified to meet at his store, in Cowansville, P. Q., on Friday, the 28th day of March instant, at 10 o'clock A. M., to receive statements of his affairs, and to appoint an assignee.

WM. MEAD PATTISON,
Interim Assignee.
Frelighsburg, P. Q., 8th March, 1873. 988 2

INSOLVENT ACT OF 1869.

In the matter of Nelson Sweet, formerly tanner and currier and now yeoman, of the township of Brome, district of Bedford, as well individually as having been formerly in partnership with Carpenter Sweet, absent in the United States, as tanners, &c., under the name and style of C. & N. Sweet, an Insolvent.

The insolvent has made an assignment of his estate to me, and the creditors are notified to meet at my office, in Frelighsburg, P. Q., on Thursday, the 27th day of March instant, at two o'clock P. M., to receive statements of his affairs, and to appoint an assignee.

WM. MEAD PATTISON,
Interim Assignee.
Frelighsburg, P. Q., 8th March, 1873. 990 2

INSOLVENT ACT OF 1869.

In the matter of Jackson, Gagnon & Co., Insolvents. A final dividend sheet has been prepared, open to objection until the 31st day of March, 1873, after which dividend will be paid.

WM. WALKER,
Official Assignee.
Québec, 12th March, 1873. 1002 2

INSOLVENT ACT OF 1869.

Canada, }
Province of Québec, } *In the Superior Court.*
District of Bedford. }

In the matter of John Rosby, heretofore of Frost Village, but now of Bedford, in said district, an Insolvent.

On wednesday, the twenty-third day of April next, the undersigned will apply to the said court for a discharge under the said act.

JOHN ROSBY,
By THOMAS R. ROBERTS,
His Attorney *ad litem*.

Sweetsburg, 12th March, 1873. 1004 2

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Dans l'affaire de E. Charest et Cie., faillis.
Les créanciers des faillis sus-nommés sont par les présentes notifiés, qu'ils ont déposés dans mon bureau un acte de composition et décharge portant avoir été exécuté par une majorité en nombre de leurs créanciers, représentant les trois-quarts en valeur de leurs dettes, sujet à être vérifié en évaluant telle proportion; et si aucune opposition au dit acte de composition et de décharge n'est faite sous trois jours juridiques après la dernière publication du présent avis, lequel jour sera jeudi, le 27e jour de mars courant, le syndic soussigné agira en vertu du dit acte de composition et de décharge suivant ses termes.

G. H. DUMESNIL,
Syndic officiel.
1005 2

Montréal, 13 mars 1873.

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Dans l'affaire de Pierre Claude, failli.
Un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé, et restera ouvert aux oppositions jusqu'au 25 courant, après lequel jour les dividendes seront payés.

G. H. DUMESNIL,
Syndic officiel.
1007 2

Montréal, 11 mars 1873.

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Canada, }
Province de Québec, } Dans la Cour Supérieure.
District de Montréal. }

Dans l'affaire de Lusk, Lough & Castle, faillis.
Les soussignés, deux des membres de la raison sociale de Lusk, Lough & Castle, les faillis sus-nommés, ont déposé dans le bureau de cette cour un consentement de leurs créanciers à leur décharge, et jeudi, le dix-septième jour d'avril prochain, ils s'adresseront à la dite cour tant individuellement que comme membres de la dite société, pour en obtenir une ratification de la décharge ainsi effectuée.

ROBERT JAMES LUSK,
Par MONK & BUTLER,
Ses procureurs ad litem.
WILLIAM LOUGH, Fils,
Par MONK & BUTLER,
Ses procureurs ad litem.

Montréal, 6 mars 1873.

925 3

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Canada, }
Province de Québec, } Dans la Cour Supérieure.
District de Québec. }

In re:—Joachim Bédard, fils, failli.
Le premier avril prochain, le soussigné demandera à la dite cour sa décharge en vertu du dit acte.

JOACHIM BEDARD, fils,
Par AMYOT & TASCHEREAU,
Ses procureurs ad litem.

Québec, 28 février 1873.

873 4

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Canada, }
Province de Québec, } Dans la Cour Supérieure.
District de Québec. }

Dans l'affaire de George Thompson, de la cité de Québec, marchand-épicer, failli.
Samedi, le cinquième jour d'avril prochain, le soussigné demandera à la dite cour sa décharge en vertu du dit acte.

GEORGE THOMPSON,
Failli.
Par ANDREWS, CARON & ANDREWS,
Ses procureurs ad litem.

Québec, 25 février, 1873.

825 4

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869, ET SES AMENDEMENTS

Dans l'affaire de Reuter, Lyonais & Cie., commerçants, de la cité de Montréal, faillis.
Les créanciers des faillis sus-nommés sont notifiés de se réunir au bureau du soussigné, Merchant's Exchange Building, dans la cité de Montréal, mardi, le premier jour d'avril prochain, à trois heures de l'après-midi, pour recevoir le rapport du syndic au su-

INSOLVENT ACT OF 1869.

In the matter of E. Charest & Co., Insolvents.
The creditors of the above-named insolvents are hereby notified that they have deposited, in my office, a deed of composition and discharge, purporting to be executed by a majority in number of their creditors, representing three-fourths in value of their liabilities, subject to be computed in ascertaining such proportion; and should no opposition be made to said deed of composition and discharge, within three juridical days next after the last publication of this notice, which will be on Thursday, the 27th day of March instant, the undersigned assignee will act upon said deed of composition and discharge according to its terms.

G. H. DUMESNIL,
Assignee.
1006 2

Montreal, 13th March, 1873.

INSOLVENT ACT OF 1869.

In the matter of Pierre Claude, an Insolvent.
A first and last dividend sheet has been prepared, open to objection until the 25th instant, after which dividend will be paid.

G. H. DUMESNIL,
Official Assignee.
1008 2

Montreal, 11th March; 1873.

INSOLVENT ACT OF 1869.

Canada, }
Province of Quebec, } In the Superior Court.
District of Montreal. }

In the matter of Lusk, Lough & Castle, Insolvents.
The undersigned, two of the members of the firm of Lusk, Lough & Castle, the above named insolvents, have filed in the office of this court a consent by their creditors to their discharge, and on Thursday, the seventeenth day of April next, they will individually and as members of the said firm apply to the said court for a confirmation of the discharge thereby effected.

ROBERT JAMES LUSK,
By MONK & BUTLER,
His Attorneys ad litem.
WILLIAM LOUGH, Jr.,
By MONK & BUTLER,
His Attorneys ad litem.

Montreal, 6th March, 1873.

926 3

INSOLVENT ACT OF 1869.

Canada, }
Province of Quebec, } In the Superior Court.
District of Quebec. }

In the matter of Joachim Bedard, jr., an Insolvent.
On Tuesday, the first day of April next, the undersigned will apply to the said court for discharge under the said act.

JOACHIM BEDARD, jr.,
By AMYOT & TASCHEREAU,
His Attorneys ad litem.

Quebec, the 28th February, 1873.

874 4

INSOLVENT ACT OF 1869.

Canada, }
Province of Quebec, } In the Superior Court.
District of Quebec. }

In the matter of George Thompson, of the city of Quebec, grocer, an Insolvent.
On Saturday, the fifth day of April next, the undersigned will apply to the said court for a discharge under the said act.

GEORGE THOMPSON,
Insolvent.
Per ANDREWS, CARON & ANDREWS,
His Attorneys ad litem.

Quebec, 25th February, 1873.

826 4

INSOLVENT ACT OF 1869, AND ITS AMENDMENTS.

In the matter of Reuter, Lyonais & Co., of the city of Montreal, traders, insolvents.
The creditors of the above insolvents are notified to meet at the office of the undersigned, Merchant's Exchange Building, in the city of Montreal, on Tuesday, the first day of April next, at three o'clock in the afternoon, to receive the assignee's report on the un-

jet des dettes non perçues et dues à la succession, et pour le règlement définitif des affaires de la faillite en général.

A. B. STEWART,

Montréal, 14 mars 1873. Syndic. 1029 2

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Canada, }
Province de Québec, } Dans la Cour Supérieure.
District de St. François, }

Dans l'affaire de Henry W. Bunker, failli.
Lundi, le septième jour d'avril prochain, le soussigné demandera à la dite cour sa décharge en vertu du dit acte.

HENRY W. BUNKER,

Par IVES & BROWN,

Ses procureurs ad litem.

Sherbrooke, 25 février 1873. 833 4

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Dans l'affaire de Louis Leonide Bélanger, cordonnier, de la cité de Saint-Hyacinthe, failli.

Le failli m'a fait une cession de ses biens, et les créanciers sont notifiés de se réunir à son domicile, en la cité de Saint-Hyacinthe, lundi, le vingt-quatre mars courant, à une heure de l'après-midi pour recevoir un état de ses affaires et nommer un syndic.

M. E. BERNIER,

Syndic provisoire.

St. Hyacinthe, 10 mars 1873. 1019 2

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Dans l'affaire de Henry Larocque, commerçant, de St. Jean, P. Q., failli.

Le failli m'a fait une cession de ses biens, et les créanciers sont notifiés de se réunir à son magasin, à Saint-Jean, lundi, le trente-unième jour de mars 1873, à cinq heures P. M., pour recevoir un état de ses affaires, et nommer un syndic.

WM. COOTE,

Syndic provisoire.

St. Jean, P. Q., 9e jour de mars 1873. 1021 2

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869 ET SES AMENDEMENTS.

Dans l'affaire de Louis G. Crevier, confiseur et commerçant, de Montréal, failli.

Le failli m'a fait une cession de ses biens, et les créanciers sont notifiés de se réunir à sa place d'affaires, No. 97, rue Saint-Laurent, à Montréal, lundi, le trente-unième jour de mars courant, à 10 heures A. M., pour recevoir un état de ses affaires, et nommer un syndic.

JOHN WHYTE,

Syndic provisoire.

Montréal, 10 mars 1873. 1025 2

Canada, }
Province de Québec, } Dans la Cour Supérieure.
District de Montréal, }

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869 ET SES AMENDEMENTS.

Dans l'affaire de James Cromack, de la cité de Montréal, failli.

Lundi, le vingt-unième jour d'avril prochain, le soussigné demandera à la dite cour sa décharge en vertu du dit acte.

JAMES CROMACK,

Montréal, 5 mars 1873. 915 3

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869 ET SES AMENDEMENTS.

Province de Québec, } Dans la Cour Supérieure.
District de Montréal, } No. 527.

In re :—J. Alfred Lippé, entrepreneur, charpentier et menuisier, de la paroisse de Montréal, failli.

Le dit J. Alfred Lippé a déposé ce jour au greffe de cette honorable cour un acte de composition et décharge, dûment signé suivant la loi, et le dix-sept avril prochain, il s'adressera à ce tribunal pour en obtenir la ratification.

BELANGER, DESNOYERS & OUMET,

Procureurs ad litem du dit failli

Montréal, 24 février 1873. 847 4

collected book debts due the estate, and for the final ordering of the affairs of the estate generally.

A. B. STEWART,

Montreal, 14th March, 1873. Assignee. 1030 2

INSOLVENT ACT OF 1869.

Canada, }
Province of Quebec, } In the Superior Court.
District of St. Francis, }

In the matter of Henry W. Bunker, an Insolvent.
On Monday, the seventh day of April next, the undersigned will apply to the said court for his discharge under the said act.

HENRY W. BUNKER,

Per IVES & BROWN,

His Attorneys ad litem.

Sherbrooke, 25th February, 1873. 834 4

INSOLVENT ACT OF 1869.

In the matter of Louis Leonide Bélanger, shoemaker, of the city of St. Hyacinthe, an Insolvent.

The insolvent has made an assignment of his estate to me, and the creditors are notified to meet at his residence, in the city of St. Hyacinthe, on Monday, the twenty-fourth day of March instant, at one o'clock in the afternoon, to receive statements of his affairs and to appoint an assignee.

M. E. BERNIER,

Interim Assignee.

St. Hyacinthe, 10th March, 1873. 1020 2

INSOLVENT ACT OF 1869.

In the matter of Henry Larocque, trader, of St. John, P. Q., an Insolvent.

The insolvent has made an assignment of his estate to me, and the creditors are notified to meet at his store in St. Johns, on Monday, the thirty-first day of March 1873, at five o'clock P. M., to receive statements of his affairs and to appoint an assignee.

WM. COOTE,

Interim Assignee.

St. Johns, P. Q., 9th March, 1873. 1022 2

INSOLVENT ACT OF 1869, AND AMENDMENTS THERETO.

In the matter of Louis G. Crevier, confectioner and trader, of Montreal, an Insolvent.

The insolvent has made an assignment of his estate to me, and the creditors are notified to meet at his place of business, No. 97, St. Lawrence street, in Montreal, on Monday, the thirty-first day of March next, at 10 o'clock A. M., to receive statements of his affairs, and to appoint an assignee.

JOHN WHYTE,

Interim Assignee.

Montreal, 10th March, 1873. 1026 2

Canada, }
Province of Quebec, } In the Superior Court.
District of Montreal, }

INSOLVENT ACT OF 1869 AND AMENDMENTS THERETO.

In the matter of James Cromack, of the city of Montreal, an Insolvent.

On Monday, the twenty-first day of April next, the undersigned will apply to the said court for a discharge under the said act.

JAMES CROMACK,

Montreal, 5th March, 1873. 916 3

INSOLVENT ACT OF 1869 AND ITS AMENDMENTS.

Province of Quebec, } In the Superior Court.
District of Montreal, } No. 527.

In re :—J. Alfred Lippé, carpenter & joiner, of the parish of Montreal, district aforesaid, an Insolvent.

The said J. Alfred Lippé, has deposited this day in the office of the prothonotary of this court, a deed of composition and discharge duly executed according to law, and shall on the seventeenth of April next, apply to this court for a confirmation of said deed.

BELANGER, DESNOYERS & OUMET,

Attorneys ad litem for the Insolvent.

Montreal, 24th February, 1873. 848 4

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Canada, }
Province de Québec, } *Dans la Cour Supérieure.*
District de Saint-François } *Failite.*

Dans l'affaire de Horace B. Caufield, failli.
Mercredi, le neuvième jour d'avril prochain, le
soussigné demandera à la dite cour sa décharge en
vertu du dit acte.

HORACE B. CAUFIELD,
Par TERRILL & TERRILL,
Ses procureurs *ad litem.*
Stanstead Plain, P. Q., 25 février 1873. 849 4

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Canada, }
Province de Québec, } *Dans la Cour Supérieure*
District de Saint-François } *Failite.*

Dans l'affaire de John R. Smith, failli.
Le septième jour d'avril prochain, le soussigné
demandera à la dite cour sa décharge en vertu du dit
acte.

JOHN R. SMITH,
Par HALL & WHITE,
Ses procureurs *ad litem.*
Sherbrooke, 20 février 1873. 729 5

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Canada, }
Province de Québec, } *Dans la Cour Supérieure.*
District de Montréal. } *Failite.*

Dans l'affaire de Edward Coote, ci-devant commer-
çant de la cité de Montréal, et y faisant affaires
sous le nom de E. Coote et compagnie, failli.

Le dix-septième jour d'avril prochain, le sous-
signé demandera à la dite cour sa décharge en vertu
du dit acte.

EDWARD COOTE,
Par A. POWER,
Son procureur *ad litem.*
Montréal, ce 15 mars 1873. 725 4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Dans l'affaire de Thomas Brennan, de la cité de Mont-
réal, commerçant, tant en son propre nom que
comme associé dans la société commerciale ci-de-
vant existant et faisant affaires en la cité de Mont-
réal sous la raison sociale de Brennan & Rigney,
failli.

Avis est par les présentes donné que le dit failli
fera application à la dite cour le vingt-septième jour
de mars prochain, pour obtenir sa décharge sous le
dit acte.

THOMAS BRENNAN.
Par J. J. CURRAN,
Son procureur *ad litem.*
Montréal, 18 février 1873 759 5

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869 ET
SES AMENDEMENTS.

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Québec. } *No. 190.*

Dans l'affaire de Jean-Baptiste Arthur Toussaint,
failli.

Le soussigné a déposé au greffe de cette cour un
acte de composition et de décharge, exécuté par ses
créanciers, et le premier jour d'avril prochain, il s'a-
dressera à la dite cour pour obtenir une ratification de
la décharge par là effectuée.

JEAN-BAPTISTE ARTHUR TOUSSAINT,
Par MACKAY & TURCOTTE,
Ses procureurs *ad litem.*
Québec, 20 février 1873. 757 5

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Canada, }
Province de Québec, } *Dans la Cour Supérieure.*
District de Montréal. } *Failite.*

Dans l'affaire de Magloire Bertrand, failli.
Jeudi, le vingt-sept mars prochain, le dit failli de-
mandera à la dite cour sa décharge en vertu du pré-
sent acte.

MONTIGNY,
Procureur *ad litem.*
Montréal, 20 février 1873. 801 5

INSOLVENT ACT OF 1869.

Canada, }
Province of Quebec, } *In the Superior Court.*
District of St. Francis. } *In Insolvency.*

In the matter of Horace B. Caufield, an Insolvent.
On Wednesday, the ninth day of April next, the
undersigned will apply to the said court for a dis-
charge under the said act.

HORACE B. CAUFIELD,
By TERRILL & TERRILL,
His Attorneys *ad litem.*
Stanstead Plain, P. Q., 25th February, 1873. 850 4

INSOLVENT ACT OF 1869.

Canada, }
Province of Quebec, } *In the Superior Court.*
District of St. Francis. } *In Insolvency.*

In the matter of John R. Smith, an Insolvent.
On the seventh day of April next, the undersigned
will apply to the said court for a discharge under the
said act.

JOHN R. SMITH,
Per HALL & WHITE,
His Attorneys *ad litem.*
Sherbrooke, 20th February, 1873. 730 5

INSOLVENT ACT OF 1869.

Canada, }
Province of Quebec, } *In the Superior Court.*
District of Montreal. } *In Insolvency.*

In the matter of Edward Coote, late of the city of
Montreal, trader, and heretofore carrying on
business at said city of Montreal, under the style of
E. Coote & Company, an Insolvent.

On the seventeenth day of April next, the under-
signed will apply to the said court for a discharge
under the said act.

EDWARD COOTE,
By A. POWER,
His Attorney *ad litem.*
Montreal, 15th March, 1873. 726 4

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

INSOLVENT ACT OF 1869.

In the matter of Thomas Brennan, of the city of Mon-
treal, trader, as well in his own name as copartner
in the firm heretofore existing and doing business
at the said city of Montreal, under the style of Bren-
nan & Rigney, an Insolvent.

Notice is hereby given that the said insolvent will,
on the twenty-seventh day of March next, apply to
the said court for his discharge under the said act.

THOMAS BRENNAN.
By J. J. CURRAN,
His Attorney *ad litem.*
Montreal, 18th February, 1873. 760 5

INSOLVENT ACT OF 1869, AND AMENDMENTS
THERETO.

Canada, }
Province of Quebec, } *In the Superior Court.*
District of Quebec. } *No. 190.*

In the matter of Jean-Baptiste Arthur Toussaint, an
Insolvent.

The undersigned has filed in the office of this court
a deed of composition and discharge, executed by his
creditors, and on the first day of April next, he will
apply to the said court for a confirmation of the dis-
charge thereby effected.

JEAN-BAPTISTE ARTHUR TOUSSAINT,
By MACKAY & TURCOTTE,
His Attorneys *ad litem.*
Québec, 20th February, 1873. 758 5

INSOLVENT ACT OF 1869.

Canada, }
Province of Quebec, } *In the Superior Court.*
District of Montreal. } *In Insolvency.*

In the matter of Magloire Bertrand, an Insolvent.
On Thursday, the twenty-seventh day of March next,
the said insolvent will apply to the said court for a
discharge under the said act.

MONTIGNY,
Attorney *ad litem.*
Montreal, 20th February, 1873. 802 5

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de Alfred Doré, commerçant, du village
 Saint-Augustin, district de Montréal, failli.
 Le vingt-sixième jour de mars prochain, le soussi-
 gné fera application à cette cour pour sa décharge
 sous le dit acte.

ALFRED DORÉ,
 [Par T. & C. C. DELORIMIER,
 Ses procureurs *ad litem.*
 Montréal, 17 février 1873. 769 5

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Canada, }
 Province de Québec, } *Dans la Cour Supérieure.*
 District de St. François. }
 Dans l'affaire de Charles Labonté, failli.
 Mardi, le septième jour d'avril prochain, le sou-
 signé demandera à la dite cour sa décharge en vertu
 du dit acte.

CHARLES LABONTÉ.
 Par IVES & BROWN,
 Ses procureurs *ad litem.*
 Sherbrooke, 14 janvier 1873. 609 6

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Canada, }
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
 District de Montréal. }
 Dans l'affaire de Joseph Napoléon Duhamel, failli.

Jeu-li, le vingt-sept mars prochain, le dit failli de-
 mandera à la dite cour sa décharge en vertu du pré-
 sent acte.

MONTIGNY,
 Procureur *ad litem.*
 Montréal, 20 février 1873. 799 5

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No. 241. }

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.
in re: Octave Brunet, entrepreneur charpentier,
 de la cité et du district de Montréal, failli.
 Jeudi, le vingt-septième jour de mars prochain, le
 soussigné demandera à la dite cour sa décharge en
 vertu du dit acte.

OCTAVE BRUNET.
 Par G. MIREAULT,
 Son procureur *ad litem.*
 Montréal, 11 février 1873. 635 5

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869
 ET SES AMENDEMENTS.

Canada, }
 Province de Québec, } *Dans la Cour Supérieure.*
 District de Québec. }
 Dans l'affaire de Charles Dubé, failli
 Le septième jour d'avril prochain, le soussigné
 s'adressera à la dite cour pour obtenir sa décharge en
 vertu du dit acte.

CHARLES DUBÉ.
 Par LANGLOIS & HAMILTON,
 Ses procureurs *ad litem.*
 Québec, 28 février 1873. 865 4

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869,
 ET SES AMENDEMENTS.

Canada, }
 Province de Québec, } *Dans la Cour Supérieure.*
 District de Québec. }
 Dans l'affaire de John Donaldson, failli.
 Le septième jour d'avril prochain, le soussigné
 s'adressera à la dite cour pour obtenir sa décharge en
 vertu du dit acte.

JOHN DONALDSON,
 Par LANGLOIS & HAMILTON,
 Ses procureurs *ad litem.*
 Québec, 28 février 1873. 867 4

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.
 Dans l'affaire de Joseph Octave Chamberland, mar-
 chand, de Saint-Philippe de Néry, dans le district de
 Kamouraska, failli.
 Le failli m'a fait une cession de tous ses biens, et
 les créanciers sont notifiés de s'assembler au lieu

INSOLVENT ACT OF 1869.

Province of Quebec, }
 District of Montreal, } *Superior Court.*
 In the matter of Alfred Doré, of the village of St.
 Augustin, district of Montreal, trader, an Insolvent.
 On the twenty-sixth day of March next, the under-
 signed will apply to this court for his discharge under
 the said act.

ALFRED DORÉ,
 By T. & C. C. DELORIMIER,
 His Attorneys *ad litem.*
 Montreal, 17th February, 1873. 770 5

INSOLVENT ACT OF 1869.

Canada, }
 Province of Quebec, } *In the Superior Court.*
 District of St. Francis. }
 In the matter of Charles Labonté, an Insolvent.
 On Tuesday, the seventh day of April next, the
 undersigned will apply to the said court for a discharge
 under the said act.

CHARLES LABONTÉ.
 Per IVES & BROWN,
 His Attorneys *ad litem.*
 Sherbrooke, 14th January, 1873. 610 6

INSOLVENT ACT OF 1869.

Canada, }
 Province of Quebec, } *In the Superior Court.*
 District of Montreal. }
 In the matter of Joseph Napoleon Duhamel, an Insol-
 vent.
 On Thursday, the twenty-seventh day of March
 next, the said insolvent will apply to the said court
 for a discharge under the said act.

MONTIGNY,
 Attorney *ad litem.*
 Montreal, 20th February, 1873. 800 5

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 241. }

INSOLVENT ACT OF 1869.
in re: Octave Brunet, builder and carpenter, of the
 city and district of Montreal, an Insolvent.
 On Thursday, the twenty-seventh day of March
 next, the undersigned will apply to the said court for
 his discharge under the said act.

OCTAVE BRUNET.
 By G. MIREAULT,
 His Attorney *ad litem.*
 Montreal, 11th February, 1873. 636 5

INSOLVENT ACT OF 1869 AND ITS
 AMENDMENTS.

Canada, }
 Province of Quebec, } *In the Superior Court.*
 District of Québec. }
 In the matter of Charles Dubé, an Insolvent.
 On the seventh day of April next, the undersigned
 will apply to the said court for a discharge under the
 said act.

CHARLES DUBÉ
 By LANGLOIS & HAMILTON,
 His Attorneys *ad litem.*
 Québec, 28th February, 1873. 866 4

INSOLVENT ACT OF 1869, AND ITS AMEND-
 MENTS.

Canada, }
 Province of Quebec, } *In the Superior Court.*
 District of Québec. }
 In the matter of John Donaldson, an Insolvent.
 On the seventh day of April next, the undersigned
 will apply to the said court for a discharge under the
 said act.

JOHN DONALDSON,
 By LANGLOIS & HAMILTON,
 His Attorney *ad litem.*
 Québec, 28th February, 1873. 863 4

INSOLVENT ACT OF 1869.

In the matter of Joseph Octave Chamberland, of St.
 Philippe de Néry, in the district of Kamouraska,
 trader, an Insolvent
 The insolvent has made an assignment of his estate
 to me, and the creditors are notified to meet at his

d'affaires du failli, à Saint-Philippe de Nery, mardi, le premier d'avril prochain, à onze heures de l'avant-midi, pour recevoir un état de ses affaires et nommer un syndic.

J. ELZ. POULIOT,
Syndic provisoire.

Rivière du Loup (en bas), 13 mars 1873. 1033 2

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869 ET SES AMENDEMENTS.

Canada,
Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. }
Dans l'affaire de Pierre Lacoursière, écuyer, marchand, de la paroisse de Saint-Luc, failli.

Le failli m'a fait une cession de ses biens, et les créanciers sont notifiés de se réunir en la paroisse de Saint-Luc, dans la maison servant de résidence au failli, le vendredi, vingt-huitième jour du présent mois de mars, à deux heures de l'après-midi, pour recevoir un état de ses affaires, et de nommer un syndic.

NAZAIRE GAGNON,
Syndic provisoire.

Notre-Dame de la Visitation de
Champlain, 12 mars 1873. 1035 2

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Dans l'affaire de Charles Beaupré, failli.
Le failli m'a fait une cession de ses biens, et les créanciers sont notifiés de se réunir à mon bureau, rue St. Pierre, à Québec, lundi, le 31e jour de mars, à onze heures A. M., pour recevoir un état de ses affaires, et nommer un syndic.

R. HENRY WURTELE,
Syndic provisoire.

Québec, 14 mars 1873. 1041 2

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.
Dans l'affaire de Dumontier et Godbout, de Lévis, faillis.

Je, soussigné, R. Henry Wurtele, de Québec, ai été nommé syndic dans cette affaire. Les créanciers sont priés de produire entre mes mains leurs réclamations, sous un mois, et une assemblée des créanciers sera tenue à mon bureau, rue Saint-Pierre, Québec, lundi, le septième jour d'avril prochain, à onze heures A. M., pour l'examen des faillis et pour le règlement des affaires de la faillite en général.

R. HENRY WURTELE,
Syndic officiel.

Québec, 7 mars 1873. 1037 2

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.
Dans l'affaire de Ellen Connolly, en sa qualité d'héritière légale de feu Thos. Connolly, des Trois-Rivières, failli.

Je, soussigné, R. Henry Wurtele, de Québec, ai été nommé syndic dans cette affaire. Les créanciers sont priés de produire entre mes mains leurs réclamations, sous un mois.

R. HENRY WURTELE,
Syndic officiel.

Québec, 7 mars 1873. 1039 2

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.
Dans l'affaire de Antoine Lavoie, failli.

Un premier bordereau des dividendes a été préparé et ouvert aux oppositions, jusqu'au trente unième jour de mars, après lequel jour les dividendes seront payés.

R. HENRY WURTELE,
Syndic officiel.

Québec, 14 mars 1873. 1043 2

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869 ET SES AMENDEMENTS.

Dans l'affaire de Louis Fontaine, marchand de marchandises sèches, de Québec, failli.

Le failli m'a fait une cession de ses biens, et les créanciers sont notifiés de se réunir à mon bureau, bâtisse du télégraphe, rue Saint-Pierre, à Québec, lundi, le 31ème jour de mars 1873, à 11 heures A. M., pour recevoir un état de ses affaires, et nommer un syndic.

OWEN MURPHY,
Syndic provisoire.

Québec, 14 mars 1873. 1045 2

place of business, at St. Philippe de Nery, on Tuesday, the first day of April next, at eleven o'clock in the forenoon, to receive statements of his affairs and to appoint an assignee.

J. ELZ. POULIOT,
Interim Assignee.

Rivière du Loup (en bas), 13th March, 1873. 1034 2

INSOLVENT ACT OF 1869 AND AMENDMENTS.

Canada,
Province of Québec, }
District of Three Rivers. }
In the matter of Pierre Lacoursière, trader, of the parish of St. Luc, an Insolvent.

The insolvent has made an assignment of his estate to me, and the creditors are notified to meet in the said parish of St. Luc, at the insolvent's place of residence, on Friday, the twenty-eighth day of March instant, at two o'clock in the afternoon, to receive statements of the affairs, and to appoint an assignee.

NAZAIRE GAGNON,
Interim Assignee.

Notre-Dame de la Visitation de
Champlain, 12th March, 1873. 1036 2

INSOLVENT ACT OF 1869.

In the matter of Charles Beaupré, trader, an Insolvent.
The Insolvent has made an assignment of his estate to me, and the creditors are notified to meet at my office, St. Peter street, Québec, on Monday, the 31st day of March, at eleven o'clock, A. M., to receive statements of his affairs, and to appoint an Assignee.

R. HENRY WURTELE,
Interim Assignee.

Québec, 14th March, 1873. 1042 2

INSOLVENT ACT OF 1869.

In the matter of Dumontier and Godbout, of Lévis, Insolvents.

I, the undersigned, R. Henry Wurtele, of Québec, have been appointed assignee in this matter. Creditors are requested to file their claims before me, within one month, and a meeting of creditors will be held at my office, St. Peter street, Québec, on Monday, the seventh day of April next, at eleven o'clock A. M., for the examination of the insolvents and the ordering of affairs generally.

R. HENRY WURTELE,
Official Assignee.

Québec, 7th March, 1873. 1038 2

INSOLVENT ACT OF 1869.

In the matter of Ellen Connolly, in her capacity of heir at law of the late Thos. Connolly, of Three Rivers, an Insolvent.

I, the undersigned, R. Henry Wurtele, of Québec, have been appointed assignee in this matter. Creditors are requested to file their claims before me within one month.

R. HENRY WURTELE,
Official Assignee.

Québec, 7th March 1873. 1040 2

INSOLVENT ACT OF 1869.

In the matter of Antoine Lavoie, an Insolvent.
A first dividend sheet has been prepared and open to objection until the thirty-first day of March, after which dividend will be paid.

R. HENRY WURTELE,
Syndic officiel.

Québec, 14th March, 1873. 1043 2

INSOLVENT ACT OF 1869 AND AMENDMENTS.

In the matter of Louis Fontaine, dry goods merchant, of Québec, an Insolvent.

The insolvent has made an assignment of his estate to me, and the creditors are notified to meet at my office, Telegraph Building, St Peter street, Québec, on Monday, the 31st day of March 1873, at 11 o'clock A. M., to receive statements of his affairs and to appoint an assignee.

OWEN MURPHY,
Interim Assignee.

Québec, 14th March, 1873. 1046 2

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Canada, }
 Province de Québec, } Dans la Cour Supérieure.
 District de Bedford. }

Dans l'affaire de Joseph Massé, failli.

Le vingt-troisième jour du mois d'avril prochain, le soussigné demandera à la dite cour sa décharge en vertu du dit acte.

JOSEPH MASSÉ,
 Par A. D. GIRARD,
 Son procureur *ad litem*.

Sweetsburgh, 12 mars 1873. 1049 2

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Canada, }
 Province de Québec, } Dans la Cour Supérieure.
 District de Bedford. }

Dans l'affaire de François Janneau dit Bergeron, failli.

Le vingt-troisième jour du mois d'avril prochain, le soussigné demandera à la dite cour sa décharge en vertu du dit acte.

FRANÇOIS JANNEAU DIT BERGERON,
 Par A. D. GIRARD,
 Son procureur *ad litem*.

Sweetsburgh, 12 mars 1873. 1047 2

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Canada, }
 Province de Québec, } Dans la Cour Supérieure.
 District de Québec. } No. 99.

Dans l'affaire de James Hildibrand Oakes, failli.

Le premier jour de mai prochain, le soussigné demandera à la dite cour sa décharge en vertu du dit acte.

JAMES HILDIBRAND OAKES,
 Par R. C. PENTLAND,
 Son procureur *ad litem*.

Québec, 20 février 1873. 765 5

INSOLVENT ACT OF 1869.

Canada, }
 Province of Quebec, } In the Superior Court.
 District of Bedford. }

In the matter of Joseph Massé, an Insolvent.

On the twenty-third day of the month of April next, the undersigned will apply to the said court for a discharge under the said act.

JOSEPH MASSÉ,
 Per A. D. GIRARD,
 His Attorney *ad litem*.

Sweetsburgh, 12th March, 1873. 1050 2

INSOLVENT ACT OF 1869.

Canada, }
 Province of Quebec, } In the Superior Court.
 District of Bedford. }

In the matter of François Janneau dit Bergeron, an Insolvent.

On the twenty-third day of the month of April next, the undersigned will apply to the said court for a discharge under the said act.

FRANÇOIS JANNEAU DIT BERGERON,
 Per A. D. GIRARD,
 His Attorney *ad litem*.

Sweetsburgh, 12th March 1873. 1048 2

INSOLVENT ACT OF 1869.

Canada, }
 Province of Quebec, } In the Superior Court.
 District of Québec. } No. 99.

In the matter of James Hildibrand Oakes, an Insolvent.

On the first day of May next, the undersigned will apply to the said court for his discharge under the said act.

JAMES HILDIBRAND OAKES,
 By R. C. PENTLAND,
 His Attorney *ad litem*.

Québec, 20th February, 1873. 766 5

Ventes d'immeubles en vertu des Actes concernant la Faillite.

Sales of Real Estate under Insolvent Acts.

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Dans l'affaire de Sylvester Dempsey, entrepreneur et commerçant, de la cité de Montréal, failli.

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les immeubles ci-après décrits seront vendus aux temps et lieux mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le registraire n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du Code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, doivent être déposées entre les mains du soussigné à son bureau avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le jour de la vente, à savoir:

Un lopin de terre situé dans le quartier Sainte-Anne de cette cité, connu comme lot No. 7, sur le plan de division de la propriété appartenant à Dame Rose Anne Connolly, de la dite cité de Montréal, veuve de feu Francis Mullins, le dit plan fait par J. Rielle, arpenteur, et daté du 24 septembre 1867; borné en front à la rue Mullins, d'un côté à la rue Richmond, de l'autre côté au lot No. 6 sur le dit plan, et en arrière au lot No. 5, sur le même plan, et contenant cinquante pieds de front sur quatre-vingts pieds de profondeur, le tout mesure anglaise, plus ou moins; le dit lopin de terre est maintenant connu et désigné sur le plan officiel et dans le livre de renvoi du dit quartier Sainte-Anne, déposés dans le bureau du registraire pour la division d'enregistrement de Montréal, sous le numéro huit cent onze (No. 811)—avec une maison en bois à un étage lambrissée en briques, et dépendances érigées sur le dit lopin de terre.

Pour être vendu au palais-de-justice, dans la cité de Montréal, dans la salle réservée pour les affaires de

INSOLVENT ACT OF 1869.

In the matter of Sylvester Dempsey, of the city of Montreal, contractor and trader, an Insolvent.

PUBLIC NOTICE is hereby given, that the under-mentioned immovables, will be sold at the time and places mentioned below. All persons having claims on the same, which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire or afin de charge* or other oppositions to the sale, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the day of sale, to wit:

A lot of land situated in the St. Anne ward of this city, known as lot No. 7, on the division plan of property, belonging to Dame Rose Anne Connolly, of the said city of Montreal, widow of the late Francis Mullins, said plan drawn by J. Rielle, surveyor, and dated 24th September, 1867, bounded in front by Mullins street, on one side by Richmond street, on the other side by lot No. 6, of said plan, and in rear by lot No. 5, on the same plan, and containing fifty feet in front by eighty feet in depth, the whole english measure more or less, said lot of land is now known and distinguished on the official plan and in the book of reference of said St. Anne ward, deposited in the office of the registrar for the registration division of Montreal, by the number eight hundred and eleven (No. 811), with a one story wooden house encased with brick, and out houses erected and being on the said lot of land.

To be sold, at the court house, in the city of Montreal, in the rooms adapted for matters in Insolvency,

faillite, LUNDI, le VINGT-SIXIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. JOS. LAJOIE,
Syndic.

Montréal, 17 mars 1873.

1057

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.
Dans l'affaire de Antoine Hébert, de Saint-Grégoire, comté de Nicolet, failli.

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les immeubles sous-mentionnés seront vendus aux temps et lieux mentionnés ci-bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, ou afin de charge, ou autres oppositions à la vente, doivent être déposées entre les mains du soussigné, à son bureau, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le jour de la vente, à savoir :

Une terre située dans le deuxième rang, dans le haut du village de la paroisse de Saint-Grégoire, contenant un demi arpent de front sur trente arpents de profondeur, plus ou moins; bornée en front, au chemin public; en arrière, à Honoré Hébert; au nord-est, à Honoré Hébert; au sud-ouest à Napoléon Hébert—ensemble maison et autres bâtisses sus-érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Grégoire, comté de Nicolet, VENDREDI, le VINGT-TROISIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. JOS. LAJOIE,
Syndic.

Montréal, 17 mars 1873*

1059

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869 ET SES AMENDEMENTS.

Province de Québec, }
District de Montréal. }

Dans l'affaire de Paisgrave et Stethem, de la cité de Montréal, faillis.

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les immeubles sous-mentionnés seront vendus aux temps et lieux mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, ou afin de charge, ou autres oppositions à la vente, doivent être déposées au bureau du syndic soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le jour de la vente, savoir :

Un certain lot de terre ou emplacement sis et situé en la cité de Montréal, formant partie de la propriété Beaver Hall, et connu et désigné comme tel sous le numéro quatorze, sur un certain plan d'icelui déposé dans le bureau de J. J. Gibb, écuyer, N. P., borné comme suit: en front par Terrace Beaver Hall; en arrière par une ruelle ou un passage de quinze pieds de largeur, propriété de feu Charles Phillips; d'un côté au sud-est par la propriété de William Footner ou ses représentants, et de l'autre côté par l'Hon. Chs. Wilson ou ses représentants, contenant vingt-cinq pieds en front et en arrière, sur cent pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec une maison en pierre et en brique à deux étages, étabes en brique et autres bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu à la salle d'encan de John J. Arnton, encanteur, en la cité de Montréal, LUNDI, le VINGT-HUITIEME jour d'AVRIL prochain, 1873, à ONZE heures A. M.

JOHN WHYTE,
Syndic.

Bourse de Montréal,
Montréal, 19 mars 1873.

1129

[Première publication, 22 mars 1873.]

on MONDAY, the TWENTY-SIXTH day of MAY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

L. JOS. LAJOIE,

Assignee.
1058

Montreal, 17th March, 1873.

INSOLVENT ACT OF 1869.

In the matter of Antoine Hébert, of St. Grégoire, county of Nicolet, an Insolvent.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned immovables will be sold at the time and place mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700, of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law; all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire or afin de charge*, or other oppositions to the sale, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days after the sale, to wit:

A land situate in the second range, at the upper end of the village of the parish of St. Grégoire, containing half an arpent in front by thirty arpents in depth, more or less; bounded in front by the public road, in rear by Honoré Hébert, on the north-east by Honoré Hébert, on the south-west by Napoléon Hébert—with house and other buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of St. Grégoire, county of Nicolet, on FRIDAY, the TWENTY-THIRD day of MAY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

L. JOS. LAJOIE,
Assignee.

Montreal, 17th March, 1873.

1060

INSOLVENT ACT OF 1869 AND AMENDMENTS THERETO.

Province of Québec, }
District of Montréal. }

In the matter of Paisgrave & Stethem, of the city of Montréal, Insolvents.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned immovable property will be sold at the time and place mentioned below. All persons having claims on the same, which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law; all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire or afin de charge*, or other oppositions to the sale, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days after the sale, to wit:

A certain lot of ground or emplacement situate, lying and being in the city of Montréal, forming part of the Beaver Hall property, and known and described as such lot number fourteen, on a certain plan and survey thereof deposited in the office of J. J. Gibb, Esq., N. P.; bounded as follows: in front by Beaver Hall Terrace, in rear by a lane or passage, fifteen feet in width, the property of the late Charles Phillips, on one side, to the south-east, by the property of William Footner or his representatives, and on the other side by the Hon. Chas. Wilson or his representatives, containing twenty-five feet in front and rear by one hundred feet in depth, english measure, more or less—with a two-storey stone and brick house, brick stables and other buildings thereon erected.

To be sold, at the sale room of John J. Arnton, auctioneer, in the city of Montréal, on MONDAY, the TWENTY-EIGHTH day of APRIL next, 1873, at ELEVEN o'clock A. M.

JOHN WHYTE,
Assignee.

Merchants' Exchange Building,
Montreal, 19th March, 1873.

1130

[First published, 22nd March, 1873.]

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869 ET SES AMENDEMENTS.

Province de Québec, }
District de Montréal. }
Dans l'affaire de François Viau, des district et paroisse de Montréal.

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les immeubles sous-mentionnés seront vendus aux temps et lieux mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le registraire n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, ou afin de charge, ou autres oppositions à la vente, doivent être déposées entre les mains du soussigné, à son bureau, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente: les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le jour de la vente, savoir:

Un lot de terre situé dans le village de Saint-Augustin, paroisse de Montréal, dans la dite partie du dit fief de Saint-Augustin, situé au sud-est du chemin de la Reine, conduisant de Montréal à Lachine, connu et désigné comme lot "D", contenant 31 pieds et 4 pouces de largeur, en front, et 30 pieds de largeur seulement, en arrière, sur 72 pieds et 3 pouces en profondeur dans la ligne du côté nord-ouest, et 81 pieds dans la ligne sud-est, le tout plus ou moins, mesure anglaise, tel que décrit en un certain acte, passé devant L. O. Héti, N. P., sans aucune garantie de mesure précise: borné comme suit, savoir: en front par la rue Maria, projetée, d'un côté par le lot "C" appartenant à George McNicholl, et de l'autre côté par le lot "E" appartenant à Dame Miron—avec une maison à deux étages sus-érigée.

Pour être vendu sur les lieux, MARDI, le VINGT-SEPTIÈME jour de MAI prochain, à MIDI.

JOHN WHYTE,

Bourse de Montréal, Syndic.
Montréal, 19 mars 1873. 1127
[Première publication, 22 mars 1873.]

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Dans l'affaire de J. B. Morissette, failli.

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les immeubles sous-mentionnés seront vendus aux temps et lieux mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le registraire n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, ou afin de charge, ou autres oppositions à la vente, doivent être déposées au bureau du syndic soussigné, à Québec, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées, en aucun temps dans les six jours après le jour de la vente, à savoir:

Un emplacement situé en la paroisse St Roch de Québec, de cinquante-neuf pieds de front sur soixante neuf pieds de profondeur, le tout mesure anglaise, et sans garantie de mesure précise, borné en front à la rue des Commissaires, en profondeur à Xavier Bélanger et Alexis Roy, d'un côté, au nord-est, à Augustin Emond, et de l'autre côté au sud-ouest, partie au nommé Guay, et partie à l'acquéreur—avec la maison dessus construite, un hangar et autres dépendances.

Le dit lot est décrit et désigné sous le numéro sur le plan officiel et le livre de renvoi pour St. Roch

Pour être vendu, à mon bureau, rue Saint-Pierre, Québec, MARDI, le VINGT-NEUVIÈME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures ET DEMIE de l'avant-midi.

R. HENRY WULTELE,
Syndic officiel.

Québec, 28 février 1873. 1145
[Première publication, 22 mars 1873.]

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Dans l'affaire de Marc Garant, failli.

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les immeubles sous-mentionnés seront vendus aux temps et lieux mentionnés plus bas. Toutes personnes

INSOLVENT ACT OF 1869 AND AMENDMENTS THERETO.

Province of Quebec, }
District of Montreal. }
In the matter of François Viau, of the district and parish of Montreal, an Insolvent.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned immovable property will be sold at the time and place mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire or afin de charge* or other oppositions to the sale, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale: oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days after the sale, to wit:

A lot of land situated in the village of St. Augustin, parish of Montreal, in said part of said fief St. Augustin, lying south-east of the Queen's highway from Montreal to Lachine, and described and known as lot "D," containing 31 feet 4 inches in width in front, and 30 feet only width in rear, by 72 feet 3 inches in depth on the north-west line, and 81 feet on the south-east line, the whole more or less, english measurement, as described on a certain deed prepared by L. O. Héti, N. P., without any guarantee as to preciseness thereof; bounded as follows, viz: in front by the projected Maria street, on one side by lot "C," belonging to George McNicholl, and on the other by lot "E," belonging to David Miron—with a two story dwelling house thereon erected.

To be sold on the premises, on TUESDAY, the TWENTY-SEVENTH day of MAY next, at TWELVE o'clock NOON.

JOHN WHYTE,
Assignee.

Merchants' Exchange Building, 1128
Montreal, 19th March, 1873.
[First published, 22nd March, 1873.]

INSOLVENT ACT OF 1869.

In the matter of J. B. Morissette, an Insolvent.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned immovables, will be sold at the time and place mentioned below. All persons having claims on the same, which the Registrar is not bound to include in his certificate, under the article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law; all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, or afin de charge*, or other oppositions to the sale, are required to be filed with the undersigned, at his office, Quebec, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the day of sale, to wit:

An emplacement situate and being in the parish of St. Roch de Québec, measuring fifty-nine feet in front by seventy-nine feet in depth, the whole english measure, and without warranty as to precise contents, bounded in front by Commissioners street, in rear by Xavier Bélanger and Alexis Roy, on one side to the north-east by Augustin Emond, and on the other to the south-west partly by one Guay and partly by the purchaser—with the house thereon erected, hangar and other buildings.

The said lot is shewn and designated under the number on the official plan and book of reference for St. Rochs.

To be sold, at my office, St. Peter street, Québec, on TUESDAY, the TWENTY-NINTH day of APRIL next, at HALF PAST ELEVEN o'clock in the forenoon.

R. HENRY WURTELE,
Official Assignee,

Québec, 28th February, 1873. 1146
[First published, 22nd February, 1873.]

INSOLVENT ACT OF 1869.

In re:—Marc Garant, an Insolvent.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned immovables will be sold at the time and place mentioned below. All persons having claims

ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Registrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du Code de procédure civile du Bas Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, ou afin de charge, ou autres oppositions à la vente, doivent être déposées au bureau du syndic soussigné, à Québec, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le jour de la vente, savoir :

1. Un lot de terre ou emplacement situé en la paroisse de Saint-Joseph de la Pointe Lévis, premier rang au nord du chemin public, contenant sur le sens du chemin environ soixante pieds de front, et curant vers le nord en retrécissant et se terminant à un point au bout de la profondeur de deux arpents; borné vers le sud au dit chemin public, et vers le nord au bout de la dite profondeur, d'un côté vers l'est à Victor Corneau, et vers l'ouest à une route de sortie pour les emplacements qui se trouvent au nord—avec la maison à deux étages entourée en briques, un hangar et étable, circonstances et dépendances, duquel emplacement il faut distraire l'emplacement concédé à un nommé Phidime Robitaille, formant un triangle ayant à sa base trente-trois pieds sur deux cent dix-huit pieds de profondeur, mesure anglaise, sur le côté nord-est de la route susdite; borné par devant vers le sud-ouest à la susdite route, par derrière vers le nord-est à Victor Corneau; joignant d'un côté au sud-est à l'emplacement du dit Marc Garant, et de l'autre côté au nord-ouest, se terminant à un point—avec la maison dessus érigée; à la charge d'une rente constituée de trente-six piastres, que l'adjudicataire devra payer annuellement au premier septembre à François Bourassa, cultivateur, de la susdite paroisse, en vertu d'une vente à constitut devant M^{re}. F. M. Guay, notaire, en date du vingt-neuf décembre mil huit cent soixante-et-cinq.

2. Tous les droits du failli dans une certaine rente constituée de douze piastres, payable le premier septembre chaque année, créée au capital de deux cents piastres, suivant acte de vente à constitut devant M^{re}. Marcel Bourget, en date du dix-neuf septembre mil huit cent soixante-et-onze, et assise sur le triangle du terrain ci-haut mentionné, les dits droits tels que modifiés en et par un certain acte de transport en date du dit dix-neuf septembre de l'année ci-haut mentionnée devant M^{re}. Flavien Roy.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Joseph de Lévis, JEUDI, le VINGT-NEUVIÈME jour de MAI prochain, à ONZE heures ET-DEMIE de l'avant-midi.

R. HENRY WURTELE,
Syndic officiel.

Québec, 19 mars 1873. 1147
[Première publication, 22 mars 1873.]

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Dans l'affaire de Binet et Laroche, faillis.

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les immeubles sous-mentionnés seront vendus par le syndic officiel soussigné aux temps et lieu mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le registrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat en vertu de l'article 700 du Code de Procédure Civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après la vente, à savoir :

Un lopin de terre situé au côté sud de la rue Saint-Jean, dans le quartier Montcalm, dans la cité de Québec, contenant vingt pieds de front, plus ou moins, sur soixante pieds de profondeur, plus ou moins; borné en front, au nord, à la rue Saint-Jean, en arrière, au sud, à la dite profondeur, d'un côté au nord-est à Joseph Gaboury ou représentants, et de l'autre côté au sud-ouest à Louis Marcotte ou représentants—ensemble une maison en brique et autres bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances; ensemble tous

on the same, which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure for Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler*, *afin de distraire* or *afin de charge*, or other oppositions to the sale are required to be filed with the undersigned, at his office, Quebec, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the day of sale, to wit :

1. An emplacement or lot situate in the parish of St. Joseph de la Pointe Lévis, first range north of the main road, containing on the road about sixty feet in front, running northwards and narrowing until it ends in a point at the end of the depth of two arpents; bounded on the south by the main road, and on the north by the end of the said depth, on one side, to the east, by Victor Corneau and to the west by a by-road (*route de sortie*) for the lots on the north—with the two storey brick faced house, a hangar and stable, appurtenances and dependencies: from which said lot must be reserved the emplacement conceded to one Phidime Robitaille, forming a triangle having on its base thirty-three feet by two hundred and eighteen feet in depth, english measure; bounded in front, to the south-west, by the said by-road, in rear, to the north-east, by Victor Corneau, on one side, to the south-east, by the emplacement of the said Marc Garant, and on the other side, to the north-west, narrowing to a point—with the house thereon erected. Subject to the charge of a constituted rent of thirty-six dollars to be paid yearly by the purchaser on the first of September, to Francis Bourassa, farmer, of the parish aforesaid, by virtue of a deed of sale (*vente à constitut*), passed before M^{re}. F. M. Guay, notary, on the twenty-ninth day of December, one thousand eight hundred and sixty-five.

2. All the rights and claims of the insolvent in and to a certain constituted rent of twelve dollars payable on the first of September of each year, created upon a capital of two hundred dollars, by deed of sale (*vente à constitut*), before M^{re}. Marcel Bourget, dated the nineteenth of September, one thousand eight hundred and seventy-one, and imposed on the triangle of the lot hereabove mentioned; said rights being such as modified in and by a certain deed of transfer dated the nineteenth of September, of the year aforesaid, before M^{re}. Flavien Roy.

To be sold, at the church door of the parish of St. Joseph de Lévis, on THURSDAY, the TWENTY-NINTH day of MAY next, at HALF-PAST ELEVEN o'clock in the forenoon.

R. HENRY WURTELE,
Official Assignee.

Québec, 19th March, 1873. 1148
[First published, 22nd March, 1873.]

INSOLVENT ACT OF 1869.

In the matter of Binet & Laroche, Insolvents.

PUBLIC NOTICE is hereby given, that the under-mentioned immovables will be sold by the undersigned official assignee, at the times and places mentioned below. All persons having claims on the same, which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law; all oppositions *afin d'annuler*, *afin de distraire* or *afin de charge*, or other oppositions to the sale, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the day of the sale, to wit :

A lot of ground situated on the south side of St. John street, in Montcalm ward, in the city of Québec, containing twenty feet in front, more or less, by sixty feet in depth, more or less; bounded in front, to the north, by St. John street, in rear, to the south, by the said depth, on one side, to the north-east, by Joseph Gaboury or representatives, and on the other side, to the south-west, by Louis Marcotte or representatives—*together with a brick house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies;*

les droits que le dit Binet peut avoir dans le passage situé au côté nord-est de la maison adjacente.

Le dit lot est connu et désigné sous le numéro (4092) sur le plan du quartier Montcalm, de cette cité, déposé pour référence dans le bureau du registraire du comté de Québec.

Pour être vendu, à mon bureau, dans la rue Saint-Pierre, dans la Basse-Ville, de Québec, MERCHÉDI, le DEUXIÈME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

WM. WALKER,
Syndic officiel.

Québec, 23 janvier 1873. 373 3
[Première publication, le 1^{er} février 1873.]

Ratifications.

Province de Québec, } Dans la Cour Supérieure pour
District de Montréal. } le Bas-Canada.
No. 1837.

Ex-parte :—Clément Hurlubise.

AVIS PUBLIC est par le présent donné qu'il a été déposé au Greffe du Protonotaire de la Cour Supérieure du district de Montréal, un acte fait et passé devant H. P. Pepin, notaire, le troisième jour de mars mil huit cent soixante-treize, entre M. Jean-Baptiste Falardeau, employé de la compagnie du Grand Tronc, résidant au village Saint-Henri, en la paroisse de Montréal, d'une part, et M. Clément Hurlubise, boucher, demeurant au coteau Saint-Augustin, dans la dite paroisse de Montréal, d'autre part ; étant une vente par le dit Jean-Baptiste Falardeau au dit Clément Hurlubise, de un lopin de terre situé au village Saint-Henri, Tanneries des Hollands, paroisse de Montréal, borné en front par la rue Saint-Philippe, en arrière par la rue Ferdinand, d'un côté par les représentants Joseph Longpré et Napoléon Dussault, et d'autre côté par un nommé Réel et les représentants Ferdinand Perrin, contenant cent vingt pieds de front sur la rue St. Philippe, jusqu'à une profondeur de quatre-vingt-dix pieds, et de là, prenant une autre largeur de cent vingt à cent vingt-six pieds sur une autre profondeur de soixante et dix-huit pieds, sans garantie de mesure précise, le tout tel qu'actuellement enclavé—avec une maison et autres bâtisses y érigées, ainsi que les couches chaudes y pratiquées ; et possédé le dit lopin de terre par Charles B. Falardeau, Charles Falardeau, père, et Jean Bte. Falardeau, comme propriétaires, pendant les trois années qui ont précédé la date du dit acte de vente, et depuis par le dit Clément Hurlubise, aussi comme propriétaire.

Et toutes personnes qui auraient ou prétendraient avoir quelque privilège ou hypothèque en vertu d'aucun titre, ou par quelque moyen que ce soit, sur le dit lopin de terre et prémisses, immédiatement avant et lorsque le dit lopin de terre a été acquis par le dit Clément Hurlubise, sont notifiés par les présentes qu'il sera présenté à la dite Cour, le dix-septième jour de septembre prochain, une demande en ratification de titre ; et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registraire est tenu par les dispositions du chapitre trente-six des statuts refundus pour le Bas-Canada, de les mentionner dans son certificat à être produit, dans ce cas, en vertu du dit acte, elles sont par le présent requises de signifier par écrit leurs oppositions et de les produire au greffe du dit protonotaire, huit jours au moins avant ce jour là, à défaut de quoi, elles seront pour toujours forecloses du droit de le faire.

HUBERT, PAPINEAU & HONEY,
P. C. S.

Greffe du Protonotaire, 1081
Montréal, 12 mars 1873.

Ventes par le Shérif.—Arthabaska.

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs

together with all the rights which the said Binet may have in connection with the passage situated on the north-east side of the adjoining house

The said lot is shewn and designated under the number 4092 on the cadastre or cadastral plan of Montcalm ward of this city, deposited for reference in the office of the registrar of the county of Quebec.

To be sold, at my office, in St Peter street, in the Lower Town of Quebec, on WEDNESDAY, the SECOND day of APRIL next, at the hour of ELEVEN o'clock in the forenoon.

WM. WALKER,
Official Assignee.

Québec, 23rd January, 1873. 374 3
[First published, 1st February, 1873.]

Ratifications.

Province of Quebec, } In the Superior Court—For
District of Montreal. } Lower Canada.
No. 1837.

Ex-parte :—Clément Hurlubise.

PUBLIC NOTICE is hereby given, that there has been lodged in the office of the Prothonotary of the Superior Court, in the district of Montreal, a deed made and executed before H. P. Pepin, notary public, on the third day of March one thousand eight hundred and seventy-three, between Mr. Jean Baptiste Falardeau, one of the *employés* of the Grand Trunk, residing at the village of St. Henri, in the parish of Montreal, of the one part ; and Mr. Clément Hurlubise, residing at Côteau St. Augustin, in the said parish of Montreal, butcher, of the other part ; being a sale by the said Jean Bte. Falardeau to the said Clément Hurlubise, of a lot of land situate at the village of St. Henri, Tanneries des Hollands, in the said parish of Montreal ; bounded in front by St. Philippe street, in rear by Ferdinand street, on one side by the representatives Joseph Longpré and Napoléon Dussault, and on the other side by one Réel, and the representatives of Ferdinand Perrin, containing one hundred and twenty feet in front on St. Philippe street up to a depth of ninety feet, from thence having a breadth of one hundred and twenty to one hundred and twenty-six feet upon a depth of seventy-eight feet without guarantee as to precise measurement and as the whole is now enclosed—with a house and other buildings thereon erected, also the hot beds on said lot of land ; and possessed said lot of land by Charles B. Falardeau, Charles Falardeau, père, and Jean Baptiste Falardeau, as proprietors, during the three years preceding the date of the said deed of sale, and from thence hitherto by the said Clément Hurlubise also as proprietor.

And all persons who have or claim to have any privilege or hypothec under any title, or by any means whatsoever in or upon the said lot of land and premises immediately previous and at the time the same was acquired by the said Clément Hurlubise, are hereby notified that application will be made to the said Court, on the seventeenth day of September next, for a judgment of confirmation, and that unless their claims are such as the Registrar is bound by the provisions of chapter thirty-six of the consolidated statutes of Lower Canada, to include in his certificate to be filed in this case under the said Act, they are hereby required to signify in writing their oppositions, and file the same in the office of the said Prothonotary, eight days at least before the said day, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing.

HUBERT, PAPINEAU & HONEY,
P. S. C.

Prothonotary's Office, 1082
Montreal, 12th March, 1873.

Sheriff's Sales.—Arthabaska.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS AND TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and

tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS.

Cour de Circuit—District d'Arthabaska.
Arthabaska, à savoir: } **LOUIS EDOUARD PACAUD,**
No. 858. } **CAUD,** Demandeur; vs.
LEVY STEVENS, et al., Défendeurs.

Comme appartenant à Levy Stevens:

1. La moitié nord-ouest de la moitié sud-ouest du lot numéro dix-neuf du huitième rang du canton de Tingwick, contenant cinquante acres plus ou moins.
2. La moitié nord-ouest de la moitié nord-est du lot numéro dix-neuf du huitième rang du canton de Tingwick.

Pour être vendues au bureau d'enregistrement du comté d'Arthabaska, à Arthabaskaville, le VINGT-TROISIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trentième jour de juillet prochain.

CHARLES J. POWELL,
Bureau du Shérif, Député Shérif.
Arthabaskaville, 17 mars 1873. 1055
[Première publication, 27 mars 1873.]

FIERI FACIAS.

Cour de Circuit pour le district d'Arthabaska.
Arthabaska, à savoir: } **WILFRID LAURIER**
No. 617. } **et al.,** Demandeurs;
contre **THOMAS RICKABY,** Défendeur.

Un emplacement situé à la station de Lyster, faisant partie du lot numéro dix-sept, dans le cinquième rang du township de Nelson, de la contenance d'environ deux acres en superficie, plus ou moins; borné au nord par la compagnie du Grand-Tronc de chemin de fer du Canada, à l'ouest par le chemin Royal, à l'est par Jean Beaulieu, et au sud par Thomas Peltier ou ses représentants—avec une maison et un magasin dessus construits.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Mégantic, à Inverness, le VINGT-NEUVIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le dix de juin prochain.

CHARLES J. POWELL,
Bureau du Shérif, Député Shérif.
Arthabaskaville, le 7 janvier 1873. 1113
[Première publication, 25 janvier 1873.]

Ventes par le Shérif.—Bedford.

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES et HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS.

Dans la Cour Supérieure du Bas-Canada—District de Montréal.
Bedford, à savoir: } **GODFROI G. GAUCHER ET**
No. 2712. } **LOUIS WILFRID TEL-**
MOSSE, tous deux marchands-épiciers, de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, et y faisant

places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin de distraire, afin d'annuler, afin de charge, or other oppositions* to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ

FIERI FACIAS.

In the Circuit Court—District of Arthabaska.
Arthabaska, to wit: } **LOUIS EDOUARD PACAUD,**
No. 853. } **Plaintiff;** vs. against **LEVY**
STEVENS et al., Défendants.

As belonging to Levy Stevens:

1. The north-west half of the south-west half of lot number nineteen in the eighth range of the township of Tingwick, containing fifty acres, more or less.
2. The north-west half of the north-east half of lot number nineteen, in the eighth range of the township of Tingwick.

To be sold at the registry office of the county of Arthabaska, at Arthabaskaville, on the TWENTY-THIRD day of JULY next, at TEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirtieth day of July next.

CHARLES J. POWELL,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Arthabaskaville, 17th March, 1873. 1056
[First published, 22nd March, 1873.]

FIERI FACIAS.

Circuit Court for the district of Arthabaska.
Arthabaska, to wit: } **WILFRID LAURIER, et al.,**
No. 617. } **Plaintiffs;** against **THO-**
MAS RICKABY, Defendant.

An emplacement situate at Lyster Station, forming part of lot number seventeen, in the fifth range of township Nelson, containing about two acres in extent, more or less; bounded on the north by the Grand Trunk Railway Company of Canada, west by the Queen's road, east by Jean Beaulieu, and south by Thomas Peltier or his representatives—with a house and shop thereon erected.

To be sold, at the registry office of the county of Mégantic, at Inverness, on the TWENTY-NINTH day of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the tenth day of June next.

CHARLES J. POWELL,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Arthabaskaville, 7th January, 1873. 1123
[First published, 25th January, 1873.]

Sheriff's Sales.—Bedford.

PUBLIC NOTICE is hereby given, that the under-mentioned **LANDS and TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same, which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, or afin de charge, or other oppositions* to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS.

In the Superior Court for Lower Canada,—District of Montréal.
Bedford, to wit: } **GODFROI G. GAUCHER AND**
No. 2712. } **GLOUIS WILFRID TEL-**
MOSSE, both merchants grocers, of the city of Montréal, in the district of Montréal, and there carrying on busi-

affaires comme tels en société, sous les nom et raison de Gaucher & Telmosse, Demandeurs; contre les terres et tenements de PATRICK MITCHELL, commerçant, du canton de Stukely, dans le district de Bedford, Défendeur.

Premièrement.—Une certaine étendue de terre sise et située dans le canton de Stukely, dans le district de Bedford, connue et désignée comme la juste moitié ouest du lot numéro trois dans le septième rang des lots situés dans le dit canton, supposée contenir cent acres de terre en superficie, plus ou moins—sans bâtiments sus-érigés.

Deuxièmement.—La moitié est du lot numéro deux dans le dit septième rang des lots du dit canton de Stukely, contenant le dit demi lot cent acres de terre en superficie, plus ou moins—avec une maison, grange et étable et autres bâties sus-érigés.

Pour être vendues au bureau du régistrateur du comté de Shefford, au village de Waterloo, dans le district de Bedford, MERCREDI, le TRENTIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le quinziesme jour d'août prochain.

P. COWAN, Shérif.
Nelsonville, 12 mars 1873. 1097
[Première publication, 22 mars 1873.]

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure du Bas-Canada—District de Bedford.

Bedford, à savoir: } ERNEST H. STUART, des cité No. 1348. } E et district de Montréal, notaire public et légataire universel de feu Henry Stuart, écuyer, avocat et conseil de la Reine, en son vivant de Montréal susdit Demandeur; contre les terres et tenements appartenant à la succession de feu EBENEZER MARVIN, en son vivant du village de Frelighsburg, dans le district de Bedford, commerçant, légataire universel de feu Jane Freligh en son vivant de Frelighsburg susdit, veuve de feu Révérend John Hutchinson, en son vivant des cité et district de Montréal, et maintenant en la possession de Charles S. Pierce, écuyer, commerçant, de la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, en sa qualité de curateur nommé légalement à la succession vacante du dit feu Ebenezer Marvin, Défendeur:

Premièrement.—Une étendue de terre faisant partie des lots numéro vingt-neuf et trente de la seigneurie de Saint-Armand, dans le district de Bedford, contenant environ trois acres et un quart d'acre en superficie, bornée au nord à une ruelle ou droit de passage et les terres d'un nommé J. Cochran ou représentants; au sud et à l'ouest à la rivière Pike, et à l'est à la ligne est des dits lots.

Deuxièmement.—Une étendue de terre faisant partie du lot numéro vingt-neuf de la seigneurie de Saint-Armand, contenant trois acres et trois quarts en superficie, bornée au nord à la rivière Pike; au sud, par la ligne en arrière des lots de village sur la rue est à l'ouest par la ligne en arrière des lots de village sur la rue sud, et à l'est par la ligne est du dit lot numéro vingt-neuf.

Troisièmement.—Une étendue de terre contenant environ quarante acres en superficie plus ou moins, faisant partie des lots numéros dix-sept et dix-huit de la seigneurie de Saint-Armand, bornée au nord, aux terres du Dr. Chamberlin; au sud, aux terres de madame Lee, et à l'ouest aux terres des représentants de A. Kemp, et à l'est au chemin public, qui conduit de Frelighsburg à Berkshire.

Pour être vendus au bureau du régistrateur du comté de Missisquoi, à Bedford, dans le canton de Stanbridge, district de Bedford, LUNDI, le VINGT-HUITIEME jour de JUILLET prochain, à UNE heure de l'après-midi. Le dit bref rapportable le quinziesme jour d'août prochain.

P. COWAN, Shérif.
Nelsonville, 13 mars 1873. 1099
[Première publication, 22 mars 1873.]

ness as such in partnership, under the name and firm of Gaucher & Telmosse, Plaintiffs; against the lands and tenements of PATRICK MITCHELL, of the township of Stukely, in the district of Bedford, trader, Defendant.

First.—A certain piece, tract or parcel of land situate lying and being in the township of Stukely, and district of Bedford, known and distinguished as the just west half or moiety of lot number three, in the seventh range of lots of the said township supposed to contain one hundred acres of land in superficies, be the same more or less—without buildings thereon erected.

Second.—The east half or moiety of lot number two, in the said seventh range of lots of the said township of Stukely, containing said half lot, one hundred acres of land in superficies, more or less—with a house, barn and stable and other buildings thereon erected.

To be sold at the office of the registrar, for the county of Shefford, at the village of Waterloo, in the district of Bedford, on WEDNESDAY, the THIRTIETH day of JULY next, at the hour of ELEVEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable the fifteenth day of August next.

P. COWAN, Sheriff.
Nelsonville, 12th March, 1873. 1038
[First published, 25th March, 1873.]

FIERI FACIAS.

In the Superior Court for Lower Canada—District of Bedford.

Bedford, to wit: } ERNEST H. STUART, of the No 1348. } E city and district of Montreal, notary public, universal legatee of the late Henry Stuart, in his lifetime of Montreal, aforesaid, esquire, advocate and Queen's Counsel, Plaintiff; against the lands and tenements belonging to the succession of the late EBENEZER MARVIN, in his lifetime of the village of Frelighsburg, in the district of Bedford, trader, universal legatee of the late Jane Freligh, in her lifetime of Frelighsburg aforesaid, widow of the late reverend John Hutchinson, in his lifetime of the city and district of Montreal, and now in the possession of Charles S. Pierce, of the town of St. Johns, in the district of Iberville, esquire, trader, in his capacity of curator, appointed in due course of law to the vacant estate and succession of the said late Ebenezer Marvin, Defendant.

First.—A piece or parcel of land being part of lots numbers twenty-nine and thirty of the seignory of St. Armand, in the district of Bedford, containing about three acres and one fourth of an acre in superficies, bounded on the north by a lane or right of way and the land of one J. Cochran or representatives, on the south and west by Pike-river, and on the east by the east line of said lots.

Second.—A piece or parcel of land being part of lot number twenty-nine of the seignory of St. Armand, containing three acres and three fourths of an acre in superficies, bounded on the north by Pike-river, on the south by the rear line of the village lots, on east street, on the west by the rear line of village lots in south street, and on the east, by the east line of the said lot number twenty-nine.

Third.—A piece or parcel of land containing about forty acres in superficies, be the same more or less, being part of lots numbers seven and eighteen of the seignory of St. Armand, bounded on the north by the lands of Dr. Chamberlin, on the south by the lands of Mrs. Lee, and on the west by that of the representatives of A. Kemp, and on the east by the highway leading from Frelighsburg to Berkshire.

To be sold at the office of the registrar for the county of Missisquoi, at Bedford, in the township of Stanbridge, and district of Bedford, on MONDAY, the TWENTY-EIGHTH day of JULY next, at the hour of ONE of the clock in the afternoon. The said writ returnable the fifteenth day of August next.

P. COWAN, Sheriff.
Nelsonville, 13th March, 1873. 1101
[First published, 22nd March, 1873.]

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure pour le Bas-Canada—District de Montréal.

Bedford, à savoir : } ALEXANDER CROSS, écuyer, No. 863. } A avocat, des cité et district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de CHARLES S. PIERCE, commerçant, de la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, dans la province de Québec, en sa qualité de curateur à la succession vacante de feu Ebenezer Marvin, et feu Ann Gilston, son épouse, tous deux ci-devant de Frelighsburg, district de Bedford, Défendeurs.

Premièrement.—Le quart sud-ouest du lot numéro trente de la seigneurie de Saint-Armand, dans le district de Bedford, supposé contenir cinquante-six acres de terre en superficie, plus ou moins.

Deuxièmement.—Une partie du dit lot numéro trente, dans la seigneurie de Saint-Armand, supposé contenir trente-quatre acres de terre en superficie, plus ou moins ; borné comme suit, au nord, par le chemin public qui conduit de Frelighsburg à Stanbridge, au sud, par la ligne qui divise les lots numéros vingt-neuf et trente, à l'est au lot du moulin, et à l'ouest aux terres des représentants de Peleg Spencer, et le lot de terre en premier lieu ci-dessus décrit—avec une grange sus-érigée.

Troisièmement.—Une étendue de terre faisant partie du lot numéro trente de la seigneurie de Saint-Armand, contenant trente-six acres en superficie, plus ou moins ; bornée au nord par la ligne nord du dit lot, au sud, par le chemin qui conduit de Frelighsburg à Bedford, et la propriété de l'église, à l'est, à la rue appelée rue de l'église, et à l'ouest aux terres des représentants de feu Peleg Spencer—sauf et excepté l'étendue de terre sur lequel est la maison d'école, étendue incertaine.

Quatrièmement.—Une étendue de terre faisant partie du lot numéro trente, dans la seigneurie de Saint-Armand, contenant vingt-quatre acres en superficie, plus ou moins ; bornée au nord par la ligne nord du dit lot, au sud, partie par la rue dite *Main Street*, la propriété de l'église Méthodiste, l'Académie, Hôtel-de-Ville, et les terres d'un nommé Carpenter, à l'ouest par la rue de l'église, et à l'est, par la ligne est du lot.

Cinquièmement.—Un emplacement dans le village de Frelighsburg, de forme triangulaire ; borné au nord par la propriété de l'église Episcopale, au sud-ouest à la rue *Mill Street*, et à l'est par la rue de l'église, supposé contenir un acre de terre en superficie, plus ou moins—avec une maison et un hangar sus-érigés.

Sixièmement.—Une étendue de terre faisant partie de la moitié est du lot numéro vingt-neuf dans la seigneurie de Saint-Armand, contenant environ soixante-sept acres de terre en superficie, plus ou moins ; bornée au nord au lot numéro trente, au sud à la ligne sud du lot, à l'ouest à la moitié ouest du dit lot numéro vingt-neuf, et à l'est à une rue projetée (devant être appelée rue Marvin) et à la rue dite *South Street*, et à la réserve de certains droits sur deux sources d'eau vendus par Ebenezer Marvin à un nommé William Mead Pattison, par acte de vente passé devant M. O. Hart, notaire public, en date du huitième jour d'août 1871.

Septièmement.—Quatre lots ou emplacements de village dans le village de Frelighsburg formant partie du lot numéro vingt-neuf de la seigneurie de Saint-Armand, ayant leur front à la rue est, d'une chaîne et seize chaînes, sur une profondeur de quatre chaînes, contenant un vergé trente-quatre verges chacun en superficie.

Pour être vendus au bureau du registrateur du comté de Missisquoi, à Bedford, dans le canton de Stanbridge, district de Bedford LUNDI, le VINGT-HUITIÈME jour de JUILLET prochain, à MIDI Le dit bref rapportable le onzième jour d'août prochain.

P. COWAN, Shérif. Nelsonville, 13 mars 1873. 1101 [Première publication, 22 mars 1873.]

FIERI FACIAS.

Dans la Cour Supérieure pour le Bas-Canada—District de Montréal.

Bedford, à savoir : } L'HONORABLE JOHN HAMILTON, de la cité de Mont-

FIERI FACIAS.

In the Superior Court for Lower Canada,—District of Montreal.

Bedford, to wit : } ALEXANDER CROSS, of the No. 863. } A city and district of Montreal, esquire, advocate, Plaintiff; against the lands and tenements of CHARLES S. PIERCE, of the town of St. Johns, in the district of Iberville, in the Province of Quebec, trader, in his quality of curator to the vacant estate and succession of the late Ebenezer Marvin, and the late Ann Gilston, his wife, both latterly of Frelighsburg, district of Bedford, Defendant.

First.—The south-west quarter of lot number thirty of the seignory of St. Armand, in the district of Bedford, supposed to contain fifty-six acres of land in superficies, more or less.

Second.—A piece or parcel of said lot number thirty, in the seignory of St. Armand, supposed to contain thirty-four acres of land in superficies, be the same more or less, bounded as follows : On the north by the highway leading from Frelighsburg to Stanbridge, on the south by the line dividing lots numbers twenty-nine and thirty, on the east by the mill lot, and on the west by the lands of the representatives of Peleg Spencer, and the lot of land firstly above described—with a barn thereon erected.

Third.—A piece or parcel of land being part of lot number thirty of the seignory of St. Armand, containing thirty-six acres in superficies, be the same more or less ; bounded on the north by the north line of the said lot, on the south by the road leading from Frelighsburg to Bedford and the church property, on the east by the street called Church street, and on the west by the lands of the representatives of the late Peleg Spencer—save and except therefrom the parcel of land in which the school house stands, extent unknown.

Fourth.—A piece or parcel of land being part of lot number thirty in the seignory of St. Armand, containing twenty-four acres in superficies, be the same more or less ; bounded on the north by the north line of said lot, on the south, partly by Main street, the Methodist church property, academy, townhouse, and the lands of one Carpenter, on the west by Church street, and on the east by the east line of the lot.

Fifth.—A parcel of land or emplacement in the village of Frelighsburg, of a triangular form ; bounded on the north by the Episcopal Church property, on the south-west by Mill street, and on the east by Church street, supposed to contain one acre of land in superficies, be the same more or less—with a dwelling house, barn and shed thereon erected.

Sixth.—A piece or parcel of land being part of the east half of lot number twenty-nine in the seignory of St. Armand, containing about sixty-seven acres in superficies, be the same, more or less ; bounded on the north by lot number thirty, on the south by the south line of the lot, on the west by the west half of said lot number twenty-nine, and on the east by a proposed street (to be called Marvin street, and South street, reserving therefrom certain rights to two springs of water sold by Ebenezer Marvin to one William Mead Pattison by deed of sale passed before M. O. Hart, notary public, bearing date the eighth day of August, 1871.

Seventh.—Four village lots or emplacements in the village of Frelighsburg forming part of lot number twenty-nine of the seignory of St. Armand, having their frontage on east street of one chain and sixteen links each, by a depth of four chains, containing one rod, thirty-four rods each in superficies.

To be sold at the office of the registrar for the county of Missisquoi, at Bedford, in the township of Stanbridge and district of Bedford, on MONDAY, the TWENTY-EIGHTH day of JULY next, at the hour of TWELVE of the clock NOON The said writ returnable the eleventh day of August next.

P. COWAN, Sheriff. Nelsonville, 13th March, 1873. 1102 [First published, 22nd March, 1873.]

FIERI FACIAS.

In the Superior Court for Lower Canada—District of Montreal.

Bedford, to wit : } THE HONORABLE JOHN HAMILTON, of the city of Mon-

réal, dans le district de Montréal, sénateur de la Puissance du Canada, Demandeur; contre les terres et tenements de CHARLES S. PIERCE, commerçant, de la ville de St. Jean, dans le district d'Iberville, en sa qualité de curateur d'émment nommé à la succession vacante de feu Ebenzer. Marvin, propriétaires de moulins, en son vivant de Frelighsburg, dans le district de Bedford, Défendeur:

Un lot de terre ou emplacement situé dans le village de Frelighsburg, dans le comté de Missisquoi, dans la Province de Québec, enclavé dans les bornes suivantes, savoir: en front à Pike River, en arrière, à la rue du moulin et à la rue Water Street, d'un côté à une rue projetée communicant de la rue Water jusqu'à la dite rivière, et de l'autre côté à une ligne perpendiculaire courant depuis la dite rue du moulin et le long de l'arrière de la maison sur le dit lot occupé par le meunier du moulin à farine ci-après mentionné, jusqu'à la dite rivière—ensemble un moulin à farine en pierre; la dite maison et un moulin à scier sus-érigés, avec le privilège d'eau en rapport avec les dits moulins ainsi que la dame, circonstances appartenant généralement au dit lot de terre.

Pour être vendu au bureau du registraire pour le comté de Missisquoi, à Bedford, dans le canton de Stanbridge, district de Bedford, LUNDI, le VINGT-HUITIÈME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le quinzième jour d'août prochain.

Bureau du Shérif, Nelsonville, 13 mars 1873.
[Première publication, 22 mars 1873.]

P. COWAN,
Shérif.
1103

treal, in the district of Montreal, a senator of the Dominion of Canada, Plaintiff; against the lands and tenements of CHARLES S. PIERCE, of the town of St. Johns, in the district of Iberville, trader, in his capacity of curator, duly appointed to the vacant estate and succession of the late Ebenezer Marvin, in his lifetime of Frelighsburg, in the district of Bedford, mill-owner, Defendant.

A lot of land or emplacement situate in the village of Frelighsburg, in the county of Missisquoi, in the Province of Quebec, enclosed within the following limits, to wit: in front by Pike-river, in rear by Mill street, and Water street, on one side by a projected street communicating from Water street to the said river; and on the other side by a perpendicular line running from said Mill street, and along the rear of the dwelling house on said lot occupied by the miller of the grist-mill her after referred to, to the said river—with a stone grist-mill, the said dwelling house and a saw-mill thereon erected and being, together with the water privilege connected with said mills, and the dam also connected therewith, and the appurtenances generally belonging to said lot of land.

To be sold at the office of the registrar, for the county of Missisquoi, at Bedford, in the township of Stanbridge, and district of Bedford, on MONDAY, the TWENTY-EIGHTH day of JULY next, at the hour of ELEVEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable the fifteenth day of August next.

Sheriff's Office, Nelsonville, 13rd March, 1873.
[First published, 22nd March, 1873.]

P. COWAN,
Sherif.
1104

Ventes par le Shérif.—Joliette.

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES ET HÉRITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Brei.

FIERI FACIAS.

Cour de Circuit—District de Joliette.

No. 6184. } **HYLAIRE BRISSETTE** dit COUR-CHÈNE, demandeur; contre **TOUSSAINT BOUCHER**, défendeur:

1. Un morceau de terre ou emplacement situé dans le township de Kildare, en la paroisse de Saint-Ambroise, contenant soixante pieds de front, sur cent huit pieds de profondeur; bornée en front par l'emplacement ci-dessus désigné, en profondeur, partie au demandeur et pour partie à François Pellerin, d'un côté à Norbert Vézina, et de l'autre côté à Antoine Boucher—sans bâtisse.

2. Un emplacement situé au même lieu, de soixante pieds de front, sur soixante-et-douze pieds de profondeur, borné en front au chemin de la Reine, en profondeur à l'emplacement ci-dessus mentionné, du côté nord-est à Antoine Boucher ou représentants, et du côté sud-ouest à Gilbert Riopel ou représentants, —avec maison, boutique et autres dépendances.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du comté de Joliette, en la ville de Joliette, MERCREDI, le VINGT-TROISIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le 1er août prochain.

Bureau du Shérif, Joliette, 15 mars 1873.
[Première publication, 22 mars 1873.]

B. H. LEPROHON,
Shérif.
1149

Sherif's Sales.—Joliette.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned **LANDS AND TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin de distraire, afin d'annuler, afin de charge, or other oppositions* to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS.

District of Joliette.

No. 6184. } **HYLAIRE BRISSETTE** dit COUR-CHÈNE, Plaintiff; against **TOUSSAINT BOUCHER**, Defendant.

1. A piece of land or an emplacement situate in the township of Kildare, in the parish of St. Ambrose, containing sixty feet in front by one hundred and eight feet in depth; bounded in front by the emplacement hereinabove described, in rear partly by the plaintiff and partly by François Pellerin, on one side by Norbert Vézina, and on the other side by Antoine Boucher—no buildings.

2. An emplacement situate at the same place, sixty feet in front by seventy-two feet in depth; bounded in front by the Queen's road, in rear by the emplacement hereinabove mentioned, on the north-east by Antoine Boucher or representatives, and on the south-west by Gilbert Riopel or representatives—with house, shop and other dependencies.

To be sold at the registry office for the county of Joliette, in the town of Joliette, on WEDNESDAY, the TWENTY-THIRD day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable the first day of August next.

Sheriff's Office, Joliette, 15th March, 1873.
[First published, 22nd March, 1873.]

B. H. LEPROHON,
Sherif.
1150

VENDITIONI EXPONAS

Cour Supérieure—District de Joliette.

No. 6402. } OCTAVE BEAUDRY, Demandeur; contre DAMASE BEAUDRY, Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Charles Borromée, dans le comté et district de Joliette, contenant deux arpents et demi de front sur vingt arpents de profondeur; bornée en front à la rivière L'Assomption, en profondeur à Onésime Pelland, d'un côté à Damase Larivière, et de l'autre côté à Gaspard Picard—sans bâtisse; à distraire de la dite terre un emplacement d'un demi arpent en superficie, appartenant à Joseph Robillard.

Sujette la dite terre à une rente annuelle de deux minois cinq gallons et une pinte de blé froment, sec, net, royal et marchand, et quatre-vingt-cinq centins argent courant, payable le onze de novembre chaque année, en faveur de Charles H. Panneton, en sa qualité de tuteur à ses enfants mineurs, Lia Panneton, André Alphonse Panneton, Joseph Rodriguez Panneton et Louis Adolphe Panneton, issus de son mariage avec feu Dame Zoé Ducondu, et Charles Marie Horace Panneton, gentilhomme, de Shaville, en France, George E. Panneton, marchand épiciier, de la dite ville de Joliette, et Charlotte Panneton, fille majeure et usante de ses droits, aussi de la dite ville de Joliette, payable la dite rente en la demeure actuelle du dit Charles H. Panneton.

Pour être vendue, sujette comme sedit, à la porte de l'église de la dite paroisse de Saint-Charles Borromée, en la dite ville de Joliette, dans le dit district, MERCREDI, le VINGT-SIXIEME jour du mois de MARS courant, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le premier jour d'avril prochain.

CHARLES B. H. LEPROHON,

Bureau du Shérif,
Joliette, 5 mars 1873.Député Shérif.
959 2

[Première publication, 15 mars 1873.]

VENDITIONI EXPONAS.

Superior Court—District of Joliette.

No. 6402. } OCTAVE BEAUDRY, Plaintiff; against DAMASE BEAUDRY, Defendant.

A farm situated in the parish of St. Charles Borromée, in the county and district of Joliette, containing two arpents and a half in front, by twenty arpents in depth, bounded in front by the river L'Assomption, in rear by Onésime Pelland, on one side by Damase Larivière and on the other side by Gaspard Picard—no buildings; reserving therefrom an emplacement of half an arpent in extent belonging to Joseph Robillard.

Subject the said farm to an annual rent of two bushels five gallons and one pint of wheat-n flour, dry, clean, good and marketable, and eighty five cents currency payable on the eleventh of November of every year, in favor of Charles H. Panneton, in his quality of tutor to his minor children, Lia Panneton, André Alphonse Panneton, Joseph Rodriguez Panneton, and Louis Adolphe Panneton, issue of his marriage with the late Dame Zoé Ducondu, and Charles Marie Horace Panneton, gentleman, of Shaville, in France, George E. Panneton, grocer, of the town of Joliette, and Charlotte Panneton, *filie majeure usant de ses droits*, also of the town of Joliette aforesaid, said rent payable at the actual residence of the said Charles H. Panneton.

To be sold, subject as aforesaid, at the parochial church door of the parish of St. Charles Borromée, in the town of Joliette, in the said district, on WEDNESDAY, the TWENTY-SIXTH day of MARCH instant, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable the first day of April next.

CHARLES B. H. LEPROHON,

Sheriff's Office,
Joliette, 5th March, 1873.Deputy Sheriff.
960 2

[First published, 15th March, 1873.]

Ventes par le Shérif.—Montréal.

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieu respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans le cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS.

Du District de Montréal.

Montréal, à savoir: } AUGUSTIN ROBERT et al.,
No. 3941. } A Demandeurs; contre PATRICE DENEALTI, Défendeur.

Deux emplacements situés en la cité de Montréal, dans le quartier Saint-Jacques, désignés sous les numéros cent soixante-et-trois (163) et cent soixante-et-quatre (164) des plan et livre de renvoi de la subdivision du numéro officiel neuf cent soixante-et-quatorze (974) du dit quartier Saint-Jacques, faits et préparés et déposés d'après les dispositions de l'article 2175, du Code Civil, du Bas-Canada, ces dits emplacements étant aussi désignés sous les mêmes numéros sur un plan fait par J. Rielle, arpenteur, le 20 mai 1871; contenant chaque emplacement vingt-deux pieds de large sur soixante-et-douze pieds de profondeur, le tout mesure anglaise et plus ou moins, bornés en front par la rue Wolfe, en arrière par les représentants de B. H. Lemoine, d'un côté par le numéro cent soixante-et-deux des dits plans et d'autre côté par le numéro cent soixante-et-cinq, des mêmes plans, sans bâtisses; avec en outre droit dans un passage de huit pieds de largeur sur une longueur de quarante pieds environ, mesure anglaise, laissé à

Sheriff's Sales.—Montreal.

PUBLIC NOTICE is hereby given, that the under-mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized and will be sold at the respective times and places as mentioned below. All persons having claims on the same, which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire or afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of the sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS.

From the District of Montreal.

Montreal, to wit: } AUGUSTIN ROBERT et al.,
No. 3941. } A Plaintiffs; against PATRICE DENEALTI, Defendant.

Two lots situate in the city of Montreal, St. James ward, described as numbers one hundred and sixty three (163), and one hundred and sixty four (164) on the plan and book of official reference of the subdivision of the official number nine hundred and seventy-four (974) of St. James ward aforesaid, drawn, prepared and deposited pursuant to the provisions of article 2175 of the Civil Code of Lower Canada. The said lots being likewise described under the same numbers on a plan drawn by J. Rielle, surveyor, on the twentieth of May 1871, containing each twenty two feet in width by seventy two feet in depth, the whole english measure and more or less, bounded in front by Wolfe street, in rear by the representatives of B. H. Lemoine, on one side by number one hundred and sixty-two on the said plans, and on the other side by number one hundred and sixty five on the same plans, without buildings; with also the right to a passage eight feet wide, by a length of about forty feet, english measure, left forever between

perpétuité entre le dit lot numéro cent soixante-et-quatre et le lot numéro cent soixante-et-cinq appartenant au nommé Joseph Deneault—avec le droit de bâtir au-dessus du dit passage à une hauteur de pas moins de dix pieds du sol et sujet le dit passage à toutes les charges passives qui peuvent exister à l'égard d'icelui, en vertu d'un contrat de vente consenti par les Demandeurs, au dit Joseph Deneault, devant le dit J. O. Bureau, notaire, le quatre juillet mil huit cent soixante-et-douze.

Pour être vendus, en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures et demie de l'avant-midi. Le dit Bref rapportable le vingt-cinquième jour de juillet prochain.

C. A. LEBLANC, Sherif.
Bureau du Sherif, Montréal, 19 mars 1873. 1139
[Première publication, 22 mars 1873.]

FIERI FACIAS.

Cour de Circuit—Montréal.

Montréal, à savoir : } A UGUSTIN ROBERT *et al.*,
No. 5956. } Demandeur; contre MATHIAS LAVIGNE, Défendeur.

Deux emplacements sis et situés en la cité de Montréal, dans le quartier Saint-Jacques, désignés sous les numéros cent cinquante-neuf, et cent soixante du plan et livre de renvoi de la subdivision du numéro officiel neuf cent soixante-et-quatorze du dit quartier Saint-Jacques, faits et préparés et déposés d'après les dispositions de l'article 2175 du code civil du Bas-Canada, ces dits emplacements étant aussi désignés sous les mêmes numéros d'un plan fait par J. Rielle, arpenteur juré, en date du neuf mai 1871; contenant chaque emplacement vingt-deux pieds de largeur, sur soixante-et-douze pieds de profondeur, le tout mesure anglaise et plus ou moins; bornés en front par la rue Wolfe, en arrière par les représentants B. H. Lemoine, d'un côté par le numéro cent cinquante-huit du dit plan et d'autre côté par le numéro cent soixante-et-un, du même plan,—sans bâtisses, avec en outre tous les droits actifs que les dits vendeurs ont et pourraient avoir dans un passage de huit pieds de largeur sur une longueur de quarante pieds environ mesure anglaise, laissé à perpétuité entre le dit lot numéro cent-soixante, et le lot cent soixante-et-un, appartenant au nommé Dosithe Verronneau, avec le droit de bâtir au-dessus du dit passage à une hauteur de pas moins de dix pieds du sol et sujet le dit passage à toutes les charges passives qui peuvent exister à l'égard d'icelui, le tout en vertu et tel qu'établi dans un contrat de vente par les vendeurs à Dosithe Verronneau, passé devant le dit J. O. Bureau, N. P., le quatre juillet dernier.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-cinquième jour de juillet prochain.

C. A. LEBLANC, Sherif.
Bureau du Sherif, Montréal, 19 mars 1873. 1141
[Première publication, 22 mars 1873.]

VENDITIONI EXPONAS.

District of Montreal.

Montréal, à savoir : } CALIXTE BRUNET dit LE-
No. 732. } TANG, Demandeurs; contre HERMENEGLDE VIAU dit JANVEAU, Défendeur.

Les dites terres et tenements mentionnées et décrits en la cédule annexée au dit bref marquée A, comme suit, savoir :

1. Un lot de terre situé en la paroisse Pointe-Claire, au trait carré de la côte St. Rémy, dans le district de Montréal, de la contenance d'un arpent et demi de front sur deux arpents et demi de profondeur, plus ou moins, tenant par devant et d'un côté par Guillaume Lecavalier, de l'autre côté en profondeur par Remi Adélar Viau—sans bâtisses

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de la Pointe Claire, le PREMIER jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le huitième jour d'avril prochain

C. A. LEBLANC, Sherif.
Bureau du shérif, Montréal, 11 mars 1873. 991 2
[Première publication, 15 mars 1873.]

the said lot number one hundred and sixty-four and lot number one hundred and sixty-five belonging to Joseph Deneault, with the right to built over the said passage from a height of not less than ten feet from the surface the said passage being subject to all the passive charges which may exist respecting the same in virtue of a deed of sale passed by the said plaintiffs to the said Joseph Deneault, before the said J. O. Bureau, notary, on the fourth of July, one thousand eight hundred and seventy-two.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-THIRD day of JULY next, at the hour of half past TEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-fifth July next.

C. A. LEBLANC, Sheriff.
Sheriff's Office, Montreal, 19th March, 1873. 1140
[First published, 22nd March, 1873.]

FIERI FACIAS.

Circuit Court—Montréal.

Montréal, to wit : } A UGUSTIN ROBERT *et al.*,
No. 5956. } Plaintiff; against MATHIAS LAVIGNE, Defendant:

Two lots situate in the city of Montreal, St. James ward, described as numbers one hundred and fifty-nine (159) and one hundred and sixty (160) on the plan and book of official reference of the subdivision of the official number nine hundred and seventy-four (974) of St. James ward aforesaid, made, drawn and deposited pursuant to the provisions of article 2175 of the Civil Code of Lower Canada. The said lots being likewise described under the same numbers on a plan drawn by J. Rielle, sworn surveyor, on the ninth of May 1871, containing each twenty-two feet in length by seventy-two feet in depth, the whole english measure and more or less, bounded in front by Wolfe street, in rear by the representatives of B. H. Lemoine, on one side by number one hundred and fifty-eight on the said plan, and on the other side by number one hundred and sixty-one on the same plan, without buildings; with also all the said vendors' rights, the right to a passage eight feet wide, by a length of about forty feet, english measure, left forever between the said lot number one hundred and sixty, and lot number one hundred and sixty-one belonging to one Dosithe Verronneau, with the right to built over the said passage from a height of not less than ten feet from the surface, the said passage being subject to all the passive charges which may exist respecting the same in virtue of a deed of sale passed by the said plaintiffs to the said Dosithe Verronneau, before the said J. O. Bureau, notary, on the fourth of July last.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-THIRD day of JULY next, at the hour of TEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-fifth day of July next.

C. A. LEBLANC, Sheriff.
Sheriff's Office, Montreal, 19th March, 1873. 1142
[First published, 22nd March, 1873.]

VENDITIONI EXPONAS.

District of Montreal.

Montréal, to wit : } CALIXTE BRUNET dit LE-
No. 732. } TANG, Plaintiff; against HERMENEGLDE VIAU dit JANVEAU, Defendant.

Said lands and tenements mentioned and set forth in the schedule annexed to the said writ marked A as follow, to wit :

1 A lot of land situate and being in the parish of Pointe Claire, at the *trait carré* of la cote St. Rémy, in the district of Montréal, containing one arpent and a half in front by two arpents and a half in depth, more or less, bounded in front and on one side by Guillaume Lecavalier, on the other side and in rear by Remi Adélar Viau—no buildings

To be sold at the parochial church door of the parish of Pointe Claire, on the FIRST day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon. The said Writ returnable the eighth day of April next.

C. A. LEBLANC, Sheriff.
Sheriff's Office, Montreal, 11 March, 1873. 992 2
[First published, 15th September, 1873.]

FIERI FACIAS.

District of Montreal.

Montreal, à savoir: } LES DAMES RELIGIEUSES,
No. 2450. } LES SOEURS HOSPITALIERES
DE ST. JOSEPH DE L'HOTEL-DIEU DE MON-
TRÉAL. Demandereses; contre les terres et ténements
mentionnés et décrits en la cédule marquée A.,
annexée au dit bref, en les mains et possession de
Louis N. Brault, curateur au délaissement fait en cette
cause par PAUL VINCESLAS WILFRED DORION,
Défendeur; savoir:

Toutte cette étendue de terre et prémisses sises et
situées dans le quartier St. Louis de la cité de Mon-
tréal, contenant cent pieds de largeur en front, s'élar-
gissant graduellement jusqu'à cent cinquante pieds de lar-
geur en arrière, cent trente-six pieds dans la ligne
nord-est, et cent soixante-sept dans la ligne sud-ouest,
sans cependant aucune mesure précise et contées
dans les bornes suivantes, à savoir: en front à la rue
Sherbrooke, en arrière à William Wilson comme re-
présentant David H. Taylor, au côté nord-est par la
rue Cadieux, et au côté sud-ouest à la ligne projetée
de la rue George Hypolite, avec quatre bâtisses en
briques sus-érigées. Le dit lot étant connu sous le
numéro huit cent soixante sur le plan officiel et le
livre de renvoi de la cité de Montréal pour le quar-
tier St. Louis.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de
Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour de MAI pro-
chain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rap-
portable le dix-septième jour de juin prochain.

C. A. LEBLANC,

Bureau du Shérif.

Sheriff.

Montreal, 22 janvier 1873.

395 2

[Première publication, 25 janvier 1873.]

FIERI FACIAS.

Montreal, à savoir: } JAMES CALCOTT, junior,
No. 1604. } Demandeur: contre les
terres et ténements de ORIA EDSON et de MISS
LUCIE ANNE ALIAS LUCIAN CARPENTER, Défend-
eurs.

Saisi comme appartenant aux dits défendeurs, cha-
cun la juste moitié indivise de la terre ci-après
décrite, savoir:

1. Un lot de terre situé sur l'Isle de Sainte-Thérèse,
au la paroisse de Saint-Joseph de Chambly, dans le
district de Montréal, de la contenance d'environ
soixante arpents en superficie; borné au nord-ouest,
au nord et à l'est par la rivière Richelieu, et de l'autre
côté par François Charrétier. Le dit lot étant le nu-
méro trois cent cinquante-neuf (359), aux plan et livre
de renvoi officiels de la dite paroisse de Chambly.

Saisi comme appartenant à la dite Miss Lucie Anne
alias Lucian Carpenter

2. Un lot de terre situé dans la dite paroisse de
Chambly, de la contenance de six arpents de front
sur vingt-cinq arpents, plus ou moins, de profondeur,
tenant par un bout au Canal de Chambly, par
l'autre bout partie par Antoine L. Fréchette et
autres, et partie à un chemin, d'un côté à Martin
Molarky, et de l'autre côté à un chemin de montée—
avec une maison et autres bâtiments dessus construits;
étant le dit lot numéro trois cent quarante-six (346),
aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse
de Chambly.

3. Un autre lot de terre situé au même endroit, de
deux arpents de front sur environ vingt-cinq arpents
de profondeur, tenant par un bout au Canal de Cham-
bly, par l'autre bout au chemin de la Reine, d'un côté
à Antoine L. Fréchette, et de l'autre côté au dit che-
min de montée—sans bâtisses; étant le numéro trois
cent quarante-sept (347), aux dits plan et livre de
renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Joseph de
Chambly.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale
de la dite paroisse de Saint-Joseph de Chambly, le
QUINZIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures
de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trentième
jour d'avril prochain.

C. A. LEBLANC,

Bureau du Shérif.

Sheriff.

Montreal, 10 décembre 1872.

3919 3

[Première publication, 14 décembre 1872.]

FIERI FACIAS.

District of Montreal.

Montreal, to wit: } LES DAMES RELIGIEUSES
No. 2450. } LES SOEURS HOSPITALIERES
DE ST. JOSEPH DE L'HOTEL DIEU DE MON-
REAL. Plaintiffs; against the lands and tenements
mentioned and set forth in the schedule marked A. an-
nexed to the said writ, in the possession of Louis N.
Brault, curator to the surrender in this cause made
by PAUL VINCESLAS WILFRED DORION, Defen-
dant, to wit:

All that certain lot of land and premises situate,
lying and being in the St. Lewis ward, of the city of
Montreal, containing one hundred feet wide in front,
gradually enlarging to one hundred and five feet wide
in rear, one hundred and thirty six feet on the north-
easterly side line and one hundred and sixty-seven
on the south-westerly side line, without however any
warranty as to any of said measurements and as con-
tained in the following boundaries, to wit: in front by
Sherbrooke street, in rear by William Wilson as
representing David H. Taylor, on the north-easterly
side by Cadieux street, and on the south-westerly side
by the projected line of George Hypolite street—with
four brick buildings thereon erected. The said lot
being known under number eight hundred and sixty
on the official plan and book of reference of the city
of Montreal, St. Lewis ward.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on
the TWENTY-SEVENTH day of MAY next, at the
hour of TEN of the clock in the forenoon. The said
writ returnable on the seventeenth day of June next.

C. A. LEBLANC,

Sheriff's Office,

Sheriff.

Montreal, 22nd January, 1873.

396 2

[First published, 25th January 1873.]

FIERI FACIAS.

Montreal, to wit: } JAMES CALCOTT, junior,
No. 1604. } Plaintiff; against the lands
and tenements of ORIA EDSON, and of MISS
LUCIE ANNE ALIAS LUCIAN CARPENTER, Defendants.

Seized as belonging to the said defendants, each an
undivided half of the property hereinafter described,
to wit:

1. A lot of land situate in L'Isle de Ste. Thérèse, in the
parish of St. Joseph de Chambly, in the district of
Montreal, containing about sixty arpents in extent;
bounded on the north-west, north and east by the river
Richelieu, and on the other side by François Char-
rétier. Said lot being known as number three hundred
and fifty-nine (359), on the plan and book of official
reference for the parish of Chambly aforesaid.

Seized as belonging to the said Miss Lucie Anne
alias Lucian Carpenter.

2. A lot of land situate in the parish of Chambly
aforesaid, containing six arpents in front by twenty-
five arpents in depth, more or less; bounded at one
end by the Chambly Canal, at the other end partly by
Antoine L. Fréchette and others, and partly by a road,
on one side by Martin Molarky, and on the other side
by a hill road—with a house and other buildings
thereon erected; said lot being number three hundred
and forty-six (346), on the plan and book of official
reference for the said parish of Chambly.

3. Another lot of land situate at the same place, two
arpents in front by twenty-five arpents in depth;
bounded at one end by the Chambly Canal, at the
other by the Queen's road, on one side by Antoine
L. Fréchette, and on the other side by the said hill
road—without buildings; being number three hun-
dred and forty-seven (347), on the said plan and book
of official reference for the said parish of St. Joseph
de Chambly.

To be sold, at the parochial church door of the pa-
rish of St. Joseph de Chambly, on the FIFTEENTH
day of APRIL next, at TEN of the clock in the fore-
noon. Said Writ returnable the thirtieth day of April
next.

C. A. LEBLANC,

Sheriff's Office,

Sheriff.

Montreal, 10th December, 1872.

3920 3

[First published, 14th December, 1872.]

FIERI FACIAS.

Cour du Recorder de la cité de Montréal.

Montréal, à savoir : } **L** E TRESORIER DE LA CITE
No. 1263. } **D** E MONTREAL, Deman-
deur : contre les terres et tenements de **DAME AN-
GELIQUE LENOIR ROLLAND** veuve d'Olivier Tes-
sier, Défenderesse.

Un emplacement situé dans le quartier Sainte-
Anne, de la cité de Montréal, étant le numéro douze
cent quatre-vingt-dix-sept sur le plan officiel et le livre
de renvoi du dit quartier Sainte-Anne, préparés pour
les fins d'enregistrement ; borné en front à la rue
Saint-Joseph.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité et
district de Montréal, le SEIZIEME jour de JUIN pro-
chain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rap-
portable le vingt-cinquième jour de juin prochain.

C. A. LEBLANC,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 10 décembre 1872. 3921 3
[Première publication, 14 décembre 1872.]

FIERI FACIAS.

Cour du Recorder de la Cité de Montréal.

Montréal, à savoir : } **L** E TRESORIER DE LA CITE
No. 203. } **D** E MONTREAL, Deman-
deur ; contre les terres et tenements de **JOSEPH
OUELLETTE**, Défendeur.

Un lot de terre ou emplacement situé dans le quar-
tier Saint-Louis de la cité de Montréal, étant le numé-
ro mille trente-quatre sur le plan officiel et le livre de
renvoi du dit quartier Saint-Louis, préparé pour les
fins d'enregistrement ; borné en front par la rue Saint-
Dominique.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité et district
de Montréal, le SEIZIEME jour de JUIN prochain, à
DIX heures ET DEMIE du matin. Le dit bref rappor-
table le vingt-cinquième jour de juin prochain.

C. A. LEBLANC,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 10 décembre 1872. 3923 3
[Première publication, 14 décembre 1872.]

FIERI FACIAS.

Recorder's Court of the City of Montreal.

Montreal, to wit : } **T** HE TREASURER OF THE
No. 1263. } **C** I T Y OF MONTREAL,
Plaintiff ; against the lands and tenements of **DAME
ANGELIQUE LENOIR ROLLAND**, widow Olivier
Tessier, Defendant.

A lot of land or emplacement situate in the Ste.
Ann's Ward, of the city of Montreal, being numbered
twelve hundred and ninety-seven, in the official plan
and book of reference of the said Ste. Ann's Ward,
prepared for registration purposes, bounded in front
by St. Joseph street.

To be sold at my office, in the city and district of
Montreal, on the SIXTEENTH day of JUNE next, at
TEN o'clock in the forenoon. The said Writ return-
able on the twenty-fifth day of June next.

C. A. LEBLANC,

Sheriff's Office, Shérif.
Montreal, 10th December, 1872. 3922 3
[First published, 14th December, 1872.]

FIERI FACIAS.

Recorder's Court of the City of Montreal.

Montreal, to wit : } **T** HE TREASURER OF THE
No. 203. } **C** I T Y OF MONTREAL,
Plaintiff ; against the lands and tenements of **JOSEPH
OUELLETTE**, Defendant.

A lot of ground or emplacement situate in the St.
Louis Ward, of the city of Montreal, being numbered
one thousand and thirty-four (1034), on the official
plan and book of reference of the said St. Louis
Ward, prepared for registration purposes ; bounded
in front by St. Dominique street.

To be sold at my office, in the city and district of
Montreal, on the SIXTEENTH day of JUNE next, at
HALF PAST TEN o'clock in the forenoon. The said
writ returnable on the twenty-fifth day of June next.

C. A. LEBLANC,

Sheriff's Office, Shérif.
Montreal, 10th December, 1872. 3924 3
[First published, 14th December, 1872.]

Ventes par le Shérif—Ottawa.

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les
TERRES ET HERITAGES sous-mentionnés ont
été saisis et seront vendus aux temps et lieux respec-
tifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes
ayant à exercer à cet égard des réclamations que le
Registreur n'est pas tenu de mentionner dans son cer-
tificate, en vertu de l'article 700 du code de procédure
civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de
les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions
afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou
autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de
Venditioni Exponas, doivent être déposées au bureau
du sousigné avant les quinze jours qui précéderont
immédiatement le jour de la vente ; les oppositions
afin de conserver peuvent être déposées en aucun
temps dans les six jours après le rapport du Bref.

De la Cour de Circuit—Thurso.

Ottawa } **L** 'HONORABLE LOUIS JOSEPH PA-
No. 53. } **P** I N E A U, seigneur de la seigneurie
de La Petite Nation, dans le circuit et district d'Ou-
tawais, où il réside, Demandeur ; contre les terres
et tenements de **MICHEL LABADIE**, junior, de la
seigneurie de La Petite Nation susdite, Défendeur,
et **MM. Laframboise & Papineau**, demandeurs par
distraction de frais, à savoir : La moitié sud du lot
numéro treize du rang des Cascades dans la paroisse
de Sainte-Angélique, contenant deux arpents de front
sur vingt-huit arpents de profondeur, plus ou moins,
bornée en devant par la rivière Petite Nation, en ar-
rière par les terres du rang Saint-Charles, d'un côté
par l'autre moitié du lot susdit, propriété des dits
acheteurs, et de l'autre côté par la moitié nord-est du
lot numéro quatorze, la propriété de **Séraphim Laba-
die**—sans bâtisse dessus érigée.

Pour être vendue à la porte de l'église de la susdite
paroisse de Sainte-Angélique, le PREMIER jour
d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Sheriff's Sales.—Ottawa.

PUBLIC NOTICE is hereby given, that the under-
mentioned LANDS and TENEMENTS have been
seized, and will be sold at the respective times and
places mentioned below. All persons having claims
on the same, which the Registrar is not bound to in-
clude in his certificate, under article 700 of the Code
of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby re-
quired to make them known according to law. All
oppositions afin d'annuler, afin de distraire or afin de
charge, or other oppositions to the sale, except in cases
of Venditioni Exponas, are required to be filed with
the undersigned, at his office, previous to the fifteen
days next preceding the day of sale ; oppositions afin
de conserver may be filed at any time within six days
next after the return of the Writ.

From the Circuit Court—Thurso.

Ottawa } **T** HE HONORABLE LOUIS JOSEPH
No. 53. } **P** A P I N E A U, seignior of the seignory
of La Petite Nation, in the circuit and district of Otta-
wa where he resides, Plaintiff ; against the lands and
tenements of **MICHEL LABADIE**, junior, of the sei-
gnory of La Petite Nation aforesaid, Defendant ; and
Messrs. Laframboise & Papineau, plaintiffs sur dis-
trraction de frais, to wit : The south half of lot number
thirteen of Cascades range in the parish of Ste. Ange-
lique, containing two arpents in front by twenty-eight
arpents in depth more or less ; bounded in front by
the Petite Nation river, in rear by the lands of St.
Charles range, on one side by the other half of said
lot, property of said purchasers, and on the other side
by the north-east half of lot number fourteen, property
of **Séraphim Labadie**—without buildings thereon erec-
ted.

To be sold at the church door of the parish of Ste.
Angélique aforesaid, on the FIRST day of AUGUST
next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. The

Le dit bref rapportable le septième jour d'août 1873.

Bureau du Sherif,
Aylmer, 17 mars 1873.
[Première publication, 22 mars 1873.]

LOUIS M. COUTLÉE,
Sherif.
1095

Ventes par le Shérif—Québec.

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TEIRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le **Régistrateur** n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } **HENRY HOPE SEWELL**,
No. 1243. } marchand, des cité et district
de Québec; contre **JOSEPH GAUMONT**, fils, com-
merçant, de la ville de Lévis, dans le comté de Lévis,
dans le district de Québec, à savoir:

Un lopin de terre sis et situé à Dallaireville, ville de Lévis, étant le lot numéro dix-huit, consistant en quarante-six pieds et demi de front, sur la rue Eden, ou environ, sur quatre-vingt-un pieds de profondeur, plus ou moins; borné en front à la dite rue Eden, en arrière à l'extrémité de la dite profondeur, d'un côté, au nord-est, au lot numéro dix-sept, appartenant à François Brochu, et de l'autre côté, au sud-ouest, au lot numéro dix-neuf, appartenant à François-Xavier Dumont, mesure anglaise—ensemble la maison sus-érigée, circonstances et dépendances.

Pour être vendu, à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame de la Victoire, le **DIX-SEPTIEME** jour d'**AVRIL** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le sixième jour de mai prochain.

C. ALLEYN,

Québec, 6 décembre 1872. Sherif.
[Première publication, 14 décembre 1872.] 3927 3

FIERI FACIAS.

Circuit de Québec.

Québec, à savoir: } **EDOUARD MOISAN**, de Qué-
No. 1437. } bec, épicier; contre **JEAN**
SAINT-JEAN, du même lieu, charretier, à savoir:

Un emplacement situé sur le côté sud de la rue Notre-Dame des Anges, en la paroisse Saint-Roch de Québec, de quarante-trois pieds anglais de front, sur quarante pieds anglais de profondeur; borné en front par la dite rue Notre-Dame des Anges, en arrière à une propriété appartenant au Dr. Rousseau ou représentants, au sud-ouest à Isaac Dorion, et au nord-est à F. X. Audibert—sans aucune bâtisse dessus construite; les sheds ou abris et clôtures construits sur icelui devant être enlevés par les propriétaires d'iceux, qui les ont posés temporairement. Ce lot étant numéro mille soixante-douze donné sur le plan du quartier Jacques-Cartier de Québec et au livre de référence d'icelui fait par le commissaire des terres de la couronne.

Pour être vendu, à mon bureau, en le palais de justice, en la cité de Québec, le **DIX-HUITIEME** jour d'**AVRIL** prochain, à **DIX** heures du matin. Le dit bref rapportable le vingt-huitième jour d'avril prochain.

C. ALLEYN,

Québec, 11 décembre 1872. Sherif.
[Première publication, 14 décembre 1872.] 3929 3

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } **LA SOCIETE D'EDUCATION**
No. 813. } du district de Québec; contre
l'honorable **FELIX ODILON GAUTHIER**, l'un des
juges de la cour supérieure pour le Bas-Canada, de la

said writ returnable the seventh day of August 1873.

Sheriff's Office,
Aylmer, 17th March, 1873.
[First published, 22nd March, 1873.]

LOUIS M. COUTLÉE,
Sheriff.
1096

Sheriff's Sales—Quebec.

PUBLIC NOTICE is hereby given, that the under-mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same, which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler*, *afin de distraire* or *afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS.

Québec, to wit: } **HENRY HOPE SEWELL**, of
No. 1243. } the city and district of Québec,
merchant; against **JOSEPH GAUMONT**, the elder,
of the town of Lévis, in the county of Lévis, in the
district of Québec, trader, to wit:

A lot of land situate, lying and being in Dallaireville, town of Lévis, being lot number eighteen, consisting of forty-six feet and one half frontage on Eden street or thereabouts, by eighty-one feet in depth, more or less, bounded in front by Eden street aforesaid, in rear by the end of the said depth, on one side to the north east by lot number seventeen belonging to François Brochu, on the other side to the south-west by lot number nineteen belonging to François Xavier Dumont, english measure—with the house thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold, at the church door of the parish of Notre Dame de la Victoire, on the **SEVENTIENETH** day of **APRIL** next, at **TEN** o'clock in the forenoon. The said Writ returnable on the sixth day of May next.

C. ALLEYN,

Québec, 6th December, 1872. Sheriff.
[First published, 14th December, 1872.] 3928 3

FIERI FACIAS.

Quebec Circuit.

Québec, to wit: } **EDOUARD MOISAN**, of Québec,
No. 1437. } grocer; against **JEAN SAINT-**
JEAN, of the same place, carter, to wit:

An emplacement situate on the south side of Notre-Dame des Anges street, in the parish of St. Roch de Québec, forty-three feet (english), in front by forty feet (english), in depth; bounded in front by Notre-Dame des Anges street aforesaid, in rear by a property belonging to Dr. Rousseau or representatives, on the south-west by Isaac Dorion, and on the north-east by F. X. Audibert—without any of the buildings thereon erected; the sheds and fence built thereon are to be removed by the proprietors who have placed them there temporarily. Said lot being number one thousand and seventy-one given upon the plan for Jacques-Cartier ward, Québec, and the book of reference thereto, made by the Commissioner of Crown Lands.

To be sold, at my office, in the court house, in the said city of Québec, on the **EIGHTEENTH** day of **APRIL** next, at **TEN** o'clock in the forenoon. The said Writ returnable on the twenty-eighth day of April next.

C. ALLEYN,

Québec, 11th December, 1872. Sheriff.
[First published, 14th December, 1872.] 9330 3

FIERI FACIAS.

Québec, to wit: } **LA SOCIETE D'EDUCATION**,
No. 813. } of the district of Québec;
against the honorable **FELIX ODILON GAUTHIER**,
one of the judges of the superior court for Lower

paroisse de Saint-Thomas, dans le district de Montmagny, à savoir :

1. Un emplacement situé en la haute-ville de Québec, sur le côté sud-ouest de la rue Sainte-Famille, contenant trente-trois pieds de front, mesure anglaise, sur la dite rue, sur soixante-neuf pieds, même mesure, de profondeur sur la ligne est et soixante-huit pieds, pareille mesure, de profondeur, sur la ligne ouest, aboutissant aux terrains de Louis Bilodeau ou représentants, et formant une superficie de deux mille deux cent soixante pieds et demi carré, mesure anglaise; borné par devant, vers le nord-est, à la rue Sainte-Famille, et par derrière, vers le sud-ouest, partie aux représentants de Louis Bilodeau et partie au terrain ou passage ci-après désigné, du côté nord aux représentants de feu Charles Turgeon, et du côté sud partie à Benjamin Léveque et partie au dit Louis Bilodeau ou leurs représentants—avec ensemble la maison en pierre, à deux étages, et hangar dessus construits, circonstances et dépendances.

2. Un certain lot de terrain ou passage contenant huit pieds de front environ sur la profondeur qui peut se trouver depuis l'alignement sud-ouest du terrain ci-dessus premièrement désigné à aller à l'alignement nord-est de la rue Saint-François; borné par devant, au sud-ouest, à la dite rue Saint-François, et par derrière, au nord-est, à l'emplacement ci-dessus premièrement désigné, et des côtés nord et sud à Louis Bilodeau ou représentants, circonstances et dépendances; avec le droit de mitoyenneté dans les murs de chaque côté du dit passage jusqu'à la hauteur de dix pieds.

Les dits deux lots étant le numéro (2947) donné sur le plan du quartier du Palais de la cité de Québec, et au livre de référence d'icelui, fait par le commissaire des terres de la couronne: les dits deux lots formant un seul lot et seront vendus comme un lot.

Pour être vendus, à mon bureau, en le palais de justice, en la cité de Québec, le VINGT-HUITIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le dixième jour de juin prochain.

C. ALLEYN,

Québec, 20 janvier 1873.

Shérif.

[Première publication, 25 janvier 1873.] 351 2

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } JEAN-BAPTISTE POULIOT, No. 1139. } écuyer, notaire, de la paroisse de la Rivière-du-Loup, dans le comté de Témiscouata, en sa qualité de curateur, dûment élu en justice à la succession vacante de feu Alexandre Fraser, écuyer, en son vivant seigneur de la Rivière-du-Loup et autres lieux; contre DAME MARIE-ANTOINETTE LEBLOND, veuve en première noce de feu Gaspard Drolet, écuyer, et épouse en seconde noce de John Nelson, écuyer, et dûment séparée de biens d'avec lui, demeurant tous deux à Saint-Hyacinthe, dans le district de Saint-Hyacinthe, et le dit John Nelson mis en cause pour assister sa dite épouse, à savoir :

Un certain terrain ou emplacement situé en la Haute-Ville de Québec, sur le côté sud de la rue Saint-Louis, ayant vingt-quatre pieds plus ou moins de front, sur la profondeur qu'il peut y avoir à partir de la rue Saint-Louis à aller au pied du Cavalier du Mont Carmel ou des fortifications; borné par devant à la dite rue Saint-Louis, par derrière au bout de la dite profondeur, d'un côté au nord-est aux représentants de feu François Duval, et d'autre côté au sud-ouest à James Motz, écuyer, avocat, représentant Jean Langevin, écuyer, maintenant Henri-Thomas Taschereau, écuyer—avec ensemble la maison à deux étages dessus construite, hangar, circonstances et dépendances. Lequel immeuble est le numéro (2601) donné sur le plan du quartier Saint-Louis, de la cité de Québec, et au livre de référence d'icelui fait par le commissaire des terres de la couronne.

Pour être vendus à mon bureau, en le palais-de-justice, en la cité de Québec, le VINGT-NEUVIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le neuvième jour de juin prochain.

C. ALLEYN,

Québec, 21 janvier 1873.

Shérif.

[Première publication, 25 janvier 1873.] 347 2

Canada, of the parish of St. Thomas, in the district of Montmagny, to wit :

1. An emplacement situate in the Upper Town of Quebec, on the western alignment of Ste. Famille street, containing thirty-three feet in front, english measure, on the said street, by sixty-nine feet same measure in depth on the eastern alignment, and sixty-eight feet same measure, in depth on the western alignment, ending at the property of Louis Bilodeau or representatives, and forming an extent of two thousand two hundred and sixty feet and a half square, english measure; bounded in front to the north-east by Ste. Famille street, in rear to the south-west partly by the representatives of Louis Bilodeau, and partly by the lot or passage hereinafter described, on the north by the representatives of the late Charles Turgeon, and on the south partly by Benjamin Léveque, and partly by the said Louis Bilodeau or representatives—with the two story stone house and hangard thereon erected, appurtenances and dependencies.

2. A certain lot of land or passage, containing eight feet in front or thereabouts by the depth that may be found between the south western alignment of the lot firstly hereinabove described, and the north eastern alignment of St. François street; bounded in front to the south-west by St. François street aforesaid, in rear to the north-east by the emplacement hereinabove firstly described, and on the north and south sides by Louis Bilodeau or representatives—appurtenances and dependencies, with right of *mitoyenneté* in the walls on eachside of the passage up to the height of ten feet.

The said above two lots being number (2947), given upon the plan for Palace Ward, Quebec, and the book of reference thereto made by the Commissioner of Crown Lands. Said two lots forming one single lot, and to be sold as such.

To be sold, at my office, in the court house, in the said city of Quebec, on the TWENTY-EIGHTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the tenth day of June next.

C. ALLEYN,

Québec, 20th January, 1873.

Sheriff.

[First published, 25th January, 1873.] 352 2

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } JEAN-BAPTISTE POULIOT, No. 1139. } esquire, notary public, of the parish of River du Loup, in the county of Témiscouata, in his quality of curator appointed in due course of law to the vacant estate of the late Alexandre Fraser, esquire, in his lifetime, seignior of Rivière du Loup, and other places; against DAME MARIE ANTOINETTE LEBLOND, widow by her first marriage of the late Gaspard Drolet, esquire, and wife by her second marriage of John Nelson, esquire, and duly separated as to property from him, both residing at St. Hyacinthe, in the district of St. Hyacinthe, and the said John Nelson, *mis en cause* to assist his said wife, to wit :

A certain lot or emplacement situate in the Upper Town of the city of Quebec, on the south side of St. Lewis street, measuring twenty-four feet, more or less, in front by the depth that may be found starting from St. Lewis street, to the foot of the Le Cavalier de Mont Carmel, or the fortifications; bounded in front by Lewis street aforesaid, in rear by the end of the said depth, on one side to the north-east by the representatives of the late François Duval, and on the other side to the south-west by James Motz, esquire, advocate, representing Jean Langevin, esquire, now Henri Thomas Taschereau, esquire—together with the two story house thereon erected, hangard, circumstances and dependencies; this lot being number (2601), given upon the plan for St. Lewis Ward, Quebec, and the book of reference thereto made by the Commissioner of Crown Lands.

To be sold, at my office, in the court house, in the city of Quebec, on the TWENTY-NINTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the ninth day of June next.

C. ALLEYN,

Québec, 21st January, 1873.

Sheriff.

[First published, 25th January, 1873.] 348 2

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **DAME JULIE ANGEЛИQUE**
 No. 2091. } **BADEAUX**, de la ville des
 Trois-Rivières, veuve de feu Louis Charles Cressé ;
 contre **PATRICK FLANAGAN**, charretier, des cité et
 district de Québec, à savoir :

Une partie d'emplacement situé au faubourg Saint-Louis, dans le quartier Montcalm, de la cité de Québec, contenant vingt pieds de front sur cent pieds environ de profondeur ; borné par devant vers l'ouest à la rue d'Artigny, vers l'est à William Kirwin, joignant d'un côté vers le nord à la rue Sainte-Julie, et d'autre côté vers le sud à madame Robert Fitzgerald—avec une maison, etabli ci-dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet à une rente constituée de deux louis dix chelins et un denier payable annuellement au premier août, en faveur de Dame Julie Angelique Badeaux, des Trois-Rivières, veuve de feu Louis Charles Cressé, le dit lot étant le numéro (4253) donné sur le plan du quartier Montcalm, de la cité de Québec, et au livre de renvoi d'icelui fait par le commissaire des terres de la couronne.

Pour être vendu à mon bureau, en le palais-de-justice, en la cité de Québec, le VINGT-HUITIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le dixième jour de juin prochain.

Québec, 20 janvier 1873. *Sherif.*
 [Première publication, 25 janvier 1873.] 349 2

FIERI FACIAS.

Cour du Recorder.

Québec, à savoir : } **LA CORPORATION DE LA**
 No. 3045. } **CITE DE QUEBEC** ; contre
ALPHONSE CASEAULT, menuisier, de la cité de
 Québec, dans le district de Québec, et un des héritiers
 de feu Charles Caseault, à savoir :

Un lopin de terre situé dans la cité de Québec, rue St. Joseph, quartier Jacques-Cartier, mesurant trente-neuf pieds six pouces de front, sur quatre-vingt-dix-neuf pieds dix pouces de profondeur, plus ou moins, borné vers le nord en front, à la rue St. Joseph, en arrière, au sud, à la rue Notre-Dame-des-Anges, à l'est, à la veuve Joseph Breton, et à l'ouest partie à Antoine Bonhomme et Jean B. Cloutier,—circonstances et dépendances.

Ce lot est le numéro (1007) donné sur le plan pour le quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, et dans le livre de renvoi d'icelui faits par le commissaire des terres de la couronne.

Pour être vendu à mon bureau, dans le palais de justice, dans la cité de Québec, le VINGT-NEUVIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le quinzième jour de juin prochain.

Québec, 22 janvier 1873. *Sherif.*
 [Première publication, 25 janvier 1873.] 357 2

FIERI FACIAS.

Cour de Recorder.

Québec, à savoir : } **LA CORPORATION DE LA**
 No. 3350. } **CITE DE QUEBEC** ; contre
LOUIS MARTEL, de la cité de Québec, dans le
 district de Québec, à savoir :

Un lopin de terre situé dans la cité de Québec, rue Sainte-Marguerite, quartier Jacques-Cartier, mesurant vingt-huit pieds cinq pouces de front sur quatre-vingt-dix-sept pieds cinq pouces de profondeur, plus ou moins, borné en front au nord à la rue Sainte-Marguerite, en arrière au sud partie à Charles T. Côté et George Webster, à l'est partie à Evariste Drouin, Jean B. Martel et Charles Martel, à l'ouest à Ignace Pepin—avec une maison en bois à deux étages, lambrissée en brique, et hangar sus érigés, circonstances et dépendances. Ce lot est le numéro (1702), donné sur le plan du quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, et le livre de renvoi officiel d'icelui, fait par le commissaire des terres de la couronne.

Pour être vendu à mon bureau, dans le palais de justice, dans la dite cité de Québec, le VINGT-NEUVIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le quinzième jour de juin prochain.

Québec, 22 janvier 1873. *Sherif.*
 [Première publication, 25 janvier 1873.] 359 2

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **DAME JULIE ANGEЛИQUE**
 No. 2091. } **BADEAUX**, of the town of
 Three Rivers, widow of the late **LOUIS CHARLES**
CRESSE; against **PATRICK FLANAGAN**, carter, of
 the city and district of Québec, to wit :

A part of an emplacement situate in the St. Lewis suburbs, in Montcalm ward, of the city of Québec, containing twenty feet in front by a hundred feet or thereabouts in depth, bounded in front to the west by d'Artigny street, to the east by William Kirwin, on one side to the north by Ste. Julie street, and on the other side to the south by Madame Robert Fitzgerald—with a house, stable, &c, thereon erected, appurtenances and dependencies. Subject to a constituted rent of two pounds ten shillings and a penny, payable yearly on the first of August, to Dame Julie Angelique Badeaux, of Three Rivers, widow of the late Louis Charles Cressé ; said lot being lot number 4253, given upon the plan for Montcalm ward, Québec, and the book of reference thereto made by the Commissioner of Crown Lands.

To be sold, in my office, in the court house, in the said city of Québec, on the TWENTY-EIGHTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said Writ returnable on the tenth day of June next.

Québec, 20th January, 1873. *Sheriff.*
 [First published, 25th January, 1873.] 350 2

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Québec, to wit : } **THE CORPORATION OF THE**
 No. 3045. } **CITY OF QUEBEC** ; against
ALPHONSE CASEAULT, of the city of Québec, in
 the district of Québec, joiner, and one of the heirs of
 the late Charles Caseault, to wit :

A lot of ground situate in the city of Québec, St. Joseph street, Jacques-Cartier Ward, measuring thirty-nine feet six inches in front, by ninety-nine feet ten inches in depth, more or less ; bounded towards the north in front by St. Joseph street, in rear to the south by Notre-Dame des Anges street, to the east by widow Joseph Breton, and to the west partly by Antoine Bonhomme and Jean B. Cloutier—circumstances and dependencies.

This lot is number (1007), given upon the plan for Jacques-Cartier Ward, of the city of Québec, and the book of reference thereto made by the Commissioner of Crown Lands.

To be sold, at my office, in the court house, in the city of Québec, on the TWENTY-NINTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the fifteenth day of June next.

Québec 22nd January, 1873. *Sheriff.*
 [First published, 25th January, 1873.] 358 2

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Québec, to wit : } **THE CORPORATION OF THE**
 No. 3350. } **CITY OF QUEBEC** ; against
LOUIS MARTEL, of the city of Québec, in the district
 of Québec, to wit :

A lot of ground situate in the city of Québec, Ste. Marguerite street, Jacques Cartier ward, measuring twenty-eight feet five inches in front, by ninety-seven feet five inches in depth, more or less, bounded in front to the north by Ste. Marguerite street, in rear to the south partly by Charles T. Côté and George Webster, to the east partly by Evariste Drouin, Jean B. Martel and Charles Martel, to the west by Ignace Pepin—with a two story wooden house faced with brick, and hangar thereon erected, circumstances and dependencies. This lot is number (1702) given upon the plan for Jacques Cartier ward of the city of Québec, and the book of reference thereto made by the commissioner of crown lands.

To be sold, at my office, in the court house, in the said city of Québec, on the TWENTY-NINTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the fifteenth day of June next.

Québec, 22nd January, 1873. *Sheriff.*
 [First published, 25th January, 1873.] 360 2

Ventes par le Shérif.—Rimouski.

A VIS PUBLIC est par le présent donné, que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi; toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure—District de Québec.

Rimouski, à savoir: } **GEORGE WARD BARTHO-**
 No. 2127. } **LOMEW**, écuyer, gentil-
 homme, de la cité de Hartford, dans l'Etat de Connecticut, un des Etats-Unis d'Amérique, Demandeur; contre **GEORGE O. HOLBROOKE**, écuyer, gentilhomme, de la dite cité de Hartford, dans l'Etat de Connecticut, un des Etats-Unis d'Amérique, maintenant dans la cité de Québec, Défendeur, savoir:

1. Toute cette étendue de terre ci-devant formant et connue sous le nom de la seigneurie du Lac Métis, savoir: le dit Lac Métis, qui se décharge dans la rivière du même nom, avec une lieue de terre de profondeur tout autour du dit lac, qui est éloigné de douze à quinze lieues environ du fleuve St. Laurent, situé dans le comté de Rimouski, Province de Québec—ensemble les isles et islets qui peuvent se trouver en icelui, avec tous les droits y attachés, circonstances et dépendances, le tout maintenant en franc et commun soccage, borné tout à l'entour aux terres du Domaine de la Couronne.

2. Toute cette étendue de terre ci-devant formant et connue sous le nom de la seigneurie du Lac Matapédia, savoir: le dit Lac Matapédia avec une lieue de terre de profondeur tout autour du dit Lac, ensemble les isles et islets qui se peuvent trouver en icelui, situé dans le comté de Rimouski, Province de Québec, le dit lac se déchargeant par la rivière du même nom dans la rivière Ristigouche—avec tous les droits y attachés, circonstances et dépendances, le tout maintenant en franc et commun soccage, borné à l'entour aux terres du Domaine de la Couronne, sous la réserve du droit de préemption en faveur de Marcel Brochu, Joseph Poirier, Auguste Poirier, Philippe Renouf, Barthélemi Fréchette et des héritiers de feu Pierre Brochu, pour les terrains qu'ils occupent dans la dite ci-devant seigneurie du Lac Matapédia.

Pour être vendu, le lot numéro un, au bureau du registraire du second district d'enregistrement du comté de Rimouski, à Saint-Germain de Rimouski, dans le dit district de Rimouski, le **TRENTIEME** jour de **JUILLET** prochain, à **DEUX** heures de l'après-midi; et le lot numéro deux, au bureau du registraire pour le premier district d'enregistrement du comté de Rimouski, à Saint-Jérôme de Matane, le **PREMIER** jour d'**AOUT** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le premier jour de septembre prochain.

S. BÉRUBÉ,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
 Rimouski, 21 janvier 1873. 889
 [Première publication, 8 mars 1873.]

Sheriff's Sales—Rimouski.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law: all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire or afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

FIERI FACIAS.

Superior Court—District of Québec.

Rimouski, to wit: } **GEORGE WARD BARTHO-**
 No. 2127. } **LOMEW**, esquire, gentleman,
 of the city of Hartford, in the State of Connecticut, one of the United States of America, Plaintiff; against **GEORGE O. HOLBROOKE**, esquire, gentleman, of the said city of Hartford, in the State of Connecticut, one of the United States of America, now in the city of Québec, Defendant, to wit:

1. All that tract of land heretofore forming and known under the name of seigniorie of Lake Métis, namely: The said Lake Métis, which discharges itself into the river of the same name (Metis), with one league of land in depth all round the said Lake, being distant about twelve or fifteen leagues from the river St. Lawrence, lying within the county of Rimouski, province of Québec—with all the Islands and Islets which may be found therein, with all rights belonging thereto, appurtenances and dependencies of any kind, the whole now in free and common soccage, bounded on all sides by the waste lands of the crown.

2. All that tract of land heretofore forming and known under the name of the seigniorie of Lake Matapédia, namely: The Lake Matapédia, with one league of land in depth all round the said Lake, with the Islands and Islets which may be found therein, lying in the county of Rimouski, province of Québec, the said lake emptying itself into a river of that name, discharging itself into the river Ristigouche—with all rights belonging thereto, appurtenances and dependencies, the whole now in free and common soccage, bounded on all sides by the waste lands of the crown, reserving the right of preemption in favor of Marcel Brochu, Joseph Poirier, Auguste Poirier, Philippe Renouf, Barthélemi Fréchette, and of the heirs of the late Pierre Brochu, for the pieces of land of which they are respectively the occupants in the heretofore seigniorie of Lake Matapédia.

To be sold, the lot number one, at the office of the registrar for the second registration district, for the county of Rimouski, at St. Germain de Rimouski, in the said district of Rimouski, the **THIRTIETH** day of **JULY** next, at **TWO** of the clock in the afternoon, and lot number two, at the office of the registrar for the first registration district, for the county of Rimouski, at St. Jérôme de Matane, the **FIRST** day of **AUGUST** next, at **TEN** of the clock in the forenoon. Said writ returnable on the first day of September next.

S. BÉRUBÉ,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
 Rimouski, 21st January, 1873. 890
 [First published, 8th March, 1873.]

Ventes par le Shérif.—St. François.

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et aux lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de pro-

Sheriff's Sales.—St. Francis.

PUBLIC NOTICE is hereby given, that the under-mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been sized and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby requi-

cédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans le cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Juri.

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure—St. François.

St. François, à savoir: } **D**ANS une cause où HORACE STEWART, commerçant du canton de Stanstead, dans le district de Saint-François, était demandeur, et C. C. BULLOCK, commerçant du canton de Bolton, dans le district de Bedford, et autres, étaient défendeurs, et Daniel Austin, commerçant et cultivateur, du canton de Stanstead, dans le district de Saint-François était opposant, contre les terres et tenements du dit opposant, savoir:

Le lot No. dix-neuf, dans le deuxième rang des lots situés dans le dit canton de Stanstead—avec les bâties sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendue au bureau du Régistrateur de la division d'enregistrement du comté de Stanstead, à Stanstead Plain, dans le dit district de Saint-François, le VINGT-TROISIÈME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le quinziesme jour d'août prochain.

G. F. BOWEN,

Bureau du Shérif, Sherbrooke, 20 mars 1873. 1091
[P. mière publication, 22 mars 1873.]

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure—St. François.

St. François, à savoir: } **D**ANS une cause où HORACE STEWART, commerçant, du canton de Stanstead, dans le district de Saint-François, était Demandeur; et C. C. BULLOCK, commerçant, du canton de Bolton, dans le district de Bedford, et autres, étaient Défendeurs, et Daniel Austin, commerçant et cultivateur du canton de Stanstead, dans le district de St. François, était opposant, contre les terres et tenements du dit opposant, savoir:

La moitié sud du lot numéro dix-huit dans le deuxième rang des lots situés dans le dit canton de Stanstead et les trente acres à l'extrémité est du dit canton de Stanstead—ensemble les bâties érigées et améliorations faites sur les dites étendues de terre.

Pour être vendue au bureau du régistrateur de la division d'enregistrement du comté de Stanstead, à Stanstead Plain, dans le dit district de Saint-François, le VINGT-TROISIÈME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le quinziesme jour d'août prochain.

G. F. BOWEN,

Bureau du Shérif, Sherbrooke, 20 mars 1873. 1093
[Première publication, 22 mars 1873.]

Ventes par le Shérif-Trois-Rivières.

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à élever à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans le cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Juri.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Trois-Rivières, à savoir: } **J**OSEPH EMERY CO. No. 2388. } **D**ERRE, écr., Deman

red to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, or afin de charge, or other oppositions to the sale, except in cases of Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS.

Superior Court—St. Francis.

St. Francis, to wit: } **I**N a certain cause wherein HORACE STEWART, of the township of Stanstead, in the district of St. Francis, trader, was Plaintiff; and C. C. BULLOCK, of the township of Bolton, in the district of Bedford, trader, and others, were Defendants, and Daniel Austin, of the township of Stanstead, in the district of St. Francis, trader and farmer, was opposant, against the lands and tenements of the said opposant, to wit:

The lot number nineteen, in the second range of lot in the said township of Stanstead—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold, at the registry office of the registration division of the county of Stanstead, at Stanstead Plain, in the said district of St. Francis, on the TWENTY-THIRD day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the fifteenth day of August next.

G. F. BOWEN,

Sheriff's Office, Sherbrooke, 20th March, 1873. 1092
[First published, 22nd March, 1873.]

FIERI FACIAS.

Superior Court—St. Francis.

St. Francis, to wit: } **I**N a certain cause wherein HORACE STEWART, of the township of Stanstead, in the district of St. Francis, trader, was Plaintiff; and C. C. BULLOCK, of the township of Bolton, in the district of Bedford, trader, and others, were Defendants; and Daniel Austin, of the township of Stanstead, in the district of St. Francis, trader and farmer, was opposant; against the lands and tenements of the said opposant, to wit:

The south half of the lot number eighteen, in the second range of lots in the said township of Stanstead, and the east end thirty acres of the lot number twenty-three in the first range of the said township of Stanstead—with the buildings and improvements on the said parcels of land erected and made.

To be sold, at the registry office of the registration division of the county of Stanstead, at Stanstead Plain, in said district of St. Francis, on the TWENTY-THIRD day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said Writ returnable on the fifteenth day of August next.

G. F. BOWEN,

Sheriff's Office, Sherbrooke, 20th March, 1873. 1014
[First published, 22nd March, 1873.]

Sheriff's Sales.—Three-Rivers.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS AND TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin de distraire, afin d'annuler, afin de charges, or other oppositions to the sale, except in cases of Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Three Rivers, to wit: } **J**OSEPH EMERY CODERRE, No. 2388. } esquire, Plaintiff; against

deur; contre JOSEPH GUILLAUME TRANCHE-MONTAGNE, Défendeur, ès-qualité, savoir :

1. Un terrain ou emplacement situé en la cité de Trois-Rivières, sur le côté nord de la rue Notre-Dame, contenant environ cinquante pieds de front sur cent vingt pieds de profondeur: borné en front à la dite rue Notre-Dame, en profondeur à François Dargis, du côté nord-est à Louis Urbain Godin ou son représentant, et du côté sud-ouest à la succession de feu Louis Charles Boucher de Niverville ou son représentant, sujet à un droit de passage en faveur des propriétaires de l'emplacement du côté sud-ouest, tel qu'il peut leur appartenir par leurs titres—avec une maison en bois dessus construite. Ce terrain est grevé d'une rente annuelle de six piastres courant, constituée au capital de cent piastres, dit cours, au profit des héritiers Noiseux, et payable tous les ans le deux de janvier.

2. Les deux tiers du côté nord d'un terrain ou emplacement situé en la cité de Trois-Rivières, sur le côté est de la rue des Fourneaux à Chaux, contenant en totalité trente pieds de front sur cinquante pieds de profondeur: prenant en front à la dite rue des Fourneaux à Chaux, en profondeur au terrain ci-après désigné, du côté nord à Frédéric Bellefeuille ou ses représentants, et du côté sud à Joseph Beaudoin—avec les deux tiers indivis de la maison dessus construite.

3. Un terrain ou emplacement situé en arrière de l'emplacement ci-dessus en dernier lieu désigné, en la dite cité de Trois-Rivières, contenant environ cent pieds de front sur environ cinquante pieds de profondeur: borné en front, partie à Frédéric Bellefeuille ou ses représentants, partie au terrain ci-dessus en dernier lieu désigné, partie à Joseph Beaudoin et partie à François Dargis, en profondeur, partie à Joseph Dufresne ou son représentant, et partie à la veuve Brouillette, du côté nord à Joseph Lalancette ou ses représentants, et du côté sud, partie à un nommé Délorier et partie à François Dargis—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, et avec un chemin entre les terrains des dits Joseph Dufresne et Lalancette ou leurs représentants, pour communiquer du dit terrain à la rue Notre-Dame.

Pour être vendus au bureau du shérif, dans le palais de justice, en la cité de Trois-Rivières, le VINGT-TROISIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le onzième jour de juin prochain.

SEVERE DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Trois-Rivières, 20 janvier 1873. 361 2
[Première publication, 25 janvier 1873.]

JOSEPH GUILLAUME TRANCHEMONTAGNE, Défendeur, ès qualité, to wit :

1. A lot or emplacement situate in the city of Three Rivers, on the north side of Notre-Dame street, containing about fifty feet in front by one hundred and twenty feet in depth; bounded in front by Notre-Dame street aforesaid, in rear by François Dargis, on the north-east side by Louis Urbain Godin or representatives, and on the south-west side by the estate of the late Louis Charles Boucher de Niverville, or representatives; Subject to a right of passage in favor of the proprietors of the emplacement on the south-west side, such as may belong to them by their title deeds—with a wooden house thereon erected. This lot is burdened with an annual rent of six dollars currency, constituted upon the capital of one hundred dollars said currency, to the heirs Noiseux, and payable on the second day of January of every year.

2. The two thirds of the north side of a lot or emplacement situate in the city of Three Rivers, on the east side of the street called Fourneaux à Chaux, containing in all thirty feet in front by fifty feet in depth, bounded in front by the said Fourneaux à Chaux street, in rear by the lot hereinafter described, on the north side by Frederic Bellefeuille or his representatives, and on the south side by Joseph Beaudoin—with the undivided two thirds of the house thereon erected.

3. A lot or emplacement situate to the rear of the lot lastly hereinabove described, in the said city of Three Rivers, containing about one hundred feet in front by about fifty feet in depth; bounded in front partly by Frederic Bellefeuille or his representatives, partly by the lot lastly hereinabove described, partly by Joseph Beaudoin, and partly by François Dargis, in rear partly by Joseph Dufresne or his representatives, and partly by Mrs. widow Brouillette, on the north side by Joseph Lalancette or representatives, and on the south side partly by one Deslorier, and partly by François Dargis—with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies, and with a road between the lots of the said Joseph Dufresne and Joseph Lalancette or their representatives, leading from the said lot to Notre-Dame street.

To be sold, at the sheriff's office, in the court house, in the city of Three Rivers, on the TWENTY-THIRD day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable the eleventh day of June next.

SEVERE DUMOULIN,

Sheriff's Office, Three Rivers, 20th January, 1873. 362 2
[First published, 25th January, 1873.]

The first part of the paper is devoted to a general discussion of the problem of the origin of life. It is shown that the origin of life is a problem of the first importance, and that it is one of the most interesting and important problems of the present day. The author discusses the various theories of the origin of life, and shows that the most probable theory is that of spontaneous generation. He also discusses the various experiments which have been made to test the theory of spontaneous generation, and shows that the results of these experiments are in favor of the theory of spontaneous generation.

The second part of the paper is devoted to a discussion of the problem of the origin of the human race. It is shown that the origin of the human race is a problem of the first importance, and that it is one of the most interesting and important problems of the present day. The author discusses the various theories of the origin of the human race, and shows that the most probable theory is that of spontaneous generation. He also discusses the various experiments which have been made to test the theory of spontaneous generation, and shows that the results of these experiments are in favor of the theory of spontaneous generation.

The third part of the paper is devoted to a discussion of the problem of the origin of the human mind. It is shown that the origin of the human mind is a problem of the first importance, and that it is one of the most interesting and important problems of the present day. The author discusses the various theories of the origin of the human mind, and shows that the most probable theory is that of spontaneous generation. He also discusses the various experiments which have been made to test the theory of spontaneous generation, and shows that the results of these experiments are in favor of the theory of spontaneous generation.

The fourth part of the paper is devoted to a discussion of the problem of the origin of the human body. It is shown that the origin of the human body is a problem of the first importance, and that it is one of the most interesting and important problems of the present day. The author discusses the various theories of the origin of the human body, and shows that the most probable theory is that of spontaneous generation. He also discusses the various experiments which have been made to test the theory of spontaneous generation, and shows that the results of these experiments are in favor of the theory of spontaneous generation.

The fifth part of the paper is devoted to a discussion of the problem of the origin of the human soul. It is shown that the origin of the human soul is a problem of the first importance, and that it is one of the most interesting and important problems of the present day. The author discusses the various theories of the origin of the human soul, and shows that the most probable theory is that of spontaneous generation. He also discusses the various experiments which have been made to test the theory of spontaneous generation, and shows that the results of these experiments are in favor of the theory of spontaneous generation.

The sixth part of the paper is devoted to a discussion of the problem of the origin of the human spirit. It is shown that the origin of the human spirit is a problem of the first importance, and that it is one of the most interesting and important problems of the present day. The author discusses the various theories of the origin of the human spirit, and shows that the most probable theory is that of spontaneous generation. He also discusses the various experiments which have been made to test the theory of spontaneous generation, and shows that the results of these experiments are in favor of the theory of spontaneous generation.